



HAL
open science

Les Tatars de Crimée : de l'exil au retour national

Marie Deverre

► **To cite this version:**

Marie Deverre. Les Tatars de Crimée : de l'exil au retour national. Science politique. 2013. dumas-00938350

HAL Id: dumas-00938350

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00938350>

Submitted on 29 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vous allez consulter un mémoire réalisé par un étudiant dans le cadre de sa scolarité à Sciences Po Grenoble. L'établissement ne pourra être tenu pour responsable des propos contenus dans ce travail.

Afin de respecter la législation sur le droit d'auteur, ce mémoire est diffusé sur Internet en version protégée sans les annexes. La version intégrale est uniquement disponible en intranet.

UNIVERSITE DE GRENOBLE

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Marie Deverre

Les Tatars de Crimée :
De l'exil au retour national



Année universitaire 2012 – 2013

Master 2 « Intégration et mutations en Méditerranée et au Moyen-orient »

Sous la direction de MM. J.-P. Burdy et J. Marcou

UNIVERSITE DE GRENOBLE

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Marie Deverre

Les Tatars de Crimée

D'un Etat souverain devenu peuple exilé à son intégration
dans une entité politique composite en tant que peuple-nation

Année universitaire 2012 – 2013

Master 2 « Intégration et mutations en Méditerranée et au Moyen-orient »

Sous la direction de MM. J.-P. Burdy et J. Marcou

En couverture : photo du Khan Saray,
le palais des Khan tatars de Crimée jusqu'au XVIIIe siècle,
dans la ville de Bahçesaray

Remerciements

Je remercie mes professeurs Mr Jean-Paul Burdy et Mr Jean Marcou qui me suivent dans mon parcours universitaire depuis plusieurs années et me soutiennent.

Je tiens à remercier les Tatars et les Russes de Crimée que j'ai rencontrés et qui m'ont aidée lors de mon séjour en Ukraine en juin et juillet 2013. Mon enquête de terrain n'aurait jamais pu aboutir sans leur participation. Je remercie tout particulièrement Oleg Jouk pour son accueil chez lui pendant mon séjour.

Je tiens à remercier Claire Fallet pour ses traductions en Ukraine et au Kazakhstan et les moments partagés lors de ce voyage.

Je remercie mes relecteurs qui me suivent depuis mes premiers mémoires : mes parents, mes cousines et Nathalie Caltagirone ainsi que Christian Malfait pour sa présence constructive pendant la phase de rédaction.

SOMMAIRE

Introduction	6
1. Les Tatars : entre Orient et Monde russe, XIIIe – XXe siècles.....	11
1.1. Les débuts de l’Etat tatar en Crimée.....	12
1.2. Politique d’intégration russe et éveil nationaliste au XIXe siècle	26
2. La déportation des Tatars de Crimée le 18 mai 1944.....	44
2.1. Les Tatars : des victimes du système soviétique	45
2.2. 1956 : la politisation du mouvement pour le retour.....	58
3. La réintégration des Tatars en Crimée : enjeux mémoriels et politiques.....	70
3.1. Le retour en Crimée	71
3.2. La mémoire du traumatisme	82
Conclusion.....	92
Annexes.....	95
Bibliographie.....	102
Table des matières.....	108

Introduction

Si l'on souhaite dépeindre les Tatars de Crimée en un mot, celui d'« exil » s'impose d'emblée. Depuis le XIX^e siècle, les Tatars sont un peuple de l'exil.

Les Tatars, peuplade turco-mongole des plaines d'Asie centrale, se divisent en deux groupes. Le premier est celui des Tatars du Tatarstan, une entité politique située en Russie européenne et considérée comme indépendante. Nous ne traiterons pas dans ce mémoire de ce groupe ethnique dont les enjeux et les problématiques sont différents. Le second groupe est celui des Tatars descendus le long des rives de la Volga jusqu'en Crimée où ils s'implantèrent au XIII^e siècle. Arrivés avec les invasions mongoles de la Horde d'Or de Gengis Khan¹, les Tatars réussirent à s'imposer sur les tribus grecques et franques présentes dans la péninsule depuis l'Antiquité. C'est au XIV^e siècle que le premier Khanat (royaume) tatar de Crimée fut fondé. Leur territoire s'étendait sur l'ensemble de la péninsule criméenne, au cœur de la Mer Noire. Sa situation géographique plaça la Crimée à un carrefour stratégique entre l'Orient et l'Asie. Dès les premiers peuplements, la péninsule de Crimée avait été un point de passage incontournable sur la Route de la Soie, reliant l'Occident vers la Chine et ses richesses. Cette position lui avait aussi occasionné de nombreux désordres qui se sont poursuivis sous le Khanat tatar. Terre de convoitise pour les puissances extérieures, les Tatars ont dû protéger leur indépendance des ambitions mongoles, ottomanes et russes jusqu'à l'effondrement de leur royaume en 1783 sous les ambitions de l'Empire tsariste. La péninsule est ainsi devenue une possession russe, revendiquée comme « *la Perle de la Couronne du Tsar* »², en raison de l'importance stratégique du lieu pour la flotte russe de la Mer Noire. Cette situation explique la mainmise russe entretenue depuis le XVIII^e siècle et qui se poursuivra jusqu'en 2042.³

En complément des travaux académiques, ce mémoire s'appuie sur une étude de terrain. Durant un mois, du 15 juin au 15 juillet 2013, je me suis rendue de ma propre initiative en

¹ La Horde d'Or est le nom donné aux tribus qui composaient les troupes de Gengis Khan et qui ont envahi l'Asie Centrale jusqu'au Moyen-Orient et aux portes de l'Europe au XIII^e siècle. Voir carte en annexe 1

² Brian G. Williams, *The Crimean Tatars: The Diaspora Experience and the Forging of a Nation*, Leiden; Boston; Köln: Brill 2001, p. 73

³ En avril 2010, un accord est venu renouveler le bail de la Flotte russe de Mer Noire à Sébastopol. En échange d'une rente annuelle d'une centaine de dollars par an, Moscou peut conserver ses vaisseaux de guerre en Crimée et deux régiments. L'Ukraine obtient en échange une baisse des prix du gaz russe dont elle est fortement dépendante. Se référer aux articles du Figaro et d'Euronews sur le sujet :

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/21/01003-20100421ARTFIG00458-la-flotte-russe-reste-a-sebastopol-pour-trente-ans-.php> et <http://fr.euronews.com/2010/07/25/parade-navale-a-sebastopol-pour-feter-le-jour-de-la-marine-russe/> (consultés le 08/09/2013)

Crimée et au Kazakhstan, afin de réaliser des entretiens et d'approfondir ma compréhension des enjeux par une approche directe. Deux limites à cette démarche se sont posées d'emblée : la première est la durée trop courte de ce voyage et la seconde concerne la barrière de la langue, le russe. Cependant j'ai réussi à interviewer sept Tatars grâce à la présence de traducteurs. Le panel regroupe des hommes et des femmes aux parcours de vie différents dont les âges oscillent entre 23 et 80 ans. Certains sont nés avant la déportation et se souviennent du 18 mai 1944. La plupart sont nés en exil, en Ouzbékistan ou au Kazakhstan. Parmi ces personnes une d'entre elles appartient à la nouvelle génération née en Crimée après 1990. Ces interviews permettent de retracer les trajectoires individuelles et d'appréhender l'état d'esprit actuel des Tatars, les visions et les mythes entretenus au sein de leur communauté.

A travers leurs parcours individuels et familiaux, j'ai pu reconstruire le fil des événements vécu par la communauté tatar depuis le 18 mai 1944 jusqu'à aujourd'hui, en 2013.

Après l'annexion de la Crimée en 1783, l'Empire russe met un terme à l'autonomie du Khanat tatar. Au lieu de favoriser l'insertion de la population locale tatar et de préserver leurs droits en tant que peuple de Crimée, le régime tsariste met en place une politique d'expulsion et de colonisation qui provoque l'exode des Tatars vers l'Empire Ottoman. Aujourd'hui au XXI^e siècle, cette période est nommée dans l'imaginaire collectif tatar *Ilk Sürgün*, le « Premier Exil ». De peuple national de Crimée, ils deviennent une minorité ethnique, submergés par l'arrivée des colons russes et leurs propres départs.

Le changement de régime politique en Russie en 1917 a semblé ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire du peuple tatar. Les Bolcheviks, sous l'autorité de Lénine, accepte la création d'une République socialiste soviétique autonome de Crimée (RSSA). Les Tatars sont reconnus comme étant l'élément ethnique originel de ce territoire. Tout l'enjeu a été de déterminer les ambitions réelles du gouvernement soviétique, entre politique d'indigénisation et volonté de soviétisation du lieu. A la fin des années 1930, toute souveraineté accordée à la RSSA n'existait plus. Dans le même temps, l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) menait une violente politique de répression de ses citoyens et des peuples non slaves présents sur ses aires de domination. Une série d'opérations nationales ont été menées afin de « nettoyer » ethniquement les frontières de leurs populations originelles. Leur présence représentait un facteur de déstabilisation potentiel pour le nouveau pays du socialisme. A tout moment, ils pouvaient constituer la « 5^e colonne », c'est-à-dire un groupe de traîtres internes

au pays. Dans le cas des Tatars, la collaboration d'une partie d'entre eux avec l'armée allemande, suite à son invasion de la Crimée en 1941, a servi de justification à leur expulsion. Accusés de trahison et d'espionnage pour le compte des Allemands par les autorités soviétiques, l'ensemble du peuple Tatar a été déporté vers l'Asie centrale le 18 mai 1944.

Parmi les personnes interrogées, j'ai pu rencontrer Olga, une femme de 68 ans, d'origine grecque. A travers son histoire personnelle, on saisit mieux l'ampleur du traumatisme qu'a été l'opération de nettoyage ethnique de la Crimée. Les hommes du NKVD ont expulsé de la péninsule l'ensemble des groupes ethniques non slaves dont les Grecs, les Bulgares et les Arméniens.

L'exil des Tatars dura jusqu'en 1990, c'est-à-dire jusqu'à l'effondrement du régime soviétique. En 1956, avec le début de la déstalinisation, les différents peuples déportés furent autorisés légalement à retourner chez eux. Toutefois, l'interdiction demeura pour les Tatars. Cette décision, qu'ils considéraient comme injuste et injustifiée, encouragea la politisation de leur cause. Ce ne fut qu'à force d'insistance et devant une Union Soviétique exsangue que les Tatars obtinrent enfin leur droit au retour. Les premiers rapatriements eurent lieu à l'été 1990, environ 100 000 personnes, puis se poursuivirent à l'été 1991 avec la même ampleur.

A travers ce mémoire nous aborderons la question de l'identité tatar qui dut se définir dans une situation particulière de rupture avec leur territoire dit « national ». Durant le XIXe siècle, les premiers mouvements nationalistes tatars étaient caractérisés par leur panislamisme. Ils défendaient l'union de tous les musulmans de Russie. Les discours évoluèrent au début du XXe siècle avec l'arrivée de nouvelles générations d'intellectuels favorables aux mouvements révolutionnaires et socialistes. Le choc de la déportation fut l'élément déclencheur d'une « renaissance » de l'idée nationale tatar, c'est-à-dire l'émergence d'un nouveau discours identitaire. Durant cette seconde période d'exil (1944-1990), l'enjeu pour les intellectuels tatars fut de redéfinir l'identité tatar, de préserver les liens qui unissent leur communauté et de transmettre aux générations nouvelles, nées hors de Crimée, un sentiment d'appartenance à une terre commune mais jamais approchée. Comme le rappelle l'auteur Greta Uehling la construction d'une conscience collective parmi les Tatars a servi à entretenir le désir de retour même parmi les jeunes générations nées en déportation et même lorsque ce départ signifiait perte des biens, ostracisme et stigmatisation.

Le retour des Tatars en Crimée en 1990 soulève d'autres questionnements qui dépassent l'aspect mémoriel. Ce mémoire s'intéressera également aux aspects politiques de l'intégration des Tatars dans leurs terres d'origine.

Le problème qui s'est posé d'emblée à l'été 1990 a été celui du logement : où habiter ? Où permettre à un peuple entier de s'installer sans déstabiliser et défavoriser la population russe ?

Historiquement, il y avait trois peuples de Tatars qui occupaient la Crimée selon des territoires bien délimités. La première zone concernait le nord et était occupé par la tribu des Tatars de Nogais. Ensuite la Crimée du centre, séparée par la chaîne de montagnes Yaila, au sud, qui se démarquait par la fertilité de ses sols. En effet, la présence des montagnes constituent une barrière pour les nuages et favorisent les précipitations. Le long de la côte sud, de l'autre côté de la chaîne Yaila, se trouvait la troisième zone de peuplement tatar où le climat méditerranéen favorisait la douceur de vivre.⁴ Ce fut le lieu principal d'implantation des Tatars.

Suite au processus de soviétisation lancé après 1944, les maisons laissées vides par les Tatars furent attribuées aux citoyens soviétiques venus s'installer en Crimée en tant que colons. Dans la zone sud, les Russes puis les Soviétiques y installèrent leurs habitations résidentielles.

Lors du retour des Tatars à partir de 1990, la zone côtière du sud criméen leur fut d'abord interdite. Les autorités de Crimée furent réticentes à attribuer des logements et des permis de résidence aux Tatars. La plupart d'entre eux durent construire des campements de fortune, des squats, à l'extérieur des villes. Aujourd'hui encore les habitations sommaires demeurent. Suite à des témoignages de Tatars, l'attribution de logements et/ou de terre de la part du gouvernement a été et est toujours possible mais relève d'un parcours long et fastidieux.

Parallèlement à la question du logement s'est posé le problème de l'emploi. En effet, la Crimée a toujours été un territoire économiquement faible incapable d'absorber la masse de demande de travail de la part des Tatars. Aujourd'hui, le taux de chômage parmi les Tatars est un des plus élevés de Crimée.

⁴ Voir carte de Crimée en Annexe 2

Dès à présent plusieurs problématiques peuvent être identifiées : de quelle façon les Tatars se sont-ils installés en Crimée ? Quels sont les ressorts de la domination russe puis soviétique sur la péninsule de la mer Noire ? Pourquoi les Tatars ont-ils été déportés le 18 mai 1944 ? Vers quelle destination et dans quelles conditions ? Que révèle cet événement quant aux politiques de répression staliniennes ? Quels sont les problèmes politiques posés à l'intégration des Tatars depuis 1990 ? Comment l'identité tatar s'est-elle reconstruite en exil ? Comment cette identité a-t-elle alimenté le mythe du retour vers la terre ancestrale ? De quelle façon aujourd'hui la mémoire est-elle entretenue par les Tatars ?

Ce travail a été organisé en trois parties. La première retrace l'histoire du peuple tatar en Crimée et donnent des clés de compréhension pour expliquer le 18 mai 1944. La deuxième partie s'intéresse à la déportation et aux conditions de vie des Tatars en Asie centrale et dans le Caucase. La troisième partie se penche sur la mémoire et l'identité tatar qui ont constamment entretenu l'espoir du retour. Nous y aborderons à la suite la réintégration du peuple tatar en Crimée dans le contexte post-soviétique de 1990.

1. Les Tatars : entre Orient et Monde russe, XIIIe – XXe siècles

L'histoire des Tatars de Crimée est profondément liée à celle des Empires qui ont bordé son royaume, l'Empire russe et l'Empire Ottoman. Leur situation géographique dans la péninsule de Crimée, au sud de l'Ukraine, les a placés à un carrefour des civilisations, un emplacement stratégique et commercial. Si dans les premiers temps de leur histoire les Tatars ont su exploiter à leur avantage cette situation, la montée en puissance de l'Empire tsariste au XVIIIe siècle a bouleversé leur destin et provoqué la chute de leur Khanat. Suite à leur annexion en 1783, la domination russe se poursuit en 1918 avec l'arrivée des Bolcheviks à la tête de l'Etat russe. De 1922 à 1928, les Bolcheviks ont d'abord montré une attitude bienveillante à l'égard des Tatars de Crimée, leur permettant de reconstituer une entité politique autonome, avant de brusquement entrer dans une phase de stigmatisation dont le point culminant fut la déportation du 18 Mai 1944. Les Tatars deviennent une communauté de l'exil, dispersée dans les différents pays d'Asie Centrale et du Caucase.

Nous allons nous pencher sur l'histoire du Khanat tatar et sur les causes qui ont provoqué sa chute. Ce qui nous permettra de tisser un lien avec les éléments constitutifs du nationalisme tatar. Par la suite, dans quelles mesures les politiques russes puis soviétiques ont-elles contribué à la formation de ce nationalisme tatar ? Quels ont été les ressorts de la politique d'intégration russe puis de la soviétisation ?

1.1. Les débuts de l'Etat tatar en Crimée

Les Tatars ne sont pas ethniquement originaires de Crimée. Ils sont issus d'un peuple de souche turcique venu des plaines du Kiptchak, dans le Caucase. Ce n'est qu'au XVe siècle qu'ils imposèrent leur domination sur la péninsule et établirent un Etat tatar, le Khanat de Crimée. Comment s'est déroulé le processus de conquête de la Crimée par les Tatars ? Quelles furent les caractéristiques du Khanat tatar ? En quoi la position de la Crimée en Mer Noire en fait un objet de convoitise par les puissances voisines ?

1.1.1. La naissance du Khanat tatar, XIVe – XVe siècles

L'arrivée des Tatars en Crimée date du XIIIe siècle après Jésus-Christ, lors des invasions mongoles de la Horde d'Or, les fameuses « ulus »⁵, ces tribus guerrières réunies sous l'égide de Gengis Khan pour envahir l'Ouest de l'Asie Centrale, des terres russes à l'Occident en passant par le Moyen-Orient. A la fin des années 1230, le Khan Batu, petit-fils de Gengis Khan, lève une nouvelle expédition dans le but de réaliser le rêve de conquête de son ancêtre des terres des Princes Rus (en faveur de la Russie), divisés et belliqueux, ainsi que celles des Bulgares, des Kiptchak turcs et les terres des Chrétiens de l'Europe de l'Est. Ces armées mongoles rencontrent peu de résistance grâce à leur tactique de combat mobile et à leur discipline. Elles progressent rapidement vers l'Est et s'établissent sur la Basse Volga. Batu y fonde le Khanat de Kiptchak dont la capitale devient Saraï, près de l'actuelle ville de Volgograd, en 1240.⁶ Des tribus turcophones, Oghuz et Seldjoukides, descendent jusqu'en Crimée et y établissent un protectorat. Dans le sud-est de la péninsule, ils élisent l'actuelle ville de Solkhat comme capitale de leur gouvernorat. La cité était alors habitée par des Grecs, des Arméniens, des colons Italiens et des tribus nomades des alentours appelées les Kiptchak. La position idéale de cette ville sur les limites de la plaine de Crimée lui a permis de devenir un carrefour commercial florissant, tourné vers les tribus nomades turques Kiptchak des steppes du nord de la Crimée et du sud de l'Ukraine. Cette région porte le nom de *Desth-i Kiptchak*, les « Steppes Kiptchak ». Très tôt sous la domination tatare, la cité devient connue sous le nom de *Kirim*, la « Forteresse ». L'utilisation de ce nom se répand pour désigner le territoire de la péninsule en tant que tel. Finalement, l'utilisation au fil des siècles et les

⁵ WILLIAMS Brian Glyn, *The Crimean Tatars: The Diaspora Experience and the Forging of a Nation*, Leiden; Boston; Köln: Brill 2001, p. 10-11

⁶ Voir carte des conquêtes de la Horde d'Or en Annexe 1

déformations linguistiques finissent par donner le nom de « Crimée ». Progressivement, la ville devient *Eski Kirim*, la capitale du Khanat. L'endroit est d'une grande importance symbolique pour les Tatars. En premier lieu cette cité a donné à la Crimée son nom, *Kırımli*. C'est la base géographique de l'ethnonyme de la péninsule. Par ailleurs, *Eski Kirim* a forgé l'identité ethno-religieuse des Tatars musulmans.

Lorsque les tribus turcophones des plaines d'Asie Centrale arrivent en Crimée, le territoire est déjà habité depuis des siècles par les Grecs du Pont, les Arméniens, les Bulgares, les Francs. Les Italiens y ont bâti des comptoirs commerciaux grâce à la position stratégique de la péninsule sur la Route de la Soie. Les ascendances des Tatars contemporains sont issues de ce mélange de peuples et de civilisations installés depuis les premiers siècles avant Jésus Christ. L'ethnonyme « tatar » est cependant originaire des tribus turcophones des plaines à l'Est de la Mer Noire. Comme le souligne Brian Williams dans ses études historiques sur les Tatars, le mot en lui-même était le nom d'une tribu turque incorporée de force dans les troupes de la Horde d'Or sous Gengis Khan.⁷ Par la suite, les Chrétiens emploient le mot *tartar* pour désigner les envahisseurs mongols, signifiant en latin le « Diable », *tartarus*. Le déferlement des hordes de l'est de la Volga effrayaient les Chrétiens comme si les Enfers s'ouvraient sur la Terre pour détruire et piller. Les chroniques européennes du XIIIe siècle usaient des deux termes sans distinction, « tartar » et « tatar ». Toutefois, c'est ici le mot « tatar » que nous emploierons qui, avec le temps, est devenu synonyme d'une appartenance ethnique et religieuse, « *une forme d'identification pour les tribus tatares musulmanes de Sibérie, du Bassin de la Volga et des steppes de l'Ouest* ». ⁸

Au sein du monde russe, les Tatars représentent l'orientalisme, une avancée de l'Orient au cœur du monde slave. Derrière le mot « tatar » s'amalgament les notions d'Islam, la mise en place d'institutions mongoles et la prédominance du sang kiptchak turc.⁹

Au début des années 1300, le Khan Uzbek (1313-1341) prend la tête de la Horde d'Or. Il décide de convertir à l'Islam la population nomade chamaniste sur laquelle il règne. Comme toute décision, elle sert des intérêts politiques et stratégiques. Le but est de soustraire les nomades mongoles à l'influence des paysans sédentaires russes de confession chrétienne

⁷ WILLIAMS Brian G., *op. cit.*, p. 12

⁸ *Idem*

⁹ *Idem*

orthodoxe. Le Khan Uzbek ordonne d'abord la conversion de l'aristocratie à l'Islam sunnite. Le choix est clairement fait de se tourner vers l'Empire ottoman dans la recherche d'alliance mais également de puiser dans la culture turco-musulmane pour forger l'identité du Khanat tatar de Crimée, et au-delà du Khanat mongole de la Horde d'Or.

Ce changement de confession entraîne une turquification de l'élite et de la société criméenne lourde de conséquence pour le devenir de la péninsule. Cette nouvelle identité devient ouvertement affichée lorsqu'en 1314 le Khan Uzbek ordonne la construction d'une mosquée et d'une medersa (école coranique) à *Kirim*. Dorénavant, la terre de Crimée appartient au *Dar-al Islam*, le « Royaume de l'Islam » comme le rappelle le chant du muezzin qui résonne depuis sur les plaines et montagnes de la péninsule. Aucun amalgame ne doit être possible avec les chrétiens russes des plaines au nord de la Crimée.

Comme le remarque Brian Williams, les Tatars de Crimée ont des liens plus ténus avec le monde musulman d'orient et d'Arabie qu'avec celui de leurs voisins Slaves des plaines eurasiennes.¹⁰ L'effondrement des principautés slaves sous les attaques mongoles de la Horde d'Or ont provoqué chez les Tatars une assimilation de ces territoires au *Dar-al Harb*, le « Royaume de la Guerre ». Au-delà, se trouve la Crimée, le bastion des Tatars musulmans face aux Infidèles. Pendant des siècles, cette terre sera perçue comme le berceau d'un nouveau peuple originaire des tribus Kiptchak des plaines d'Eurasie.

La ville de *Kirim* évolue pour devenir le centre administratif et religieux du nouveau gouvernorat. Comme expliqué précédemment, le choix de la conversion à l'Islam sunnite a impacté la politique extérieure de la péninsule. La ville au XIIIe et XIVE siècle devient le centre diplomatique des relations entre la Horde d'Or et la dynastie Mamelouk d'Egypte.¹¹ Dès le XIVE siècle, les nouveaux dirigeants de la Crimée tentent de soustraire le territoire à l'influence politique du Khanat de la Horde d'Or, implanté sur la Basse Volga. Certains historiens comme Alan Fisher considèrent que Taş Timur, gouverneur ou Bey de la région, a été le premier dirigeant politique à établir les bases d'un Etat indépendant en Crimée. Intégré à un Etat beaucoup plus puissant, celui de la Horde d'or, il s'étendait de la Dobroudja, situé

¹⁰ *Idem*

¹¹ Les Mamelouks ont régné de 1250 à 1517 sur l'Egypte. Comme les Janissaires turcs, les Mamelouks sont des esclaves chrétiens originaires des plaines d'Eurasie. Convertis à l'Islam et formés à la guerre dès leur plus jeune âge, ils ont pour devoir de servir la haute administration d'Etat. En 1250, ils parviennent à prendre le pouvoir en Egypte grâce aux invasions de Croisés Européens et établissent leur propre royaume.

sur l'est de la Roumanie et le nord-est de la Bulgarie, intégrant l'estuaire du Danube en Ukraine, et courait jusqu'aux rivages de la Mer d'Aral en Asie Centrale. Une étendue de territoire qui imposait le souverain de la Horde d'Or comme l'un des chefs musulmans les plus puissants de la région. Son pouvoir était de surcroît renforcé indirectement par le style de vie nomade des tribus intégrées, volontairement ou sous la contrainte à sa Horde, et qui veillaient à l'application des lois du Khanat sur les populations russes et les tribus circassiennes du Caucase nord.

Après son adoption comme religion principale de la Horde d'Or, l'Islam est devenu le fondement juridique de l'Etat mongol. Sous son règne, Gengis Khan a promu l'adoption d'un code de lois, le *Yasa* ou *Yasak*, dans le but de renforcer sa puissance sur ses conquêtes grâce à l'application d'une loi mongole commune à tous. Les principes et les règles de la Shari'a ont progressivement remplacé ce code pour faire des terres conquises par la Horde d'Or un royaume de *l'Umma*.¹² Spécifiquement au sein du royaume tatar qui commença à émerger, l'Islam est devenu un fondement identitaire. La langue tatar reflète à la fois un mélange de persan et d'arabe littéraire issu du Coran. L'usage d'un vocabulaire arabo-persan s'est répandu à travers les habitants de la péninsule. Les personnes les plus fortunées de la société tatar se rendaient et se rendent toujours à la Mecque et Médine pour honorer l'obligation de pèlerinage. La petite noblesse tatar reçut le titre perse de *Mirza*.

1.1.2. Les liens de vassalité avec l'Empire Ottoman

Le Khanat des Tatars de Crimée ne gagne son statut d'Etat indépendant qu'au XVe siècle. Les sources de l'époque s'accordent à dire que Haci Giray, successeur de Taş Timur, est le premier Khan du royaume tatar de Crimée. Il est le premier à avoir extrait la tribu des Tatars de Crimée du système politique établi par l'Empire mongole. S'il a d'abord pu soustraire son Etat de l'influence des clans de la Horde d'Or, il a dû, d'un autre côté, contracter des alliances qui l'ont mis en position de vassalité. Dans ce processus, l'Islam, en tant que fondement identitaire, a été déterminant dans le choix de ces alliances extérieures.

¹² *L'Umma* est le mot désignant la communauté des croyants musulmans.

Selon les Chroniques du Polonais Strykovski, en 1443, le Khan des tribus Tatars de Perekop, Barin et Şirin¹³ décède sans laisser d'héritier. Les membres de l'aristocratie se tournent alors vers le grand prince de Lituanie pour qu'il leur renvoie Haci Giray. Ce dernier a été élevé à la cour de Lituanie. En 1428, sa tentative pour s'emparer du pouvoir au sein de la Horde d'Or échoue et le contraint à retourner trouver refuge en Lituanie. La mort du Khan Tatar en 1443 change son destin et lui permet de revenir en Crimée. Il se lance alors dans une entreprise de construction politique d'un Etat indépendant du système des clans de la Horde d'Or. Dès son arrivée, il ordonne de faire battre monnaie à son nom et remplace le symbole des Tatars, un phoque, par une chouette. Afin d'atteindre son objectif politique, deux éléments furent essentiels comme le remarque Alan Fisher¹⁴. Le premier fut de gagner à sa cause le plus grand nombre d'alliés possibles parmi les tribus voisines de la Horde. Le deuxième fut de rallier sous son ascendance le plus de nobles et de chefs de petits clans locaux en Crimée. Au début de son règne, Haci Giray fit le choix des Princes Moscovites, de la Lituanie et de la Pologne pour se défendre face à la Horde d'Or. C'est ainsi qu'en 1445, Haci Giray scella une alliance avec Casimir IV, Roi de Pologne, lui-même menacé par les ambitions de conquête de la Horde d'Or. Ensemble, ils attaquèrent l'envahisseur dont le Khan était Seyyid Ahmed et remportèrent sur lui une importante victoire.

Parallèlement, Haci Giray fit de la ville de Bahçesaray le centre administratif et religieux du nouveau Khanat et y établit le palais des Khans.¹⁵ Ce nouvel Etat s'étendait « *du Kouban à la basse vallée du Dniestr en Ouest, jusqu'aux marges des territoires cosaques au Nord* ». ¹⁶ Malgré ses alliances extérieures, le pouvoir de Haci Giray était constamment menacé de l'intérieure par la haute aristocratie nomade dont les privilèges assuraient un droit de regard dans la politique du royaume. C'est alors que la situation géopolitique en Mer Noire changea brutalement en 1453, lorsque Mehmet II Le Conquérant se rendit maître de Constantinople. La puissance de l'Empire ottoman était sans égal dans le sud-est de l'Europe et en faisait un allié de choix qui de surcroît était turc musulman. Le sultan ottoman accepta de s'entendre avec les Tatars de Crimée. Au début l'alliance fut principalement militaire. Les deux entités avaient des intérêts communs contre les Italiens implantés sur les côtes de la Crimée. Ces cités, principalement génoises, entretenaient un commerce florissant entre

¹³ Voir carte en Annexe 3

¹⁴ FISHER Alan Wishburn, *The Crimean Tatars*, Stanford, California : Hoover Institution Press, 1978, p. 4

¹⁵ Voir photos du palais de Bakhtchysaraï en Annexe

¹⁶ DUFAUD Grégory, *Les Tatars de Crimée et la politique soviétique des nationalités*, Paris : Non Lieu, DL, 2011, p 21

l'Europe et l'Asie qui nécessitait de traverser les Détroits du Bosphore et des Dardanelles. Pour l'Empire ottoman c'était un avantage direct que de capter vers soi cette richesse. Pour Haci Giray, ces colonies devaient naturellement entrer dans son aire de domination. Si l'on se réfère aux chroniques de l'époque dont celle d'Ankarali Hekim Yahya, au XVe siècle,¹⁷ le nouveau royaume tatar en cours d'édification englobait alors les villes de Kirkyer, Eski Kirim, Taman, Kerch, the Kuban, Kipçak and Kefe.¹⁸ L'extension sur les cités italiennes de la côte reprenait donc la politique d'extension mais également de consolidation de l'Etat. Leurs richesses permettraient d'attirer de nouveaux chefs de clans mais également de s'assurer de leur soutien. En 1454, Ottomans et Tatars passèrent une alliance militaire pour attaquer conjointement la ville de Kefe. La flotte turque prit les côtes d'assaut quand 7000 cavaliers Tatars firent le siège de la ville.¹⁹ Les Génois finirent par se rendre. La ville passa sous l'autorité de Bahçesaray. Un lourd tribut d'environ 1200 pièces d'or fut fixé. Il devait être payé annuellement au Khanat de Crimée. Les Génois perdirent également leur puissance régaliennne car dorénavant leur monnaie serait frappée aux armes italiennes *et* tatares. Cette attaque fut le premier pas dans la longue relation politique et militaire de l'Empire ottoman et des Tatars de Crimée. Ce n'est cependant que sous le règne de Devlet Giray, le descendant d'Haci Giray qu'une véritable alliance fut signée, introduisant le Khanat comme vassal du Sultan ottoman. Ce dernier en fit son intermédiaire dans ses relations avec les principautés du Nord et en particulier l'Empire Russe.

Les mouvements migratoires jouèrent un rôle favorable dans la croissance du Khanat. Des chefs de clans et des nobles se rallièrent à Haci Giray et à son projet politique. C'était pour eux une occasion de se soustraire à l'hégémonie de la Horde. Trois tribus majeures, les Barins, les Şirins et les Konghurats, migrèrent vers l'ouest entre 1453 et 1466. Les victoires tatares sur les Génois aidèrent en ce sens. Cet apport de population augmenta considérablement les forces militaires du territoire ainsi que sa puissance économique mais, dans le même temps, fut la source de ses faiblesses internes. Certains de ses chefs appartenaient aux clans dominants et n'acceptèrent pas facilement de remettre leur autorité entre les mains d'un seul chef, qui plus est chef d'un Etat aussi jeune. Les contestations furent récurrentes jusqu'à la fin du Khanat, allant jusqu'aux conflits fratricides et sanglants. Par exemple, en 1456, les Génois de Kefe tentèrent une action contre Haci Giray. Ils soudoyèrent

¹⁷ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 5

¹⁸ Voir carte en Annexe 3

¹⁹ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 5

des chefs tatars afin de le destituer puis de le faire remplacer par son propre fils, Haydar Khan. Le complot, même s'il déstabilisa pendant quelques mois la vie politique de Crimée, échoua. Cependant « *c'était un présage pour le futur* » selon les propres termes d'Alan Fisher (1978 ; 7). La mort même d'Haci Giray (1466) n'est toujours pas éclaircie. Sa disparition brutale laisse à penser qu'il fut empoisonné par des membres de la noblesse tatar. Elle survint la veille d'une bataille avec le Khan Küçük Mehmet, un des puissants chefs de la Horde d'Or. Cette mort provoqua une intense période de troubles internes qui faillit mettre en péril l'Etat naissant. L'instabilité ne prit fin qu'avec la prise des côtes de Mer Noire par les Ottomans en 1475 et l'achèvement de leur politique de suprématie sur les Khans.

La nature des relations ottomano-tatares est encore une zone d'ombre qui divise les historiens de la période.²⁰ L'interrogation est de savoir jusqu'où allait la domination de la Sublime Porte sur le gouvernement de Bahçesaray et comment cette suprématie s'est installée. L'implantation des Turcs sur les bords de la péninsule criméenne a-t-elle scellé définitivement l'autonomie du Khanat de Crimée ou la perte de souveraineté des Tatars s'est-elle estompée progressivement ? Une observation rigoureuse de la chronologie du royaume tatar permet d'émettre quelques doutes sur les liens de dépendance totale de ce dernier vis-à-vis de l'Empire ottoman. En effet, à de nombreuses occasions le Khanat de Crimée a pris des décisions et des engagements sans prendre en considération les intérêts de son voisin turc. Les tatars n'ont jamais cessé d'entretenir des relations diplomatiques avec les royaumes du Nord, Pologne-Lituanie et les Grands Princes Moscovites. Ils ont su conserver leurs prérogatives régaliennes tant au niveau de la politique extérieure qu'intérieure. La monnaie en vigueur en Crimée a toujours porté les armes des Tatars mais jamais celles des Ottomans. Les historiens russes ont tendance à dénigrer les Tatars dans leur relation avec l'Empire ottoman. Ils étaient selon eux des « marionnettes »²¹ entre leurs mains. De fait, leur présence dans les steppes du sud de l'Ukraine n'a pas été réellement conséquente. Leur Khanat n'étant pas indépendant, il n'a jamais eu la légitimité d'être là. Ceci a permis par la suite de justifier l'annexion de la Crimée par l'Empire de Russie puis la politique d'intégration forcée des Tatars jusqu'aux politiques de soviétisation qui se sont soldées par la déportation du peuple entier en 1944

S'il est possible de reconnaître l'importance de l'alliance ottomane pour la Crimée, il importe de préciser que cette relation n'était pas à sens unique. Pour Constantinople, les

²⁰ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 8

²¹ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 14

Tatars ont été d'une grande importance militaire dans leurs politiques européennes grâce à leur position au cœur de la Mer Noire. Leurs forces vives ont été largement exploitées pour défendre la pérennité des positions ottomanes dans le sud-est européen. Les troupes du Khan servaient comme divisions de cavaleries légères, les *akincis*,²² en appui des troupes lourdes et de l'artillerie ottomane.

1.1.3. Organisation politique du Khanat de Crimée

La relation avec les Ottomans a porté préjudice à la mémoire du Khanat tatar de Crimée. Les historiens ont eu tendance à l'assimiler soit comme un territoire prolongeant l'Empire ottoman au-delà de la Mer Noire et son bras armé dans sa guerre contre les Chrétiens d'Europe, soit comme la terre d'un peuple de barbares à peine civilisés. Des historiens comme Grégory Dufaud ou Alan Fisher promeuvent au contraire une vision plus nuancée et surtout plus moderne des Tatars. Au XVI^e siècle, leur royaume possédait un Etat complexe, avec une administration centrale et un système juridique très développé, largement inspiré par le modèle islamique ottoman.

La famille Giray est la dynastie qui a régné sur le Khanat de Crimée jusqu'au XVII^e siècle, jusqu'à l'invasion des Russes. Afin de légitimer leur autorité, ils ont relié leur généalogie à celle de la Grande Horde de Gengis Khan. La filiation directe leur assurait pouvoir et prestige sur les chefs de clans tatars. Cette source de légitimité a été cruciale dans la consolidation de l'Etat car les Tatars ont conservé le mode de fonctionnement mongol pour gouverner. Chez les Ottomans, le régime est une autocratie où le Sultan *incarne* l'Etat. Il possède tous les pouvoirs qui lui sont directement donnés par Dieu. Chez les Tatars, le souverain et sa famille représentent le Khanat mais ils ne peuvent gouverner sans la participation des chefs de clans. Ceux-ci ont un droit de regard accordé par la tradition politique de la Horde d'Or où le souverain n'est pas seul maître à bord. Le pouvoir des chefs se matérialise en premier lors de la sélection du Khan. L'exigence première est l'appartenance du candidat à la dynastie régnante, en l'occurrence ici la famille Giray. La procédure est ensuite particulièrement compliquée et prend parfois des libertés avec les traditions. Les chefs de clans commencent par exprimer leur choix de candidat lors des *kurultay*, les assemblées de

²² FISHER Alan, *op. cit.*, p. 37

chaque clan. Ces rencontres ont lieu à tous les échelons de la société et sont toujours en vigueur dans la communauté tatare actuelle. A la suite du *kurultay*, les Ottomans devaient confirmer le choix effectué en offrant au candidat des attributs d'autorité comme des robes d'honneur et une importante somme d'argent.²³ Dans la pratique, il n'y a jamais eu d'ordre de succession. Selon les situations, le trône a pu être donné au fils aîné du Khan comme au cadet. A côté du Khan se trouvent deux officiers, dont les titres sont sultans *kalgay* et *nurreddin*. Désignés par le Khan lui-même, ils occupent les positions hiérarchiques les plus hautes. Dans la tradition tatare, « *ces deux officiers étaient considérés comme les héritiers du trône* ».²⁴ Il existe trois sources de légitimité au pouvoir du suzerain tatar : la tradition des Tatars – et donc des nomades de la Horde d'Or ; la désignation par les *kurultay* ; le soutien ottoman, à la fois moral et financier, au candidat désigné. Une fois le nouveau Khan installée à la tête de la Crimée, il doit évoluer entre les demandes et les intérêts divergents des membres de sa famille et ceux des membres de l'aristocratie tatare. Il doit être capable de les satisfaire sans pour autant accepter de concessions sur sa propre autorité. Ce qui sous-entend de sa part une capacité à conduire des expéditions militaires dont le butin permettra à ses chefs de clans de contenter leurs appétits de richesses et à asseoir un pouvoir interne incontestable.

Les revenus de l'Etat tatar ont toujours été faibles et suffisaient seulement à soutenir l'activité curiale. La terre était divisée entre les clans et le Khan ne recevait pas de tribus de la part de ses chefs. C'est principalement grâce aux dons monétaires des Ottomans, des princes Moscovites et des Lituaniens que les Khans de Crimée ont assuré la viabilité économique de leur Etat. L'administration gouvernementale était centralisée et installée dans le Khansaray (Palais des Khans) de Bahçesaray. Il existait différentes catégories de membres de l'administration : les serviteurs, *kapikulu*, les érudits, *ulema*, les nobles de rang inférieurs des clans principaux. Ces hommes étaient en charge du bon fonctionnement de l'administration du Khanat. Ils veillaient à l'application de la loi tatare qui s'appuyait sur plusieurs textes : la loi coranique, dont l'interprétation et l'application était laissée à la charge des *ulema*, la loi traditionnelle tatare, héritée du *Yasa* de Gengis Khan – c'est-à-dire le code de lois de la Horde d'Or –, et la loi ottomane, qui ne concernait que les territoires sous juridiction directe de Constantinople. La loi religieuse était sous la direction des *ulema* qui fixaient les règles de conduites des fidèles du Khanat. Le mufti était placé à la tête de l'ordre social religieux, désigné par les membres du clergé. Son rôle principal, avant d'être politico-religieux, était de

²³ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 18-19

²⁴ *Idem*

gérer les revenus des waqf²⁵. L'administration du Khanat possédait une autre caractéristique : le système juridique était placé sous l'autorité du *kadiasker*, un officiel ottoman. La Crimée était divisée en plusieurs districts juridiques dont la direction était donnée à un *kadi*. Le *kadiasker* était censé être leur supérieur hiérarchique mais dans la pratique, ces kadis répondaient aux demandes de l'administration centrale tatare. Le *kadiasker* ne faisait que donner son accord formel aux décisions déjà prises.

Selon les propres termes d'Alan Fisher, le système politique des Tatars « *n'était pas une monarchie féodale, une monarchie absolue, un Etat patrimonial et ni même une tyrannie orientale* ». ²⁶ Il représente une forme d'organisation politique encore jamais expérimenté en Europe et en Europe de l'Est.

1.1.4. L'annexion russe de 1783

Le Khanat de Crimée était pris entre deux puissances. La première était celle de l'Empire ottoman. Les relations entre eux ayant été détaillées dans les parties précédentes, nous analyserons ici les rapports avec la Russie qui portait à l'époque le nom de Moscovie. L'Empire russe qui s'est formé à partir du XVIIe siècle, sous Pierre Le Grand, a eu des conséquences directes sur l'existence du Khanat Tatar et sur le destin du peuple Tatar.

L'alliance avec l'Empire Ottoman n'a fait qu'apporter des préjudices et provoquer des pertes pour la Moscovie. Le fait que les Tatars soient maîtres des côtes nord de la Mer Noire, au profit des Turcs, l'a empêché d'avoir accès aux portions incontournables des routes fluviales dont son commerce interne dépendait. En effet, le Don et le Dniepr étaient tous deux situés dans le domaine des Tatars alors qu'ils étaient cependant d'une importance vitale pour la Moscovie. Les raids des Tatars dans les steppes du sud de l'Ukraine ont poussé les paysans à fuir ces régions et empêché l'autorité politique de Moscou d'y établir là-bas son pouvoir. Pour les Moscovites, puis les Russes, ces terres étaient fertiles, propices à l'agriculture intensive et représentaient un atout de taille dans le commerce. Or puisque les paysans ne

²⁵ Les waqf sont des « biens de mainmorte dont les revenus sont destinés aux œuvres charitables et à l'éducation », BENNIGSEN A., LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris : Fayard, 1986, p. 14

²⁶ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 21

pouvaient pas s'installer sur ces terres, Moscou devait compter sur ses régions les plus pauvres pour s'approvisionner en nourriture quand, dans le même temps, sa population ne cessait de croître. La pénibilité du travail agricole était devenue la règle et a sans doute contribué à l'établissement du système de servage en Russie selon l'hypothèse d'Alan Fisher.²⁷ La dureté des conditions de vie des paysans russes en a contraint beaucoup à prendre le chemin de l'exil vers les terres inhospitalières de Sibérie. D'autres ont préféré se rendre vers le sud de l'Ukraine, la Crimée tatar ou même encore l'Égypte. Ce n'est qu'au XVIIe siècle que l'État russe a fait des Tatars une question nationale et a considéré leurs attaques à répétition depuis des siècles comme une menace pour l'équilibre national. Il semble que déjà au XVIe siècle un conseiller d'Ivan IV, Adashev, ait tenté de le convaincre d'agir militairement contre les Tatars. L'idée était de construire des places fortifiées dans le sud afin de contenir les avancées de cavaliers tatars. Deux conséquences étaient envisageables. Soit le Khan tatar devait reconnaître l'autorité du souverain de Moscovie, soit la Moscovie devait envisager d'annexer la Crimée. Cependant, ce n'est qu'au XVIIIe siècle, sous le règne de Pierre Le Grand, que la Russie s'est concrètement décidée à intervenir, lorsque ses forces militaires ont enfin pu rivaliser avec celles de l'alliance ottomano-tatare. Durant tout le XVIe et XVIIe siècle, les Moscovites se contentaient d'entretenir des relations diplomatiques pacifiques avec les Tatars, acceptant de payer un lourd tribut annuel.²⁸ Entre 1474 et 1692, trente-cinq ambassades moscovites ont été envoyées en Crimée et vingt-sept dans l'autre sens à Moscou, témoignant ainsi de l'activité diplomatique des deux États.²⁹ Les motivations d'une telle politique s'expliquaient à la fois par la faiblesse de l'État moscovite et par les menaces d'invasions venues de l'Est et de l'Ouest.

A la fin du XVIIIe siècle, Pierre Ier monta sur le trône de Moscou et entama une politique impérialiste. Le but était d'étendre son territoire vers le sud, vers les terres fertiles et les voies de communication maritimes. Grâce au traité de Karlowitz³⁰ et à sa conquête d'Azov³¹, l'équilibre des forces se rompit dans les plaines à l'est de l'Europe et en Asie Centrale. Les Ottomans entrèrent dans une période de troubles internes qui les affaiblirent. Parmi les Tatars de Crimée, des voix commencèrent à s'élever en faveur de la nouvelle

²⁷ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 39

²⁸ Ce n'est qu'au début du XVIIIe siècle que Pierre Ier décida de suspendre définitivement le versement du tribut russe aux Tatars, justement dans le cadre de sa politique d'extension de l'Empire russe.

²⁹ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 40

³⁰ Signé en 1699 entre l'Empereur Habsbourg, l'Autriche et Venise, le Traité de Karlowitz consacre les premiers retraits ottomans au sein de l'Europe Balkanique. La Sublime Porte conserve la ville de Belgrade mais perd définitivement la Hongrie, la Morée et la Podolie.

³¹ Voir carte en Annexe 3

puissance russe qui grandissait au nord. Au milieu du XVII^e siècle, la Russie reçut de surcroît le contrôle de Kiev et de l'Ukraine de l'Ouest par la Pologne, servant de base à ses nouvelles ambitions d'expansion territoriale vers le sud. En 1687 et 1689, la Moscovie tenta par deux fois d'écraser son ennemi tatar mais la puissance de sa cavalerie lui était encore supérieure. Les Moscovites furent défaits à chaque occasion par les troupes du Khan Selim Giray I^{er}. Ce n'est qu'avec la prise d'Azov par Pierre Le Grand que le rapport des forces militaires s'inversa. Cet évènement eu deux conséquences : il signifia la fin des raids tatars dans les steppes ukrainiennes et l'accès des Russes à la Mer Noire. Accès en demi-teinte car la navigation resta interdite aux navires russes et la possibilité d'un conflit ouvert avec les troupes ottomanes demeura en suspens. Ce n'est que sous Catherine II que les troupes russes annexèrent définitivement la Crimée, en 1783. Un traité avec l'Empire Ottoman en 1792 établit la reconnaissance de la nouvelle possession de l'Empire russe. Pendant le premier quart du XVIII^e siècle, la Russie était alors absorbée par les questions européennes. Les ambitions de Pierre Le Grand étaient tournées prioritairement vers le concert des puissances européennes dans lequel il désirait intégrer la Russie comme un acteur à part entière. Ce n'est qu'avec la Tsarine Anna, au début des années 1730, que la politique extérieure russe s'engagea dans une autre direction géographique. Son conseiller militaire, le comte Münnich, l'encouragea à voir le Khanat de Crimée comme un royaume ennemi dont l'élimination enlèverait bien des menaces sur l'Empire russe.³² En 1736, les premières troupes russes entrèrent en Crimée, profitant de l'absence du Khan Kaplan Giray alors engagé dans une expédition contre des tribus du Caucase. Leur progression rencontra peu de résistance du fait de l'absence du Khan. Ils atteignirent Bahçesaray qu'ils assiégèrent et brûlèrent. Cependant cette invasion ne dura pas et les Russes durent évacuer la péninsule à cause des épidémies et des pénuries qui frappèrent durement leurs troupes. Suite à cet épisode, les relations criméo-russes entrèrent dans une phase de normalisation diplomatique. Les Tatars, bien que leur Etat fût sauvé cette fois-là, prirent conscience de leurs fragilités vis-à-vis des Russes d'autant plus que leurs alliés Ottomans ne pourraient plus leur apporter le même soutien militaire que par le passé. Sous le gouvernement de la Tsarine Elizabeth, les liens avec le Khanat de Crimée s'intensifièrent. Elle savait pertinent que la Crimée pourrait servir ses ambitions dans la politique européenne en raison de sa proximité géographique. Une collaboration politique avec la péninsule lui servirait de fenêtre sur la Méditerranée pour jouer un rôle plus conséquent dans la région. Parallèlement, cette connexion lui garantirait la stabilité de ses

³² FISHER Alan, *op. cit.*, p. 50-51

frontières sud et serait un atout dans les affaires polonaises.³³ Ce n'est que sous Catherine II que la Crimée fut définitivement intégrée à l'Empire de Russie en 1783.

Les raisons de l'intérêt russe pour la péninsule de Crimée sont liées à des raisons impérialistes et économiques ainsi qu'à sa situation géographique. Comme le rappelle Nicholas Riasanovsky, « *Depuis Hérodote, les hommes ont toujours été fascinés par le rôle des facteurs géographiques dans l'histoire des hommes. Le père de l'histoire lui-même n'a-t-il pas invoqué les vastes étendues que couvre la steppe de la Russie méridionale, et l'adaptation de ses habitants, les Scythes, à leur environnement, pour expliquer la résistance victorieuse de ceux-ci au puissant empire perse ? [...] Il semble certain, par exemple, que la croissance de l'Etat russe a été marquée par la géographie de la région : une vaste plaine qui n'opposait que très peu d'obstacles naturels à l'expansion. Cette situation permet notamment à Moscou de s'étendre plus facilement en Europe orientale. [...]* »³⁴

Le débouché de la Mer Noire est d'une importance cruciale à la fois pour l'économie russe et pour sa flotte de guerre. Quand bien même le territoire de Russie est traversé par de nombreux fleuves et lacs, ses accès aux mers sont extrêmement réduits. Les trois quarts de ses côtes sont en bordure de l'Océan Glacial Arctique. La Russie possède d'autres ouvertures maritimes grâce à la Mer Baltique et la Mer Noire mais, à chaque fois, la communication avec le reste des océans ou des mers se fait par des goulets d'étranglements. Sur ses frontières en Extrême-Orient, la rigueur du climat n'offre pas d'accès favorable à la mer si ce n'est dans la partie méridionale, près de la frontière chinoise. Les dernières côtes russes se situent sur les bordures de la Mer d'Aral et de la Mer Caspienne, des mers fermées sans voie de passage vers le reste des eaux internationales.

L'annexion de la Crimée représente pour la Russie une conquête fondamentale. L'importance stratégique et les richesses de la péninsule en font la « Perle de la Couronne du Tsar »³⁵. Ce surnom traduit l'attachement des Russes à ce territoire ainsi que leur volonté de le transmuier en un territoire slave. Grâce à sa position en Mer Noire, la Crimée a offert à l'Empire de Russie un débouché direct vers les Détroits des Dardanelles et du Bosphore ainsi que vers la Méditerranée, accès qui leur étaient déniés jusqu'alors. La Flotte russe de Mer

³³ *Idem*

³⁴ RIASANOVSKY Nicholas Valentine, *Histoire de la Russie : des origines à 1984*, Paris : R. Laffont, DL, 1987, p. 18-19

³⁵ WILLIAMS Brian, *op. cit.*, p. 73

Noire est devenue une des plus grandes fiertés de la puissance militaire russe et un symbole de son impérialisme.

1.2. Politique d'intégration russe et éveil nationaliste au XIXe siècle

La conquête de la Crimée par l'Empire de Russie annonça la fin de l'Etat tatar. Le XIXe siècle a été marqué par le choix d'une politique de colonisation et d'assimilation des Tatars par les Russes. Le but était clairement de transformer la péninsule en un territoire slave et d'encourager, par tous les biais, l'exil des Tatars vers l'Empire Ottoman et l'Europe de l'Est. Dans quelle mesure cette politique de russification de la péninsule a-t-elle été un élément déclencheur du nationalisme tatar ? Comment se sont structurés les mouvements réformateurs et nationalistes tatars au XIXe siècle ? Sous l'Union Soviétique, un semblant d'autonomie a été accordé aux Tatars dans les années 1920 avant d'être remplacé par une politique de soviétisation dès les années 1930. Dans quelle mesure la politique soviétique s'est-elle distinguée de la politique tsariste à partir de 1922 ?

1.2.1. Politique d'assimilation russe

La conquête de la Crimée se déroula en plusieurs étapes. La première fut l'introduction d'un Consul à Bahçesaray en 1763. Cet acte symbolisait le recul de la souveraineté tatar, qui serait désormais davantage soumis aux interventions russes dans sa politique intérieure. Pour les Ottomans, cette décision affirmait les velléités d'indépendance du Khanat des Tatars à l'égard des traditions diplomatiques du XVIe siècle entre leurs deux entités politiques. Cependant dès 1764, les relations diplomatiques entre les Tatars et les Russes entrèrent dans une impasse et ce fut la fin de leurs rapports jusqu'à ce qu'éclate la guerre de 1768-1774. Cet affrontement scella définitivement le sort du Khanat de Crimée. En Septembre 1768, les troupes russes étaient engagées dans un conflit ouvert avec les Polonais et, en raison de cela, passèrent à travers la ville de Balta (près d'Odessa, dans le sud-ouest de l'Ukraine). Or les Tatars recevaient un tribut annuel de cette ville et, *de facto*, la considéraient comme intégrée dans leur aire de domination. Dès octobre 1768, les Tatars déclarèrent la guerre à la Russie. Ce fut le début d'une guerre longue et sanglante pour les deux camps. Trois Khans se succédèrent pendant cette période : Kirim Giray (1768-1768), Devlet Giray (1769-1770) et Kaplan Giray II (1770). Dans les chroniques de Halim Giray Sultan, écrites au XIXe siècle, trois raisons sont données pour expliquer l'effondrement du Khanat devant les troupes russes.

La première est due aux nouvelles qualités militaires de la Russie, la deuxième aux ambitions dévorantes d'une partie de l'élite aristocratique tatare et la troisième aux Ottomans qui n'ont pas su percevoir le changement d'équilibre des pouvoirs.³⁶

En 1770, les ottomans demandent la destitution de Kaplan Giray au profit de Selim Giray III. Kaplan Giray, au vu du bouleversement des forces entre les Ottomans et les Russes, avait accepté, par lettre écrite au général russe Petr Panin, de renoncer à l'autorité ottomane pour entamer des négociations avec les Russes. Ceci bien sûr fut perçu comme une trahison par le gouvernement de la Porte qui demanda son départ immédiat du trône de Crimée. L'offensive russe reprit en 1771. Le général Dolgorukii s'empara des villes de Gözleve, Bahçesaray, Perekop et Kefe dont le gouverneur ottoman fut chassé. Le 13 juillet 1771, le nouveau Khan tatar, Selim Giray se rendit aux Russes. Il réclama l'application de leurs promesses à savoir le maintien de l'indépendance de la Crimée et de sa souveraineté en tant que Khan. Néanmoins, Selim Giray abdiqua en septembre 1771, sans doute sous l'influence des chefs de clans en faveur des Ottomans pour qui l'indépendance resterait un nuage de fumée temporaire. Les Russes ne tarderaient à établir un gouvernement direct sur la Crimée, d'autant plus qu'ils étaient déjà en possession des principales places fortes de la péninsule. A la succession du Khan fut élu Sahib Giray II. Ce dernier choisit comme *kalgay* Şahin Giray, l'homme qui allait devenir le plus fervent partisan de la politique russe en Crimée à la fin du XVIIIe siècle.

En novembre 1771, le nouveau *kalgay* conduisit une délégation diplomatique à Saint Petersburg pour y signer un traité dans lequel la Russie reconnaissait la création de l'Etat criméen. Les chroniques de l'époque affirment que Şahin Giray séduisit la Tsarine Catherine II, expliquant ainsi le manque de clairvoyance de celle-ci sur les affaires criméennes et son manque d'empressement à annexer la péninsule. Dans une lettre destinée à l'intellectuel français Voltaire, la Tsarine décrivit le représentant Tatar comme un homme « *beau et éclairé* ». ³⁷ Lorsque la délégation tatare rentra à Bahçesaray, elle avait reçu la promesse que l'Etat de Crimée resterait indépendant et gouverné par la dynastie des Giray, avec cependant la protection de la Russie – et un droit de regard dans les affaires internes de la péninsule. Le traité de Karasu Bazaar fut signé entre les deux parties en novembre 1772, établissant une

³⁶ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 53

³⁷ *Idem*, p. 55

« *alliance et une amitié éternelle* »³⁸ entre la Crimée et la Russie. L'Empire ottoman refusa de reconnaître la portée de ce traité mais dû s'incliner lors du traité de paix de Küçük Kaynarça, en 1773³⁹. Malgré une défaite apparente des Turcs face aux Russes, les diplomates ottomans réussirent cependant à conserver une influence sur la Crimée. Une clause fut ajoutée au traité stipulant que le Sultan ottoman demeurait le suzerain spirituel des Musulmans de Crimée. Quant aux Russes, ils gagnèrent le droit de circuler librement sur la Mer Noire et à travers les Détroits turcs. Ils devinrent maître des places fortes de Kilburunu à l'ouest et de Yenikale-Kerch sur la Mer d'Azov. La Russie reçut aussi la protection des Orthodoxes de l'Empire Ottoman.

Pour les historiens, le mystère demeure – en partie – sur les motivations de Catherine II à ne pas ordonner immédiatement l'annexion de la Crimée. Tout la poussait à cette décision : ses victoires militaires incontestables sur les Ottomans et les Tatars et notamment les intérêts de la Russie à contrôler pleinement la péninsule de Mer Noire. Durant neuf ans, les Tatars furent un Etat indépendant. De 1774 à 1776, la période était à l'incertitude. L'aristocratie tatare essaya de déterminer son degré de liberté et d'autonomie vis-à-vis de la Russie. Suite à une tentative de coup d'Etat, le Khan Sahib Giray préféra fuir et s'exiler à Istanbul. Suite à cet événement, de 1776 à 1778, le *kalgay* Şahin Giray gagna en influence sur le gouvernement de Crimée, grâce au soutien de Catherine II. Il se lança dans une tentative de reconstruction de l'Etat tatar sur le modèle centralisé de la Russie de Pierre Le Grand. Ses ambitions voulaient transformer la Crimée en un Etat moderne et efficace. Ses premiers chantiers attaquèrent directement l'autorité des chefs de clan qu'il essaya d'écarter du pouvoir, que ce soit dans la nomination du Khan ou au sein du conseil d'Etat, le *divan*. Cependant, sa politique échoua et, de 1778 à 1783, il s'avéra incapable d'introduire de nouvelles règles et principes de gouvernement alors même que bon nombre de traditions tatars avaient été détruites de par sa responsabilité. L'instabilité ne prit fin qu'avec la décision russe d'annexer définitivement la péninsule. C'est la fin de l'indépendance de la Crimée. Aujourd'hui encore elle demeure sous l'autorité d'un Etat extérieur, en l'occurrence l'Ukraine.

La fin de l'Etat tatar correspond à un mouvement d'intégration parallèle de la Crimée à l'Etat russe. Progressivement à partir de 1777, le territoire perd ses caractéristiques turco-musulmanes pour devenir un Etat slavo-orthodoxe. Catherine II ordonne le début de la

³⁸ *Idem*, p. 56

³⁹ De 1768 à 1774, la rivalité entre les deux puissances les entraîna à prendre les armes l'une contre l'autre.

colonisation de la péninsule. Des colons Grecs et Slaves furent envoyés pour s'installer là-bas, placés sous l'autorité des « *Forces armées de sa Majesté* », dans « *le but de renforcer les positions russes en Crimée* ». ⁴⁰ Si les colons envoyés par la Russie ne furent qu'une centaine en cette fin de XVIIIe siècle, leur nombre augmenta si rapidement qu'à la fin du XIXe ils représentaient environ 70% de la population ⁴¹. Ils devinrent le groupe ethnique majoritaire tout d'abord à cause des mouvements migratoires tatars vers l'Empire ottoman et les Balkans ensuite à cause de la politique de colonisation menée par Saint Petersburg.

La Crimée est rattachée administrativement à l'Etat russe qui, en parallèle, de la politique de colonisation des terres tatars, entama une politique de russification. L'élite tatar perdit progressivement ses droits et son indépendance. Elle fut totalement intégrée à la noblesse russe. Sa perte d'autonomie s'accrut avec la création d'assemblées locales, les *zemstvos*. Pourtant, la « détartarisation » de la péninsule survint sans incident frontal de grande ampleur. La Russie n'a pas affiché de volonté de nettoyage ethnique comme l'a pratiqué l'Union Soviétique, que ce soit en Crimée ou dans ses autres territoires multinationaux. De la part des Tatars, les sources de l'époque ne témoignent pas d'appel au djihad (guerre sainte) contre les Russes, ni même n'évoquent des affrontements directs par les armes. Il serait faux cependant de croire que l'arrivée des Russes a été dénuée de toute violence symbolique ou d'accrochage. L'invasion russe a été le point de départ de l'émigration massive des Tatars vers l'Empire ottoman, la Roumanie et la Bulgarie. Ceci provoqua de lourdes conséquences sur l'agriculture et l'économie du pays en raison du départ massif de la classe agraire tatar. L'exil tatar prend ses sources dans cette période et explique la naissance d'une diaspora tatar. Comme d'autres, les Tatars sont depuis le XIXe siècle un peuple de l'exil.

L'arrivée des Russes a cependant marqué un tournant dans la modernisation de la Crimée. Eux-mêmes voyaient leur présence comme un devoir de civilisation envers les peuples « barbares » et « arriérés » de Crimée, ces musulmans encore ruraux et analphabètes sur une terre au potentiel inexploité. Le premier signe visible de la présence russe se trouve dans les villes. C'est sous la direction des Russes que la ville de Simféropol fut édifiée. Son nom russe signifie « la Place du Rassemblement ». Elle devint la capitale de la région, au détriment de Bahçesaray. Aujourd'hui encore Simféropol est restée la ville centrale de la

⁴⁰ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 65

⁴¹ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 396

Crimée, le centre du pouvoir administratif, politique et économique. Sébastopol est devenue le port militaire de la Russie. Son importance a été capitale dans la Guerre de Crimée (1853-1856) et durant les deux Guerres mondiales du XXe siècle. Sur la côte, le petit village de Yalta a été développé par le Prince Vorontsov comme lieu de villégiature de l'aristocratie russe au milieu du XIX siècle. Rapidement la ville devint réputée pour sa douceur de vivre et prit le surnom de « Riviera russe ». D'un point de vue économique, les Russes développèrent le potentiel agricole de la région et entamèrent une politique d'industrialisation dont les Tatars furent les laissés pour compte. Cette mise à l'écart du mouvement de modernisation de la Crimée provoqua un élan nationaliste et culturel parmi les jeunes intellectuels tatars qui se développa tout au long du XXe siècle, contribuant à forger une nouvelle identité à leur peuple.

1.2.2. Mouvements réformateurs et éveil nationaliste chez les Tatars de Crimée

La politique russe en Crimée est à la source de deux événements majeurs dans l'histoire du peuple tatar. Le premier est l'exil massif des Tatars hors de Crimée. La péninsule devint majoritairement slave dans sa composition et le demeure aujourd'hui encore. Les Tatars représentent actuellement 12% de la population, soit environ 300 000 individus.⁴² La seconde conséquence concerne le nationalisme tatar qui émergea durant cette période. Réagissant à l'occupation de leur terre, les intellectuels Tatars furent également influencés par le bouillonnement d'idées qui secouait l'Europe, les Balkans et les Empires. C'est l'heure de l'éveil des peuples aux aspirations nationalistes et réformatrices. multiethnique et centralisé, l'Empire russe rencontra les premières oppositions à sa politique de russification de ses ethnies non slaves. Les élites de ses minorités furent inspirées par les théories libérales et de modernisation de la société qui affluaient d'Europe de l'Ouest. Prenant conscience de leur identité en tant que peuple national d'un territoire spécifique, ils réfléchissaient à de nouvelles formes d'intégration au sein de l'Empire tsariste. Comme précisé précédemment, l'Etat russe s'est construit autour de l'intégration de nouveaux territoires à travers les politiques impérialistes menées de Pierre Le Grand à Catherine II. Il est devenu multinational et unifié autour de la figure du Tsar, avec pour devise : *Autocratie, orthodoxie, nationalité*.⁴³ Dès la fin

⁴² DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 331

⁴³ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 23

du XVIII^e siècle, l'organisation de la bureaucratie a été centralisée sur Saint-Pétersbourg et le gouvernement du Tsar. Les peuples non slaves étaient soumis à une rigoureuse politique de russification mais sans bénéficier cependant du même statut juridique que les Russes. Ils étaient considérés comme des catégories de citoyens inférieurs et leurs droits politiques et culturels étaient niés. Si l'éveil nationaliste est survenu parmi les peuples intégrés à l'Empire, ce fut aussi une réaction à la montée du nationalisme russe et au panslavisme. En Crimée, les attaques répétées des Russes contre l'autonomie et la culture des Tatars ont créé les conditions de leur brusque sursaut nationaliste à la fin du XIX^e siècle. Ce fut avant tout un réflexe de défense identitaire.

C'est à Ismail Gaspirali (1851-1914), ou Gasprinski en russe, que l'on doit une des contributions intellectuelles les plus importantes au nationalisme tatar à la fin du XIX^e siècle. Né en Crimée au sein d'une famille de la petite noblesse tatare, il commença ses études dans la péninsule avant de partir pour l'Académie militaire de Voronej puis pour le *gymnasium* de Moscou. Cette expérience fut fondatrice de son engagement au sein de la cause tatare. Là-bas, en Russie, il rencontra bon nombre d'intellectuels slavophiles qui défendaient le principe de l'Empire autour de l'identité russe. Gaspirali prit alors la décision de s'enrôler au sein de l'armée ottomane. Son projet échoua lorsqu'il se fit arrêter à Odessa et renvoyer en Crimée, à Bahçesaray. Cette période d'assignation à résidence lui permit de se consacrer à l'enseignement et à la lecture des penseurs occidentalistes et populistes à l'instar de Dmitri Pissarev ou Nikolaï Tchernychevski.⁴⁴ En 1872, Gaspirali partit pour la France, Paris, où il fut le secrétaire personnel d'Ivan Tourgeniev. Il y rencontra les intellectuels de l'époque, baignés par les valeurs libérales et socialistes. L'expérience de la Commune et du bouillonnement d'idées qu'elle provoqua étaient encore dans toutes les mémoires.⁴⁵ Par la suite, Gaspirali se rendit à Constantinople pour s'engager dans l'Armée ottomane. Encore une fois ce projet fut un échec. Néanmoins, il fut confronté au mouvement d'idées qui secouait l'Empire Ottoman depuis le début du XIX^e siècle. Conscients du déclin de leur Empire, les intellectuels se regroupèrent en un mouvement appelé les « Jeunes Ottomans ». Ils devinrent les « Jeunes Turcs » durant la seconde partie du XIX^e siècle. Leurs objectifs étaient de reformuler l'organisation de l'Etat pour intégrer toutes les nationalités dont l'Empire ottoman était

⁴⁴ Dmitri PISSAREV (1840-1868) est un intellectuel russe, révolutionnaire dans ses idées, il prônait la réforme de la société par des actes violents et par le renversement direct du pouvoir. Il fréquente Nikolaï TCHERNYCHEVSKI (1828-1889), philosophe et écrivain qui partage ses conceptions sur le pouvoir et l'organisation de la société à travers la révolution.

⁴⁵ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 24-25

constitué, les fameux *millets*. En 1839, sous leur influence, le Sultan Abdul Mecid Ier promulgua l'édit impérial de Gülhane. Ce texte initia un vaste chantier de réformes administratives, économiques et militaires basées sur les modèles européens. Des instructeurs venus de France, d'Allemagne et d'Angleterre vinrent s'installer à Constantinople pour seconder les fonctionnaires turcs. C'est en tant que spectateur que Gapsirali assista à ces changements politiques et sociaux. Son retour en Crimée en 1876-1877 marqua le début véritable de son engagement en faveur de la cause tatare. Conscient du retard économique et social de son peuple vis-à-vis de la population russe, il était convaincu que l'instruction était le moyen d'améliorer la situation des Tatars en Crimée. Il donna des cours de russe dans une medersa de Bahçesaray dont il devient le maire de 1878 à 1884. Sa pensée dépassa largement le cas des Tatars pour englober l'ensemble des Musulmans de Russie. C'est d'ailleurs la particularité des groupes nationalistes de l'époque qui, au lieu de se borner à des revendications nationalistes ethno centrées, prônaient l'union de tous les Musulmans de Russie et un changement de statut de leurs conditions en tant que groupe identitaire religieux. Une de leur première revendication était de pouvoir utiliser sans restriction leur langue dans l'administration, à l'école et dans la presse. Comme le remarque Grégory Dufaud (2011 : p. 23), la montée des résistances à l'autorité tsariste dans sa forme autocratique et centralisée, provoque chez elle un durcissement de sa politique de russification. Au lieu de jouer sur le registre de la souplesse, le gouvernement de Russie se crispa, ce qui l'empêcha de mener les réformes nécessaires à la survie de l'Empire au début du XXe siècle.

En Crimée, Ismaïl Gapsirali défendit ses idées selon deux canaux. Le premier passait par la création de *Tercüman* (« L'Interprète »), premier journal en langue tatar, dont la ligne éditoriale était d'expliquer et de diffuser sa pensée au sein de la communauté tatare – ou du moins parmi les intellectuels. Sa première parution date d'avril 1883 à l'occasion du centenaire de l'invasion russe en Crimée. Sa force résidait dans son exceptionnalité. Seul journal en langue tatar, il était également le seul porte-parole des Turco-Musulmans de Russie jusqu'en 1905, jusqu'à ce qu'apparurent les premiers congrès musulmans en Russie. Selon les sources de l'époque, *Tercüman* comptait en 1885 environ 1000 lecteurs dont 300 dans la péninsule de Crimée et dans la région de la Volga. Son apogée se situa au début du XXe siècle quand en 1912 il devint un quotidien tiré à 10 000 exemplaires. « *Il avait des souscripteurs dans tout l'espace musulman et une renommée qui s'étendait au-delà des*

frontières de la Russie, du Maghreb jusqu'en Inde». ⁴⁶ Gaspirali ne se contenta pas d'exprimer sa pensée dans son journal. Il publia des essais dont deux majeurs à travers lesquels il défendit la nécessité de l'éducation pour favoriser l'intégration des Musulmans de Russie et évoqua les rapports entre Musulmans et Russes au sein de l'Empire. Si les Musulmans étaient dans une position de retard intellectuel et économique vis-à-vis de l'occident – dont la Russie européenne faisait partie – c'était à cause de leurs préjugés et traditions qui les empêchaient d'accéder à la modernité. Le seul moyen de dépasser cette situation était de favoriser l'accès de tous à l'instruction. Si la religion fut utilisée comme un vecteur d'identification commune, ce fut également le début d'une forme de sécularisation à son égard. Ce dont ces hommes avaient conscience, c'est que les traditions défendues par les mollahs, les tenants de la foi, étaient un obstacle à la sortie de leurs peuples de l'archaïsme. Ils défendaient une identité collective détachée de toute essence religieuse telle qu'exprimée dans le Coran et les Hadiths du Prophète. ⁴⁷ Pour toute une jeune génération de Tatars, la remise en cause de l'Islam dans sa forme traditionnelle et conservatrice était un moyen d'expliquer l'effondrement de leur peuple et de leur Etat. Ceci explique, aujourd'hui, en 2013, la modération de l'Islam des Tatars au regard d'autres régions du monde comme la péninsule arabique. Il est frappant pour tout voyageur se rendant en Crimée de constater la faible proportion, pour ne pas dire l'absence, de signes musulmans visibles dans l'espace public : voile pour les femmes, mosquées, séparation entre les sexes etc. Pourtant, l'Islam a été clairement le moyen pour tous ces réformateurs de la fin du XIXe siècle d'exprimer une identité partagée et distincte de l'identité slave qui leur permettait de s'affirmer politiquement vis-à-vis du régime tsariste.

Pour Ismaïl Gaspirali, l'union des Turco-Musulmans devait en priorité passer par la langue, une langue littéraire commune chargée de supplanter les dialectes turcs. Ce fut l'un des premiers objectifs qui présida à la fondation de *Tercüman* et qui encouragea Gaspirali à défendre un système éducatif ouvert à l'ensemble de la population. La langue qu'il défendit comme langue d'unification était basée sur le turc parlé dans le sud de la Crimée et sur le turc oghuz, très répandu chez les Turco-musulmans de Russie. Il simplifia la préciosité des formules écrites pour adopter des expressions proches du langage parlé et conserva l'alphabet arabe. Son adoption s'étendit rapidement à travers la Crimée, la région de la Volga et le

⁴⁶ *Idem*

⁴⁷ WILLIAMS Brian, *op. cit.*, p. 193

Turkestan.⁴⁸ Gaspirali défendit une réforme du système éducatif chargée d'être le prolongement pratique de ses idées. Jusqu'à présent, les écoles étaient des mekteps, des écoles religieuses qui dépendaient du Conseil spirituel des ulémas de Crimée. En pratique, chaque institut était livré à lui-même et libre de ses choix. Gaspirali pensa un nouveau système d'enseignement fixé à deux ans. Les classes ne pouvaient excéder la trentaine d'élèves sinon le maître devait recourir à un assistant s'il voulait pouvoir continuer à gérer sa classe avec qualité. Les leçons devaient durer 45 minutes chacune en alternant les matières pour ne pas provoquer l'ennui des élèves. Gaspirali ouvrit sa première école en 1884 à Bahçesaray. Les oppositions furent immédiates tant de la part des parents que des religieux traditionalistes qui voyaient là une concurrence à leur autorité. Le principal reproche qu'on lui fit était de favoriser la russification des nouvelles générations. En effet, Gaspirali était convaincu de l'importance de maîtriser le russe. Son attitude à l'égard du pouvoir russe était légaliste. Le modèle russe autocratique devait permettre à son peuple et à tous les peuples musulmans de Russie de dépasser leur retard intellectuel. C'est pour cette raison que le pouvoir russe ne devait pas être combattu mais recherché pour sa collaboration. D'un côté, les Russes devaient permettre aux Tatars d'utiliser leur langue et leur culture sans qu'ils perçoivent celles-ci comme des menaces pour leur régime. D'un autre côté, les Tatars devaient servir de vecteur au rayonnement russe dans le monde musulman. De par leur position et leur religion, les Tatars de Crimée pourraient propager l'influence russe en Orient. Cette attitude vis-à-vis de l'Empire russe fut longtemps reprochée à Gaspirali. Néanmoins, ses idées prirent leur essor notamment en Asie Centrale grâce à ses fréquents voyages là-bas. Il y convainquit notables et intellectuels d'ouvrir des écoles sur son modèle et leur nombre augmenta sensiblement entre 1895 et 1914, passant d'une centaine à 5 000 environ.⁴⁹ En Crimée, les idées nationalistes s'accrurent avec le temps, avec la formation d'une nouvelle génération dans les écoles de Gaspirali. Cette jeune *intelligentsia* était clairement distincte de la communauté traditionnelle tatare par sa formation et ses valeurs modernes mais pleinement identifiée à elle.

Ces nouveaux nationalistes tatars furent des leaders de l'effervescence intellectuelle qui secouaient les Turco-Musulmans de Russie au début du XXe siècle. Ils défendaient leurs identités nationales dans une vision plus large d'une identité musulmane commune à tous. Le but était de favoriser une union sous la bannière de la religion pour repousser le contrôle de l'autorité autocratique russe sur leurs conditions de vie. En 1905, la situation est troublée dans

⁴⁸ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 26

⁴⁹ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 28-29

l'Empire. Le pouvoir du Tsar est remis en question par les Russes eux-mêmes. Les grèves se multiplient. En Crimée, seules Sébastopol et Kertch se soulèvent, villes essentiellement russes. La défaite contre le Japon ne fait qu'aggraver le ressentiment à l'égard du pouvoir impérial. La majorité de la population tatare de Crimée était indifférente aux événements en cours mais pas son élite. En 1904, Abdourachid Ibraguimov fut le premier à lancer l'initiative d'organiser des assises musulmanes. Une série de rencontres entre Musulmans de Russie eut lieu entre 1904 et 1905 pour discuter de l'éventualité d'un tel événement. Au final il fut décidé d'organiser ce congrès et d'envoyer une pétition au gouvernement de Saint-Pétersbourg. Des invitations furent lancées dont une à Ismaïl Gaspirali. Le premier congrès musulman eut lieu en août 1905, à Ninji-Novgorod. Gaspirali y fut élu président de séance mais aucun ordre du jour n'avait été clairement adopté. Le leader tatar s'y rendit avec une délégation de Bahçesaray. L'objet central de la rencontre fut la revendication de droits politiques et sociaux égaux à ceux des Russes et l'importance de conduire le mouvement dans l'unité. Le 3 décembre 1905, un congrès musulman eut lieu à Simféropol. L'objet des débats tourna autour du Conseil spirituel des ulémas, considérés comme un poids pour le développement de la société et le bras armé de l'autorité russe sur les peuples. En janvier 1906, un nouveau congrès musulman se tint à Saint-Pétersbourg. Comme les premiers, il ne reçut pas d'autorisation légale et les rencontres eurent lieu au cours de repas. Deux choses importantes marquèrent ce congrès. La première fut la discussion d'un programme commun pour l'Union musulmane. La seconde fut d'intégrer le champ politique en s'associant avec le parti constitutionnel démocratique, aussi appelé Cadet. Quelques mois plus tard, en août 1906, le premier congrès officiel des Musulmans de Russie put avoir lieu, de nouveau à Ninji-Novgorod. L'Union musulmane devint un véritable parti politique, défendant la liberté religieuse et une réforme de l'éducation selon la méthode de Gaspirali. En apparence, le Congrès avait l'allure d'un franc succès. Intérieurement il était traversé par des courants opposés. Il n'obtint jamais d'autorisation d'existence légale. Rapidement, l'union des Musulmans s'éroda. La Douma ne prit pas leurs réclamations en compte, marquant la fin de la démarche legaliste adoptée par les réformateurs.

1.2.3. Vers un engagement révolutionnaire, 1900 - 1918

L'échec de ces premiers mouvements conditionna l'engagement des jeunes Tatars vers une action plus radicale à partir de 1900. Voyant que la voie de la collaboration avec l'Etat tsariste ne produisait rien, les nouvelles générations prirent contact avec les groupuscules révolutionnaires et clandestins qui foisonnaient en Russie depuis la fin du XIXe siècle. Dès 1903 des jeunes Criméens commencèrent à échanger avec des partis secrets socialistes et marxistes. Ils ne s'organisèrent en groupe souterrain qu'à partir de 1905. Dénommés par la police du Tsar comme les « Jeunes Tatars » en référence aux Jeunes Turcs, ils s'engagèrent dans des insurrections parallèlement aux activités des groupes russes. Ailleurs dans la région de la Volga et en Asie Centrale de mêmes organes révolutionnaires et nationalistes prirent leur essor. Ils pensaient que seule la révolution permettrait de changer *radicalement* le régime en place pour ensuite améliorer en profondeur la société. Dans la péninsule de Crimée, l'élite tatare trouva ses leaders dans la figure d'Abdourecht Mediev et d'Appaz Tchirinski. Le premier, issu d'une famille de paysans, fit ses études à Simféropol, à l'école des enseignants tatars. C'est là qu'il rencontra Tchirinski, membre de l'aristocratie tatare et également maître d'école. A Karassoubazar, la ville-siège de leur mouvement, ils s'investirent dans une association caritative à travers laquelle ils promurent différentes activités de charité, la défense des écoles « nouvelle méthode », l'envoi d'étudiants à Saint-Pétersbourg ou à Istanbul, etc. Ils créèrent également une association chargée de promouvoir leurs idées à travers la publication de textes, de réunions et de manifestations publiques. En 1907, ils durent plonger dans la clandestinité pour échapper à la censure qui s'abattait dans tout l'Empire russe.

Si ces Jeunes Tatars reprenaient un discours marxiste et révolutionnaire, ils n'en étaient pas moins de profonds nationalistes. Tchirinski et Mediev entreprirent ensemble d'écrire l'histoire du peuple tatar de Crimée pour justifier ses droits sur la péninsule et ainsi donner toute légitimité à leur présence face à celle des Russes qui tentaient de les expulser de leur terres. Ils reprirent, par bien des aspects, la rhétorique défendue par Ismaïl Gaspirali pour qui l'école et la langue commune avec les Musulmans de Russie serviraient au mieux la cause tatare. « *Le combat ne pouvait donc être que national, même si les Jeunes Tatars revendiquaient l'unité de tous les musulmans* ». ⁵⁰

⁵⁰ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 36

La révolution de 1905 en Russie puis celle de 1908 à Constantinople qui permit le rétablissement de la Constitution⁵¹ encouragea le mouvement des Jeunes Tatars à poursuivre leurs efforts en faveur de la situation politique et sociale des Tatars de Crimée. En 1909, Nouman Tchelebi Djikhan et Djafer Seïdamet, fondèrent l'Association des étudiants criméens. Leurs objectifs étaient à la fois nationalistes, en faveur de la cause tatare, et dépassaient plus largement la Crimée car ils étaient prêts à aller jusqu'à renverser le régime tsariste comme ils le confièrent à Enver Pacha un jour, en 1909, lors d'un entretien privé.⁵² Leur association était traversée par un débat identitaire et religieux sur leurs relations avec les communautés islamiques qui les environnaient. Devaient-ils s'allier avec les Musulmans turcs ou au contraire se fermer au cercle des Tatars au sein d'un espace spécifique ? Au final, le plus important était de déterminer quelle motion devait diriger l'autre mais sans forcément l'exclure. Cette association fut rapidement concurrencée par la Société caritative créée en 1908 par des Tatars exilés au XIXe siècle. Ils prônaient l'éducation et la solidarité entre tous les Tatars, au nom de leur histoire commune depuis la Horde d'Or – qui définissait ainsi entre eux des liens culturels, linguistiques et religieux. Selon eux cependant, le terme « tatar » était un dérivé de l'identité turque dont il faisait partie. Ils revendiquaient ainsi une forme d'interdépendance avec les Turcs. Les seuls à soutenir fermement l'idée d'une nation tatare indépendante et spécifique fut la Société patriotique, branche clandestine de l'Association des étudiants de Crimée. Son activité principale était de nourrir la contestation des étudiants criméens à Istanbul autour de deux points principaux : l'indépendance de la Crimée tatare et la chute du régime autocratique tsariste. La situation changea dans la péninsule lorsque les Bolcheviks prirent le pouvoir en octobre 1917 à Saint-Pétersbourg. La Société patriotique était alors l'organe principal du mouvement nationaliste tatar et fédérait différents réseaux clandestins à travers la péninsule.

Du 8 au 18 septembre 1917, la Rada ukrainienne provoqua un Congrès des peuples de Russie où 15 délégués musulmans se rendirent. Là-bas, il fut reconnu à la Crimée le droit de prendre en charge son propre destin. Sur l'instigation de ce Comité musulman, les différents responsables politiques et sociaux de Crimée convoquèrent le 26 novembre 1917 un *kurultai* (assemblée criméo-tatare historique) afin de discuter de la « *question de l'autonomie*

⁵¹ En 1876, la première constitution de l'Empire Ottoman est adoptée. Pendant deux ans, le régime fonctionne selon les principes du constitutionnalisme. Mais en 1908, le Sultan Abdül Hamit II suspend la Constitution qui n'est rétabli qu'à la faveur de la Révolution de 1908, menée par des officiers membres des Jeunes Turcs.

⁵² DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 40

territoriale de la Crimée », de « *ses lois fondamentales* », et de « *former un gouvernement* ». ⁵³

Le 13 décembre, ils adoptèrent la Loi fondamentale tatar qui instituait un parlement, le *medjlis*. Cette assemblée, au vu de la situation troublée, décida de la composition d'un Directoire dont faisait partie Seïdamet (directeur aux Affaires étrangères et militaires), Seïdamet Chokriou (Administration religieuse), Ozenbachly (Education), Khattatov (Finances) et Djikhan (Chef du Directoire et directeur de la Justice). Ce Directoire proclama à Simféropol le nouvel Etat après plus d'un siècle de dissolution de la nation tatar. Cependant les relations avec le Comité révolutionnaire, représentant de l'autorité des Bolcheviks en Crimée, se crispèrent rapidement avec la série d'initiatives prises par le Directoire tatar : désarmement de la garnison d'Evpatoria, réquisition du siège des Soviets à Simféropol au nom des besoins du nouveau gouvernement de Crimée. La réaction fut brutale et prévisible. Les marins de la Flotte de Mer Noire reçurent l'ordre de marcher sur Simféropol pour destituer le Directoire. Le 27 janvier 1918, la ville était aux mains des Soviets qui mirent fin au gouvernement libéral tatar. En un mois, le Comité révolutionnaire étendit son autorité sur l'ensemble de la péninsule.

1.2.4. Politique de soviétisation, 1921 - 1944

Suite à cette prise de pouvoir, les Bolcheviks instaurèrent un comité des Soviets dont les membres autochtones ne représentaient qu'une minorité. Les premières mesures imposèrent la nationalisation des grandes entreprises locales, la création d'un organe de presse bolchevik et la suppression de tous les journaux aux tendances nationalistes. Comme dans les autres territoires de l'Empire déstabilisés par la révolution des Bolcheviks, les premiers temps furent arbitraires et sanglants. Au nom de la préservation de la révolution, les soldats arrêtaient en masse les intellectuels, les réformistes et les nationalistes. La plupart furent tués lors de pelotons d'exécutions collectives. Le leader tatar Nouman Djikan fut assassiné. Toutefois, cette affaire ne fut pas étouffée et le Comité musulman de Petrograd⁵⁴ demanda justice directement au Sovnarkom, le Conseil des Commissaires du Peuple. La lumière fut faite sur les conditions de sa mort. Il fut démontré qu'il avait été fusillé en même temps que d'autres intellectuels. Les soldats ne furent pourtant pas punis. La Crimée était tombée dans le chaos et

⁵³ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 52

⁵⁴ Au lendemain de Révolution d'Octobre 1917 qui instaura le nouveau pouvoir des Bolcheviks, Saint-Pétersbourg fut rebaptisée Petrograd.

le désordre, souffrant de graves pénuries (vivres, matières premières, etc.). Les soldats des forces rouges assassinèrent ainsi des milliers de personnes sans qu'aucune autorité ne mette fin à ces actes. Parallèlement, si la Grande Guerre prenait fin en Europe de l'Ouest, elle ne faisait que commencer à l'Est, dans la région de la Volga et en Asie Centrale. De 1918 à 1922, les Bolcheviks furent constamment sur le pied de guerre afin de protéger leur révolution des Forces blanches⁵⁵ et des puissances européennes (Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne). Comme rappelé précédemment, dès la fin janvier 1918, le nouveau gouvernement tatar fut fauché par les Bolcheviks. Ces derniers proclamèrent une République soviétique socialiste du Tauride au sein de laquelle l'intégration des Tatars était limitée aux questions religieuses. Suite au renversement du régime autocratique russe, les leaders Tatars espérèrent une amélioration de leur situation en faveur d'une autonomie politique et culturelle. Ces aspirations s'effondrèrent brutalement. La nouvelle République était assistée par un Comité central exécutif (TsIK), directement aux ordres des Soviets de Petrograd. Comme le souligne Gregory Dufaud, « *en quelques mois, l'indépendance nationale s'était donc transformée en une autonomie soviétique* » (2011 : p. 58). Devant les menaces d'invasions étrangères, le TsIK prononça la mobilisation générale à la fin de mars 1918. Ce fut une initiative trop tardive et trop hâtivement menée pour repousser une armée étrangère entraînée et armée. Les troupes allemandes prirent le contrôle de la Crimée en quelques semaines et liquidèrent les membres du Comité central exécutif. Les Tatars avaient alors dépêché des ambassades à Berlin et Istanbul pour essayer de protéger leur territoire d'une nouvelle annexion. L'Allemagne accepta d'intégrer la Crimée dans son aire d'influence, comme elle l'avait fait pour l'Ukraine, mais refusa toute indépendance réelle. Les leaders politiques tatars avaient, sur ces entre faits, essayé de reconstituer une autorité souveraine. Les Allemands ne prirent jamais en compte ces initiatives. Le *kurultai* devint une instance représentative et la nomination de Djafer Seïdamet comme Premier ministre quelques jours plus tôt fut annulée.

Dans les années qui suivirent, le territoire passa entre les mains de trois autorités différentes : les Allemands, les Armées blanches puis enfin les Soviets. Face à ce chaos, le nouveau pouvoir rouge installé à Moscou délégua Sultan Galiev⁵⁶ en Crimée pour établir un rapport sur la situation actuelle. Ses premières conclusions pointèrent du doigt la répression

⁵⁵ Les forces blanches étaient composées de tous les fidèles à l'Ancien Régime du Tsar et qui refusaient de voir disparaître la Russie impériale : membres de l'aristocratie, noblesse et bourgeoisie.

⁵⁶ Sultan Galiev (1892-1940) est un Tatar engagé dans le Parti Bolchevik. Il devint un des penseurs du communisme national musulman. Délégué aux Affaires musulmanes, il devint un spécialiste de la question des nationalités et de l'application de la doctrine marxiste dans le monde musulman.
http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Sultan_Galiev/145496 (consulté le 16/07/2013)

violente qu'exerça la police politique à l'encontre des Tatars et dénonça la politique coloniale jusque-là appliquée en Crimée par le Comité révolutionnaire *Revkom* – mis sur pied dès janvier 1918. Ce que Sultan Galiev préconisa alla dans le sens des nationalistes tatars. Il conseilla la création d'une entité politique autonome aux mains de la minorité tatare, une réforme agraire favorable aux paysans tatars spoliés et une intégration des Tatars au sein du Parti. Le 18 octobre 1921, une République socialiste soviétique autonome de Crimée fut instituée et les Tatars furent reconnus comme groupe allogène principal. La langue tatare fut établie dans la Constitution comme langue d'Etat, au même titre que le russe. Pour les Bolcheviks, le choix de s'associer avec les Tatars leur permettait aussi de légitimer leur autorité en Crimée. Parallèlement, le fait d'accentuer la présence d'un groupe ethnique sur un autre traduisait là la réussite des émissaires tatars à faire entendre leurs revendications dans le champ politique.⁵⁷ Aujourd'hui, le débat oppose les nationalistes russes de la péninsule avec les Tatars sur la volonté réelle des Bolcheviks dans la création de cette république tatare. Les premiers soutiennent que le but était de créer une unité *multinationale* afin d'englober l'ensemble des nationalités de Crimée. Pour les seconds, ce fut au contraire l'expérience d'un Etat *national et, de facto*, la reconnaissance des Tatars comme peuple originel de ce territoire.

La fin du XIXe siècle a constitué une étape centrale dans la construction identitaire et dans l'émergence d'un nationalisme criméo-tatar. Les intellectuels tatars adoptèrent une démarche rétrospective pour légitimer la présence historique de leur peuple en Crimée et justifier des droits sociaux et politiques inaliénables sur cette terre. Ils déplacèrent progressivement leur discours fondé sur les éléments du panislamisme et du panturquisme pour se recentrer sur un idéal national restreint au groupe des Tatars. Cette translation représenta une rupture entre les anciennes et les jeunes générations d'intellectuels tatars qui s'incarna dans l'approche institutionnelle. Si les premiers reconnaissaient dans le régime tsariste un vecteur de changements, les seconds se rallièrent au contraire à la rhétorique révolutionnaire et socialiste, considérant la solution nationale comme la seule option envisageable pour le peuple tatar de Crimée. C'est depuis le point d'ancrage du discours nationaliste tatar. La revendication d'un Etat tatar de Crimée leur permet d'alimenter une identité construite dans l'éloignement avec la terre d'origine et de créer chez les générations

⁵⁷ DUFAUD Gregory, « Le pouvoir soviétique et l'indigénisation de la République de Crimée, ou comment soumettre le nationalisme tatar criméen (1880-1922) », *Hypothèses*, 2005/1, p. 147-158

nées après 1944 un sentiment de destin national commun et un attachement à un territoire déterminé.

La politique soviétique en Crimée se développa autour d'une « tatarisation » (*tatarizaciâ*) des institutions. Face à l'intransigeance de la République de la Tauride en 1918 à l'égard des Tatars, toute tentative d'alliance nationale fut rompue. Lors de la seconde république soviétique de Crimée, les dirigeants bolcheviks décidèrent au contraire la voie de la conciliation nationale à travers une politique d'indigénisation. Au sein même du Parti communiste local, ils instituèrent un bureau musulman (*mousbiouro*) qui évolua rapidement en bureau tatar (*tatbiouro*). Deux objectifs lui étaient assignés : participer à l'établissement de la nouvelle autorité soviétique et encourager l'élite tatare à se rallier à cette nouvelle autorité pour fonder sa légitimité d'action. Ces deux objectifs devaient être achevés grâce à une politique de discrimination positive à l'égard des cadres tatars. Les premières initiatives du *tatbiouro* se concentrèrent sur « [...] *les femmes et la jeunesse, la propagande et la promotion des nationaux* ». ⁵⁸ Pour les Soviétiques, l'indigénisation de la République de Crimée était vitale. L'intégration des cadres allogènes au niveau étatique permettait de neutraliser le nationalisme tatar, une menace pour la révolution et un ennemi de la rhétorique marxiste de la lutte des classes. L'adoption du tatar comme langue gouvernementale, au même titre que le russe, participa à cette volonté de tatarisation de la péninsule.

Derrière le rapport de Sultan Galiev se cachait l'objectif d'étendre la révolution marxiste-léniniste vers le proche et le Moyen-Orient. La création de la République soviétique socialiste autonome (RSSA) de Crimée représentait à la fois un vecteur dans la transmission des idées des Bolcheviks et un gage de bonne foi de leur part à l'égard des Tatars. Par ailleurs le choix d'une indigénisation de cette nouvelle république répondait à un besoin concret de légitimation. En 1921, les structures du Parti étaient trop lâches pour pénétrer dans les interactions quotidiennes de la population. Les élites tatares représentaient alors un relai d'autorité et un canal d'information direct sur et pour les populations autochtones. Au-delà de l'aspect interne, la position des Tatars, peuple turcique et musulman, était une fenêtre ouverte sur le Moyen et Proche-Orient pour y exporter la révolution marxiste-léniniste. Un rapport de l'époque détaille clairement la stratégie adoptée par Moscou : « *C'est pourquoi il faut conduire une importante publicité autour du tatar comme langue d'Etat et la réelle*

⁵⁸ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 81

tatarisation des appareils soviétiques en tenant compte de la proximité du Levant et en considérant la RSSA de Crimée comme une base de la Révolution en Orient ». ⁵⁹

Le 21 juillet 1921, la conférence des « Sans-Partis de toute la Crimée » approuvait le choix de la tatarisation de la République de Crimée. Une commission fut désignée pour établir les grandes orientations stratégiques de cette politique à travers une ordonnance de février 1922 sur « *la tatarisation de l'appareil étatique et sur l'emploi du tatar dans les institutions républicaines* ». ⁶⁰ Les mesures phares concernaient la traduction bilingue de tous les documents (décrets, ordres et statuts juridiques des organes centraux panrusse), actes administratifs et actes de gouvernement. La communication vis-à-vis de la population devait être effectuée en russe et en tatar. Pour cela un collège central de traducteurs fut créé et placé sous la tutelle du Sovnarkom de Crimée. Chaque organe de l'Etat devait accueillir des stagiaires tatars.

La situation bascula dans les années 1930 au détriment des Tatars. En 1928, à Moscou, Staline avait réussi à imposer son autorité à la mort de Lénine sur celles de ses concurrents. Le nouveau maître de l'URSS entreprit alors une violente politique de répression et d'embrigadement des esprits. Il s'évertua à construire une terreur d'Etat et pour cela élimina tous les anciens cadres révolutionnaires. Il promut de jeunes générations fidèles à ses ordres et redevables à son égard de leurs hautes positions si rapidement acquises dans la hiérarchie soviétique. Ce processus de liquidation des anciennes élites au profit de nouvelles se déroula dans toutes les républiques soviétiques sous la supervision du Parti communiste moscovite. L'épisode des « Grands Procès de Moscou » (1936-1937) fut un événement central dans cette politique d'épuration des élites. Les cadres dirigeants les plus éminents du régime, et les plus en vues, furent accusés d'actes de trahison et de sabotage les plus odieux. Le but était clairement de leur faire perdre au-delà de leur crédibilité, leur prestige et leurs assises sociales. ⁶¹ Tous furent condamnés à la peine capitale ou à la déportation en camp de travail. Staline avait pour but la consolidation d'un pouvoir centralisé en sa personne, écrasant les individus sous la peur et l'arbitraire et réfrénant ainsi toute velléité de contestation de leur part. En Crimée, le tournant de cette politique se fit pressentir à partir de 1934 lorsque la

⁵⁹ GARF : 75/23101/640/19-19 (rapport reproduit *in extenso* dans un document daté de septembre 1967) in DUFAUD Gregory, *art. cit.*, p. 158

⁶⁰ Ordonnance publiée le 10 février 1922 dans le journal officiel du Parti, *Krasnyj Krym*. GARF : 1318/13/13/18 in DUFAUD Gregory, *art. cit.*, p. 156

⁶¹ WERTH Nicolas, *L'ivrogne et la marchande de fleurs : autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris : Tallandier, 2009, p. 17-20

tatarisation cessa d'être appliquée dans l'espace public. Elle fut prolongée par la stigmatisation des Tatars criméens au sein de l'appareil d'Etat et du Parti.

La présence soviétique en Crimée répondait aussi à un projet civilisateur, déjà initié par l'Empire russe à la fin du XVIIIe siècle, et repris sous une autre rhétorique par les Bolcheviks à partir de 1922. Lors du Xe Congrès du Parti (1921), Staline établit avec force le devoir civilisateur du Parti à l'égard des peuples arriérés et analphabètes : les aider à rattraper leur retard économique, culturel et politique par rapport au niveau de la République soviétique socialiste de Russie. En conséquence de quoi, ces peuples devaient bénéficier d'une autonomie territoriale et nationale qui les conduirait dans la voie de la modernité. En Crimée, ce chantier civilisateur visait les Tatars avant les autres ethnies locales (Allemands, Grecs, Arméniens, etc.).⁶² En avril 1923, cette orientation fut complétée par l'adoption de mesures concernant la politique des nationalités, lors du XIIe Congrès du Parti. Le processus civilisateur devait permettre aux Tatars d'intégrer pleinement le projet communiste à travers les étapes du développement marxiste. Toutefois, le regain de nationalisme tatar dans les années 1930 devant le ralentissement de la politique de tatarisation, suscita chez les responsables soviétiques des craintes de mouvements de contestation et d'actes de trahison. Ceci les encouragea à ordonner des actes de répression et d'arrestation multiples dont le point culminant fut la décision de déportation le 18 mai 1944. Le refus des Tatars d'intégrer le projet émancipateur soviétique fut responsable de leur départ contraint de Crimée, comme une punition collective à des actes individuels.

⁶² DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 13

2. La déportation des Tatars de Crimée le 18 mai 1944

Cette seconde partie s'intéresse à la période de la déportation et de l'après-déportation. Le peuple tatar a été emmené par la force vers les terres d'Asie central et du Caucase, répartis entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et le Kirghizstan. Les autorités ont justifié cette rafle-déportation à cause du comportement des Tatars pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Tatars ont en effet combattu au côté des Allemands à l'instar de tous les peuples sous domination soviétique en 1941. L'arrivée en terre d'exil a été brutale. Les autorités locales n'ont été en aucune façon préparées et aidées par le pouvoir central pour accueillir les déportés.

En 1956, les premières réhabilitations des autres peuples déportés sous Staline sont ordonnées par Khrouchtchev, lors du XXVIe Congrès du PCUS. Fait étrange, les Tatars et deux autres peuples sont exclus de cette reconnaissance. N'obtenant pas le statut de victime du stalinisme, les représentants tatars initièrent alors un mouvement collectif de reconnaissance de leur déportation et de leur droit au retour. Ils ne gagnèrent leur combat contre les autorités soviétiques qu'en 1990, au moment où le Bloc de l'Est s'effondrait.

Dès lors, pour quelles raisons les Tatars ont-ils été déportés ? Que nous apprend cet événement sur le système concentrationnaire construit sous Staline ? De quelle manière les Tatars ont-ils réussi à lever la décision qui leur imposait l'exil ? Comment s'est construite l'identité tatar dans l'éloignement avec la terre d'origine ? Comment cette identité a-t-elle créé parmi les nouvelles générations nées hors de Crimée un sentiment d'appartenance à la communauté tatar ?

2.1. Les Tatars : des victimes du système soviétique

La Seconde Guerre mondiale a permis l'amplification des politiques de remaniement ethnique des frontières. Les politiques de déplacement des populations situées dans les territoires périphériques de l'Union Soviétique débutèrent à la fin des années 1920 à l'arrivée au pouvoir de Joseph Staline. Ces déportations collectives sont, plus largement, parties prenantes de la politique concentrationnaire soviétique. A travers ce chapitre, nous reviendrons sur les conditions du départ forcé des Tatars vers l'Asie centrale. Pourquoi et dans quelles conditions ont-ils quitté la Crimée ? Nous nous pencherons également sur le système pénitentiaire soviétique : quel but a permis la construction d'un tel ensemble concentrationnaire ? Quels furent ses rouages de fonctionnement ?

2.1.1. La Seconde Guerre mondiale en Crimée, 1941 - 1944

Parallèlement aux purges staliniennes au sein de l'Union soviétique et dans les territoires incorporés à son aire de domination, un autre système totalitaire était en train d'émerger en Allemagne. Suite à la prise de pouvoir du parti national-socialiste, ou parti nazi, en janvier 1933, le pays entraîne progressivement l'Europe dans une inéluctable marche à la guerre. L'idéologie nazie se fonde sur l'expérience guerrière et la violence pour régénérer les Allemands. L'expansion militaire doit permettre la conquête d'un *Lebensraum* (espace vital) qui assurera la croissance du pays. Les terres d'Europe de l'Est et de la Volga furent clairement désignées comme lieu d'expansion. Les démocraties d'Europe de l'Ouest ne furent pas capables d'empêcher cette montée des armes. A chaque exigence politique d'Hitler, les Français et les Anglais accédèrent sans résistance à ses requêtes. En mars 1938, le gouvernement nazi proclama l'*Anschluss*, c'est-à-dire la réunification de l'Allemagne et de l'Autriche, situation qui avait été interdite par le Traité de Versailles en juin 1919. Lors de la conférence de Munich en septembre 1938, le Reichführer réclama le droit de réintégrer le territoire des Sudètes à l'Allemagne. En mars 1939, la Bohême-Moravie fut annexée. En moins d'un an la souveraineté territoriale de la Tchécoslovaquie était brisée. Le Pacte germano-soviétique signé en août 1939 fut un coup de tonnerre dans le concert diplomatique européen, une alliance contre-nature entre deux totalitarismes aux idéologies opposées. En

septembre 1939, l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes acheva de déclencher la guerre en Europe. En 1940, l'Allemagne s'étendit vers l'Ouest et vers l'Est. Son objectif était d'atteindre Moscou malgré l'accord quelques mois plus tôt. Le Reich lança son offensive sur l'Union Soviétique en juin 1941, lors de l'opération Barbarossa.

Dès avril-mai 1941, la Crimée était clairement désignée comme un objectif militaire des plans d'expansion territoriale nazie. L'offensive fut lancée en septembre 1941 et se termina à la fin du mois de novembre. Seule Sébastopol résista pendant près d'un an. Défendue par les marins de la Flotte de Mer Noire, la ville ne tomba entre les mains allemandes qu'en juillet 1942. Bien que l'attaque de la Crimée n'eut lieu que trois mois après celle de l'URSS, le Sovnarkom de Simféropol fut pris au dépourvu, sous équipé et dépassé en nombre par les troupes allemandes. L'évacuation de la péninsule par les Soviétiques ne fit qu'envenimer les relations et aggraver les griefs des Tatars à leur encontre. En effet, lors de cet épisode, les prisonniers politiques détenus dans toute la Crimée furent exécutés, faute de solution pour les transférer vers un autre pénitencier.⁶³

A leur arrivée en Crimée, les Allemands furent accueillis en libérateurs. Les sentiments germanophiles d'une partie des Tatars et des autres ethnies non russes s'expliquaient par l'attitude des Soviétiques qui, depuis les années 1930, avaient cessé toute politique de conciliation et de bienveillance pour privilégier la répression. En 1936, la Constitution de la République criméenne avait été révisée afin de réinsérer le gouvernement sous l'autorité de Moscou. Progressivement, la réalité politique de la RSSA avait été dissoute, comme une illusion d'indépendance qu'on avait voulue donnée aux Tatars. Il n'est, dès lors, plus difficile d'expliquer les réactions des peuples non-Russes sous domination de l'Union Soviétique à l'arrivée des troupes allemandes comme ce fut le cas en Ukraine et en Crimée. Les Tatars n'hésitèrent pas à s'engager aux côtés des forces germaniques pour lutter contre la résistance soviétique. Des comités nationaux tatars, grecs et bulgares furent formés en réaction d'auto-défense. Pour eux, l'occupant était l'Union Soviétique. Les civils eurent le même réflexe de défiance à l'égard des membres de la résistance soviétique.

Les partisans étaient au début de 1942 totalement désorganisés. Comme le souligne Grégory Dufaud (2011 : 243) ces hommes étaient des membres du Parti et du Komsomol, des urbains d'origine slave, ignorants des réalités géographiques de la Crimée. Ne parlant pas le

⁶³ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 154

tatar, mal ravitaillés, ils pratiquèrent le pillage et les réquisitions dans les villages tatars pour se nourrir pendant les premiers mois de 1942. Ce qui aggrava les tensions entre les deux communautés. Pour les Soviétiques, les Tatars en refusant leur aide à la résistance contre les Allemands, prouvaient qu'ils étaient des traîtres.⁶⁴ Pour les stratèges de Moscou, les défaites des partisans en Crimée étaient attribuables à l'espionnage et au sabotage des Tatars.

Ces accusations ne furent pas infondées car il est vrai que les Tatars prirent part à la guerre aux côtés des forces germaniques. Environ 20 000 Tatars furent incorporés dans les rangs de la Wehrmacht et des *Einsatzgruppen*.⁶⁵ D'autres comités d'auto-défense émergèrent parmi les autres communautés ethniques sous domination soviétique et s'engagèrent dans le conflit aux côtés des forces allemandes, comme les Ingouches, les Kalmouks, les Kurdes, etc. Malgré un soutien actif de la part des autochtones, les Allemands ne firent jamais de concessions réelles sur les autonomies promises. Les territoires conquis furent directement administrés par Berlin. Les cadres locaux furent peu associés aux processus décisionnel malgré la présence à Berlin de délégués tatars. En 1941, plus de la moitié des intellectuels et représentants politiques tatars avaient été éliminés lors d'arrestations massives puis de déportations vers les camps de prisonniers ou d'exécutions sommaires. Trois d'entre eux, exilés en Turquie et en Roumanie, Cafer Seidahmet, Mustecip Ülküsal et Edige Kirimal,⁶⁶ tentèrent une action auprès des autorités nazies. Les deux derniers habitaient en Roumanie. Là-bas, ils y dirigeaient le journal nationaliste tatar *Emel*. Seidahmet, lui, s'était installé en Turquie. C'est là-bas qu'il prit contact avec l'ambassadeur allemand, Von Papen et obtint de lui qu'Ülküsal et Kirimal soient conviés à Berlin afin de négocier les conditions que l'Allemagne imposerait à leur peuple. Les deux prirent la route de Berlin en novembre 1941 pour participer aux conférences sur la politique allemande à l'égard des peuples turciques de l'Union Soviétique. Ils se firent là-bas les porte-paroles du lobby tatar. Leur action, si elle ne joua pas en faveur de l'autonomie politique des Tatars durant la Seconde Guerre mondiale, permit dans les premiers temps de la guerre d'améliorer les conditions des soldats tatars capturés dans les rangs des forces soviétiques. Dès le départ des autorités soviétiques en novembre 1941, un comité musulman avait été mis en place à Simféropol. Les Allemands acceptèrent de le reconnaître en tant qu'organe chargé de l'administration du territoire. Ses

⁶⁴ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 243

⁶⁵ Les *Einsatzgruppen* sont des commandos spécialement créés par le gouvernement nazi pour la guerre sur le front de l'Est. Ils furent chargés d'épurer l'Europe de l'Est de sa communauté juive et slave à travers ce qu'on appelle la « Shoah par balles ».

⁶⁶ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 153

bureaux se multiplièrent dans les villes criméennes avant que leur marge de manœuvre ne soit progressivement spoliée par l'administration nazie.

Pour les stratèges allemands, la Crimée était comprise comme un ensemble avec l'Ukraine dont l'autorité serait transférée sous celle du III^e Reich. Le but était de créer une « grande Ukraine », encore une fois sous le nom de « République du Tauride ».⁶⁷ Pour les Nazis, plusieurs raisons motivaient ce choix. Le premier était de transformer la péninsule de Mer Noire en une colonie allemande, un territoire du *Lebensraum*, d'autant plus qu'une minorité d'Allemands y était présente depuis des siècles. Toutes les ethnies seraient évacuées, les Tatars inclus. Pour les Nazis, les peuples turco-mongols comme les Tatars et les Kirgiz appartenaient au bas de la hiérarchie des races humaines, des sous-hommes dont l'élimination était permise voire même encouragée afin de perpétuer la race aryenne dont les Allemands étaient les fiers descendants. Les terres devaient être repeuplées avec des colonies d'Allemands du sud Tyrol et de Roumanie. Derrière l'idéologie se cachaient également des intérêts géostratégiques. Pour Hitler, la Crimée devait favoriser l'accès de la marine allemande à la Mer Noire, donc aux Détroits du Bosphore et des Dardanelles puis par la suite à la Méditerranée. « *Hitler envisageait la Crimée comme le futur Gibraltar allemand dans la Mer Noire* ». ⁶⁸ La Crimée procurait aux troupes allemandes une garantie de contrôle sur toute l'Ukraine depuis la région sud et empêchait les Soviétiques de se servir de la péninsule comme d'une base aérienne pour bombarder les champs de pétrole de Roumanie. L'accès aux ressources pétrolières eut une grande influence sur les décisions stratégiques d'expansion des Allemands vers l'Europe de l'Est, le Caucase et le Moyen-Orient.

La position géographique de la Crimée, à quelques encablures des côtes turques de Mer Noire, pouvait constituer pour les Allemands un moyen de pression pour engager la Turquie dans le conflit. Afin de se concilier la bienveillance du gouvernement turc, ou au moins éviter son hostilité, les Allemands devaient empêcher toute politique discriminante à l'encontre des Tatars. La force des relations entre les deux peuples turcophones, à la fois politiques, culturelles et religieuses, garantissait aux Tatars un soutien turc à leur cause, comme maintes fois révélé depuis le XIX^e siècle. Ce qui encouragea l'ambassadeur allemand auprès d'Ankara, Von Papen, à proposer une intégration des élites tatares au sein de l'administration nazie sur la Crimée. Cette ambition ne prit jamais corps.

⁶⁷ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 151-152

⁶⁸ *idem*

La bataille de Stalingrad qui s'acheva en février 1943 marqua le tournant de la guerre pour la Wehrmacht. L'Armée Rouge reprit le dessus militairement et repoussa l'armée allemande. Au début du mois d'avril 1944, les Soviétiques étaient en Crimée et libéraient Simféropol le 13. Pour les Tatars, le changement – à nouveau – de domination scella leur sort.

Le 18 mai 1944, les soldats du NKVD arrêtaient l'ensemble de la population tatare et la déporta vers l'Asie Centrale. L'opération débuta dans la nuit et prit fin trois jours plus tard. 200 000 Tatars furent évacués de la péninsule en direction de l'Ouzbékistan. A partir du 20 mai 1944 et jusqu'en juin, 36 000 Grecs, Arméniens et Bulgares de Crimée furent à leur tour déportés. L'ordre fut donné le 13 avril 1944 par Beria, Commissaire du Peuple à l'Intérieur, et son adjoint Merkoulov, sur « *les mesures pour la liquidation des éléments antisoviétiques de la République de Crimée* ». Les hommes du NKVD furent répartis entre sept « *secteurs opérationnels* » afin que l'ensemble du territoire soit évacué.⁶⁹ Les Tatars déportés furent principalement les femmes, les enfants et les personnes âgées. Les hommes étaient au front, répartis entre les deux armées et les comités nationaux. Parmi les personnes interrogées pendant mon séjour en Crimée, la plupart de leurs pères et grands-pères cités étaient soldats de l'Armée Rouge, morts au combat ou non. Pour les survivants, le retour fut brutal. Apprenant le déracinement de leurs proches, ils durent à leur tour prendre le chemin de l'exil vers une destination inconnue.

Le départ a été organisé par transport ferroviaire. Les Tatars ont été regroupés dans les principales gares du pays et entassés dans des wagons de marchandises. Le voyage dura entre quinze et trente jours selon la destination finale. Les conditions provoquèrent la mort de milliers de personnes⁷⁰. Aucune hygiène, aucune attention médicale minimale, un seul repas par jour de soupe claire et d'eau et un cloisonnement continu. Dans un article récent, Grégory Dufaud compare ces wagons à des « *chambres à gaz mobiles* ». ⁷¹ La puanteur y était effroyable selon les descriptions d'anciens déportés. Ce qui provoqua des épidémies de typhus, tuberculose, diarrhées et méningites. Telles furent les conditions de transfert endurées par les Tatars mais également par tous les peuples déportés entre 1937 et 1945.

⁶⁹ MARIE Jean-Jacques, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles : Ed. Complexe, 1995, p. 93

⁷⁰ Selon les estimations de Michael Rywkin, environ 7 900 individus ont péri durant le voyage de déportation. In DUFAUD Gregory, « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956) un ethnocide ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2007/4 n°96, p. 151-162, DOI 10.3917/ving.096.0151.

⁷¹ *Idem*

2.1.2. La politique concentrationnaire soviétique

La déportation des Tatars s'est insérée dans une politique concentrationnaire plus vaste à l'échelon de l'Union Soviétique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Staline, le régime a progressivement élaboré un système de répression totalitaire, chargé de broyer les individus et les communautés par la peur. Plusieurs vagues de purges contre le petit peuple sont venues balayer les années 1930. La première est provoquée par l'échec de la collectivisation. Recherchant des coupables, Staline a accusé les koulaks de résister à la transformation des campagnes et de saboter les efforts engagés. Le 27 décembre 1929, l'ordre est donné de liquider « *les koulaks en tant que classe* ». ⁷² Les purges des années 1936-1938 ont été dominées par la volonté étatique de transformation et de purification de la société soviétique. « *La Grande Terreur fut d'abord et avant tout une vaste entreprise d'ingénierie et de purification sociale visant à éradiquer, par des opérations secrètes, décidées, planifiées au plus haut niveau par Staline et Nikolai Iejov, le Commissaire du Peuple à l'Intérieur, tous les éléments socialement nuisibles et ethniquement suspects qui, aux yeux des dirigeants staliniens, apparaissent comme [...] étrangers à la nouvelle société socialiste en cours d'édification* ». ⁷³

Les condamnations sont fixées avant même que les individus soient arrêtés. Ensuite, il s'agit plus de trouver des « victimes » que de réprimer des coupables. Le système soviétique est un vaste mécanisme de répression des « *citoyens ordinaires* ». ⁷⁴ Avec son Commissaire à l'Intérieur, Iejov, Staline a établi un plan de déportation des éléments nuisibles selon deux catégories : celle des « koulaks » et celle des « nationaux ». Dans la première catégorie, les déportations ont eu lieu à titre individuelle. Les citoyens étaient déportés pour des actes personnels, sur la base d'une législation officielle. Même si le délire et l'absurde se côtoient dans les actes d'accusation, chaque citoyen déporté est d'abord arrêté puis interrogé par la police. Enfin il est déféré devant un tribunal. Ce dernier est généralement une troïka de juges,

⁷² APPLEBAUM Anne, *Goulag : une histoire*, Paris : B. Grasset, 2005, p. 165

⁷³ WERTH N., *L'Ivrogne et la marchande de fleurs: autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris : Tallandier, 2009, p. 17

⁷⁴ WERTH N., *L'Ivrogne et la marchande de fleurs: autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris : Tallandier, 2009, p. 20

des membres de la Tcheka⁷⁵ chargés d'instruire les dossiers. La condamnation est prononcée devant le coupable, en accord avec la législation officielle. Cette législation favorise la déportation et pousse au délit. La limite à ne pas transgresser étant si mince, les conditions de vie si difficiles que peu de citoyens n'écopent pas de peines de camps (généralement pour un ou trois ans) pour des délits mineurs.

Dans la seconde catégorie, la déportation concerne des collectifs. La ligne nationale a provoqué une dizaine d'opérations de transfert de peuples entiers vers les espaces reculés de la Sibérie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Grâce à l'ouverture des archives soviétiques, un document daté d'octobre 1946 et produit par la Sécurité d'Etat y a été exhumé. Il présente le bilan officiel du nombre de victimes des transferts vers les peuplements spéciaux. 1 463 940 personnes ont été arrêtées par les membres du NKVD, en charge des opérations. Sur le total se trouvaient 655 647 hommes, 829 084 femmes et 979 182 enfants âgés de moins de 16 ans.⁷⁶ Ces chiffres sont, bien évidemment, à prendre avec du recul mais ils présentent l'avantage de fixer un ordre de grandeur – que l'on peut aisément dépasser à la hausse. En effet, les statistiques d'Etat ne recensent que les individus installés dans les colonies mais non les morts pendant le voyage malgré tout arrêtés et déportés de chez eux. Le même document continue sur l'appartenance nationale de chacun. La liste est longue⁷⁷ mais témoigne de l'ampleur des remaniements ethniques opérés en URSS sous l'ère stalinienne.

- Allemands soviétiques (774 174)
- Anciens Koulaks (577 121)
- Tchétchènes et Ingouches (400 478)
- Tatars, Bulgares, Grecs de Crimée (193 959)
- Allemands mobilisés (121 459)
- Vlassoviens (95 386)
- Turcs, Kurdes, Khemchines (84 402)
- Kalmouks (81 673)
- Karatchaïs (60 130)
- Balkars (32 817)

⁷⁵ La Tcheka est créée en octobre 1917 dans le but de réprimer les activités contre-révolutionnaires. Police politique placée sous la tutelle directe du Comité Centrale, elle entra souvent en rivalité avec le NKVD, jusqu'à sa dissolution en février 1922 avec la création de la GPOU.

⁷⁶ MARIE Jean-Jacques, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles : Ed. Complexe, 1995, p. 17-18

⁷⁷ *Idem*

- Partisans de l'OUN⁷⁸ (29 351)
- Lituaniens (5 426)

Les raisons à la déportation des peuples se sont principalement basées sur la « menace intérieure ». Situés dans les marches de l'Union Soviétique, ces peuples ont été perçus comme des traîtres, la cinquième colonne qui provoquerait l'écroulement du régime. Lors de la Seconde Guerre mondiale, certains de ces peuples ont ouvertement collaboré avec les Allemands. Ils leur ont fourni une aide logistique, administrative et combattu dans les rangs de la Wehrmacht ou contre les Partisans soviétiques. Les Tatars ont accueillis les troupes nazies avec enthousiasme, pensant renverser le maître soviétique et gagner ainsi leur liberté.

L'attaque soudaine de l'Allemagne en juin 1941 a contraint les Soviétiques à réagir sans aucune préparation militaire. Afin de galvaniser l'effort national de défense de la patrie, Staline a encouragé le développement du « bolchevisme national ». ⁷⁹ Depuis les années 1930, le pouvoir soviétique tentait de construire la fiction d'une union multinationale idéale au sein de laquelle s'intégraient toutes les entités ethniques. Suite à la guerre civile (1918-1922) qui avait réveillé les désirs indépendantistes, le gouvernement bolchevik avait instauré la *korenizatsiia*.⁸⁰ Cette politique accordait aux peuples nationaux non-slaves les mêmes droits que ceux des citoyens russes. Ce qui signifiait l'attribution de la nationalité, la mise en place d'un cadre favorable à l'économie nationale et la préservation de leur culture. La politique des nationalités avait pour but de tisser une fiction de concorde nationale où les peuples s'unissaient au nom du progrès et du socialisme. En 1935, Staline décrétait que « *l'amitié entre les peuples de l'URSS est une grande et sérieuse victoire.* »⁸¹ La Seconde Guerre mondiale venait briser ce rêve de communauté multinationale, déchainant les passions et les soulèvements. La plupart des peuples collaborèrent avec les Allemands. Cette collaboration satisfaisait des espoirs d'indépendance ou simplement une rébellion contre une domination trop longtemps exercée sur leur destin.

⁷⁸ OUN : acronyme de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens

⁷⁹ DUFAUD Gregory, « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956) un ethnocide ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2007/4 n°96, p. 151-162, DOI 10.3917/ving.096.0151.

⁸⁰ *Korenizatsiia* signifie en russe « indigénisation ». Le but est d'intégrer les populations locales non slaves au sein de l'Union Soviétique à travers des politiques culturelles et de discrimination positive. DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 245-247

⁸¹ *Idem*

Dès les années 1930, la crainte de voir le pays trahi de l'intérieur avait encouragé le développement de la politique d'accommodement.⁸² Le Politburo avait ainsi ordonné en 1935-1936 le nettoyage ethnique des pourtours frontaliers afin d'y écarter les éléments nationaux socialement dangereux. C'est ainsi que des milliers d'Estoniens, Lettons, Finnois et Allemands furent déplacés. Ces déportations s'accompagnèrent de politiques de destructions culturelles par la suppression d'écoles, d'organes institutionnels, d'églises, etc. En 1937, une première série d'opérations nationales frappa les peuples de la Volga, des pays Baltes et du sud-est européen. En 1938, les déplacements de populations se poursuivirent, s'attaquant aux restes des peuples encore non touchés comme les Coréens, les Bulgares et les Macédoniens. Grâce à l'éloignement, les membres du Comité centrale redessinaient ainsi la structure sociale.

Les déportations qui suivirent entre 1943-1945 sont dans la continuité logique de ce projet d'ingénierie sociale. La politique d'indigénisation constitue un échec dont la collaboration des peuples non-slaves a été la preuve. Les Karatchaïs, les Balkars, les kalmouks et les Tatars ont tous commis des actes de sabotage, trahison et autres activités terroristes en collaboration avec les forces allemandes. Leurs objectifs pendant la guerre étaient de déstabiliser les lignes arrière de l'Armée Rouge. Dans le cas des Tatars, ce qui jouait en leur défaveur était le positionnement géostratégique de la Crimée dans l'accès aux mers chaudes qui empêchait Staline de négliger leur question. Dès 1941, la défiance vis-à-vis des soldats tatars émergea parmi les officiers et les administrateurs soviétiques selon lesquels les Tatars avaient massivement déserté les rangs de l'Armée Rouge devant l'invasion allemande. Le chiffre de 20 000 déserteurs fut avancé. C'était le chiffre exact de soldats tatars incorporés au début du conflit.⁸³ La police politique mena des enquêtes en 1944 sur les activités des comités nationaux tatars, grecs, bulgares et arméniens afin de cerner l'ampleur de leur participation contre les forces soviétiques. C'est principalement le groupe du résistant Abdyrechidev Djemilev qui attira le plus leur attention et fut considéré comme l'archétype du groupe de subversion. L'étendue et la complexité de son réseau lui permirent pendant le conflit d'enrôler et de mobiliser un grand nombre d'hommes ainsi que de conduire des activités de sabotage et d'espionnage sur tout le territoire criméen. Aucun autre groupe de partisans n'atteignit sa dimension. Par exemple, dans la ville de Kertch, une des filiales du réseau de Djemilev parvint à rassembler 700 hommes pour combattre les partisans soviétiques.

⁸² *Idem*

⁸³ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 245

Ce ne fut que le 10 mai 1944 que Beria exprima pour la première fois l'idée de déporter l'intégralité de la communauté tatar hors de Crimée lors d'une note à l'attention du Comité d'Etat à la Défense et à celle de Staline : « *En 1941 plus de 20 000 Tatars ont déserté de l'Armée Rouge et trahi la patrie en se mettant au service des Allemands et en combattant, l'arme à la main, l'Armée Rouge. Compte tenu des actes de trahison des Tatars de Crimée contre le peuple soviétique et constatant qu'il n'est pas désirable que les Tatars de Crimée continuent à vivre dans une région frontalière de l'Union Soviétique, le NKVD de l'URSS soumet à votre examen un projet de décision du Comité d'Etat à la Défense sur l'expulsion de tous les Tatars hors du territoire de la Crimée.* »⁸⁴

C'est ainsi que la décision fut prise de mener une opération nationale contre les Tatars comme eurent lieu des opérations contre les Balkars, les Ingouches, les Tchétchènes, etc. Aucun procès ne fut organisé. Aucun délégué tatar ne fut convoqué afin d'expliquer les agissements de sa communauté ou même de pouvoir défendre leur situation devant les responsables soviétiques. Lorsque l'Armée Rouge reprit le contrôle du territoire criméen, l'épuration fut sanglante. Les exécutions sommaires se multiplièrent entre partisans soviétiques et tatars. Comme ailleurs en Europe, le départ des Allemands provoqua des effusions de sang et des règlements de compte avant que les autorités ne reprennent le monopole de la violence légitime. Toutefois, cet usage ne fut pas utilisé à bon escient pour protéger mais pour opprimer les Tatars et leur faire payer leur « trahison » pendant la Seconde Guerre Mondiale

2.1.3. La vie en exil, 1944 - 1990

Les déportations collectives n'avaient pas pour destination les camps de prisonniers, aussi appelé Goulag⁸⁵, mais des colonies de peuplement. Les premières colonies ou peuplements spéciaux furent ouvertes à partir de 1930 avec la déportation des koulaks. Trois destinations ont été privilégiées par les autorités soviétiques : la Sibérie centrale, le

⁸⁴ MARIE Jean-Jacques, *op. cit.*, p. 99

⁸⁵ Goulag signifie « Glavnoe Upravlenie Lagerei », administration officiellement créée en juillet 1934 chargée de la gestion des camps et des colonies de peuplement.

Kazakhstan et l'Ouzbékistan (mer d'Aral).⁸⁶ Le choix s'est effectué selon des critères d'éloignement intérieur et des raisons économiques. Les peuplements spéciaux permettaient d'installer des groupes humains dans des espaces encore vides d'activité humaine mais au fort potentiel agricole ou énergétique puis de les contraindre à mettre en valeur ces régions. La déportation permettait de coloniser des espaces sauvages que l'enthousiasme de commande ne pouvait investir. Il convient de préciser que le système concentrationnaire soviétique était un élément capital dans le fonctionnement de l'économie soviétique en fournissant une main d'œuvre corvéable à merci, gratuite et inépuisable.

Dans le cas des Tatars, la destination principale fut l'Ouzbékistan. La proposition avait été relayée par Beria afin de les employer dans les kolkhozes, sovkhozes, les usines et les constructions en « *qualité de peuplement spécial* ». ⁸⁷ Les arrestations ont toujours été soudaines et brutales. Rien n'a préparé les Tatars à évacuer en quelques heures leur habitation. Les hommes des sections locales du NKVD, en charge des opérations, avaient pour mission d'arrêter les familles puis de les acheminer jusqu'au nouveau lieu de résidence assigné. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le NKVD comptait environ 120 000 hommes, exclusivement employés à la déportation des peuples, au détriment des opérations militaires. Composé de soldats armés et entraînés, ses effectifs auraient pu pallier aux pertes de l'Armée Rouge comme lorsque le Général Tioulenov, affecté au front de Transcaucasie, avait demandé des renforts supplémentaires à Beria. La réponse fut cinglante et la Police politique a continué ses missions. Ces hommes surgirent au beau milieu de la nuit du 18 mai 1944 dans les maisons des Tatars et leur ordonnèrent d'emballer leurs effets personnels, des ustensiles, des vêtements et de la nourriture. Chaque famille était limitée à 500 kilos de bagages. La grande majorité des Tatars vivait en territoire rural. Leurs fermes, leurs récoltes et leurs bétails leur furent confisqués. Pour le NKVD, l'opération lui offrit un large butin, servit sans résistance car les hommes étaient morts ou encore au front.

Une fois rassemblés, les Tatars furent enfermés dans des wagons jusqu'à leurs destinations finales. Les familles partirent avec le minimum et très souvent sans le nécessaire. Ces faits ont été confirmés par les documents d'archives des administrations locales. Le départ fut précipité, l'arrivée le fut tout autant. Aucun dispositif d'urgence n'avait été préparé par la Police politique centrale pour prévenir et coordonner les efforts des responsables

⁸⁶ Voir carte en annexe 4

⁸⁷ MARIE Jean-Jacques, *op. cit.*, p. 100

locaux. Lorsque les Tatars arrivèrent, aucun logement n'avait été construit. Il n'y avait ni école, ni dispensaire et encore moins de ravitaillement. Les déportés durent trouver par eux-mêmes un logement puis un travail. Des camps de fortune furent dressés mais les matériaux de construction manquaient. Beaucoup de familles durent s'entasser dans quelques pièces pendant des mois. Inefficacité et inadéquation furent les réactions des autorités locales. Mal vêtus, mal nourris, le terrain favorisa les épidémies et dès août 1944, les Tatars furent frappés par une crise de malaria et d'infections gastro-intestinales. Un rapport de 1945 établit que 22 355 criméo-tatars décédèrent depuis leur arrivée dans les colonies spéciales d'Asie Centrale, ce qui représente 17% de leur population.⁸⁸

Les colonies de peuplement étaient un système para-concentrationnaire. Les villages n'étaient pas entourés de barbelés ni de miradors mais les gardes veillaient. Les fuyards étaient poursuivis et ramenés au camp. Olga, la vieille dame grecque interrogée, née en 1945 m'expliqua sa naissance peu commune dans une prison du Caucase en 1945. En effet, peu de temps après leur déportation, ses parents décidèrent de retourner en Crimée, à Simféropol. Ils furent malheureusement arrêtés avant d'avoir atteint la péninsule et enfermés en prison pendant près de dix mois. Sa mère qui était alors enceinte accoucha au début de l'année 1945.

Peu de gens ont cependant fui. Le froid et l'éloignement constituaient à eux seuls des barrières suffisantes pour retenir les prisonniers. De façon générale, et hors de la seule situation des Tatars de Crimée, les assignations à résidence étaient perdues dans les steppes d'Asie centrale et de Sibérie. Cela n'a cependant pas dissuadé bon nombre de familles. Les récits recueillis par Orlando Figes⁸⁹ retracent le parcours de familles qui ont réussi à s'échapper ensemble de leur colonie de peuplement. Toutes n'avaient qu'une idée à l'esprit : rentrer. Rentrer avant d'en recevoir le droit car il est fort probable qu'il n'arriverait jamais. En effet, sur ce point la différence était fondamentale avec les prisonniers du Goulag. Les peuples déportés ne savaient rien des conditions de leur exil. A aucun moment un quelconque jugement ne leur fut signifié, aucune date de retour ne fut fixée. Certains gardes prévenaient même les déportés qu'ils ne rentreraient jamais. Dans le cas des détenus des camps de prisonniers, leurs peines avaient un nombre d'années déterminées et, même si elles étaient parfois rallongées, une fin était « prévue ». Les populations déplacées perdaient tous leurs

⁸⁸ DUFAUD Gregory, *art. cit.*, p.156

⁸⁹ FIGES Orlando, *Les chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris : Denoël DL, 2009, 792 p.

droits politiques et civiques et sont assignées à résidence. Les déplacements sont limités et sous contrôle de la police politique. En effet, un système de pointage hebdomadaire est mis en place dans les *komandatures*⁹⁰ locales du NKVD, parfois situé à plusieurs dizaines de kilomètres, dans les villes les plus conséquentes de la région. Le père de cette dame grecque dut en effet pendant des années après le retour de sa famille en Crimée continuer à pointer à la *komandature* où il avait été déporté dans le Caucase pour la simple raison que son passeport ne l'autorisait pas à rentrer définitivement chez lui.

La déportation ne concerna pas uniquement les victimes exilées loin de chez elles mais également les peuples qui accueillirent sur leurs terres des étrangers de langue, de culture et de religion. Dans le cas des Ouzbeks, les Tatars étaient comme eux musulmans. Cependant, les relations entre les deux communautés ont été marquées par les conflits et les règlements de comptes. Le racisme anti-tatar a été particulièrement virulent en Ouzbékistan car les autorités soviétiques ne manquèrent pas de l'alimenter. L'identité tatare est devenue synonyme de stigmat social. L'image de traîtres a été récupérée et exploitée à leur encontre.

Devant ces résistances et ces obstacles, les colons criméo-tatars développèrent leurs relations d'entraides au sein de la communauté. La diaspora tatare prit encore une importance considérable en essayant de coordonner les efforts pour pallier les insuffisances. Ces stratégies d'entraides ont principalement pris la forme de collectes d'argent pour les événements spéciaux comme les mariages, les problèmes de santé, la construction d'une maison. Ces relations communautaires se poursuivirent sur le domaine du travail où les Tatars recevaient les pires traitements (conditions de travail, salaires, etc.). Les colons ont généralement été affectés à des postes qui correspondaient à leurs compétences. Malgré cela, des emplois leur furent refusés selon une directive du NKVD, le 4 août 1944, qui précisa que les transports et les communications étaient des domaines interdits aux Tatars.

Avec le temps, les conditions de vie des Tatars s'améliorèrent. La déstalinisation amorcée à partir de 1956 ne changea pas leur statut en tant que peuple exilé mais ouvrit la voie à une meilleure intégration au sein de la société ouzbek. Nous aborderons plus précisément les conditions de vie des Tatars au moment de leur départ à travers les témoignages recueillis qui font l'objet de la partie suivante.

⁹⁰ Les komandatures sont les centres administratifs du NKVD

2.2. 1956 : la politisation du mouvement pour le retour

Les premières autorisations de retour pour les peuples déportés furent accordées en 1956 lorsque Nikita Khrouchtchev initia la politique de déstalinisation, c'est-à-dire de reconnaissance des crimes de Staline sur la société soviétique. Ce qui provoqua la réaction des membres politisés de la communauté tatare. Ils se lancèrent dans une lutte pour le retour de leur peuple dans leur terre natale. Ils firent de la mémoire tatare un enjeu politique et le droit de rentrer chez eux une revendication collective. Après une lutte de plusieurs décennies, les Criméo-tatars se virent enfin accorder le droit de rentrer chez eux en 1990. Cette lutte politique s'est produite grâce à la vitalité de l'identité tatare malgré la situation d'exil. La mémoire de la déportation est devenue un *traumatisme choisi*⁹¹, transmis aux nouvelles générations nées dans l'exil. Ce souvenir collectif est venu entretenir l'identité tatare et soutenir l'effort de politisation de la question du retour.

2.2.1. Construire une identité en exil

L'exode forcé des Tatars de la Crimée a provoqué deux conséquences sur l'identité de cette communauté. La première concernait l'éradication de leur présence dans la péninsule et la seconde toucha directement à la construction d'une identité positive dans une situation de déracinement.

Suite à la rafle-déportation du 18 mai 1944, les autorités soviétiques se lancèrent dans un chantier d'élimination de la présence des Tatars en Crimée. Il semble que la Seconde Guerre mondiale ait ravivé le rêve d'une Union Soviétique en harmonie nationale. L'éloignement des peuples-traîtres ne pouvait constituer en soi une punition suffisante et une garantie pour l'avenir. Il était nécessaire de coupler cette mesure avec une politique de soviétisation de la Crimée comme Catherine II avait tenté de le faire dès la fin du XVIIIe siècle. Staline s'était très bien accordé des rêves d'empire comme ses politiques extérieures l'ont démontré, renouvelant à son compte des politiques d'expansion territoriale et

⁹¹ UEHLING Greta, *Beyond Memory: The Crimean Tatar's Deportation and Return (Anthropology, History and Critical Imagination)*, New York : Palgrave MacMillan, 2004, p.5

d'impérialisme. La première mesure décidée pour éradiquer la communauté tatar fut emblématique et administrative. Il s'agit de l'abolition de la République socialiste soviétique autonome de Crimée le 30 juin 1945. Le territoire fut réintégré sous la tutelle directe de l'URSS comme simple oblast – région administrative. La Crimée devint une région comme une autre de l'Union Soviétique, ne possédant plus le statut de république autonome comme le Daghestan, la Tchétchénie, l'Ossétie du Nord, la Carélie, etc. L'annonce de cette rétrogradation ne se fit pas avant le 28 juin 1946, dans le journal officiel *Izvestiia*, dont la traduction française signifie « les nouvelles ».⁹² Dans cet article, la propagande officielle soviétique livra publiquement la trahison des Tatars et des Tchétchènes à l'égard de la patrie soviétique avec l'armée allemande durant le conflit de 1941-1945. En raison de quoi, ces peuples avaient été réimplantés dans d'autres régions et leur statut de République autonome avait été réformé en oblast administratif selon un décret du Présidium du Soviet Suprême daté du jour même.

Au-delà de l'aspect administratif, l'héritage tatar a été « gommé », effacé physiquement de la péninsule. Cette entreprise a débuté par la modification des toponymes des villes, rivières et montagnes. La liste des noms à refondre fut établie lors de la publication de trois décrets le 14 décembre 1944, le 30 juillet 1945 et le 18 mai 1948.⁹³ La péninsule était transformée géographiquement pour la troisième fois depuis la conquête de la péninsule par les Russes en 1783. Comme le souligne Grégory Dufaud, la meilleure méthode pour s'emparer d'un territoire, pour y graver dessus son empreinte, est de remanier les cartes et les lieux selon la nouvelle image qu'on souhaite lui voir acquérir. Puis les édifices religieux et les monuments furent détruits en grande partie. Le départ de plus de 235 000 personnes suscita un vide de main d'œuvre dans les usines et les champs. Afin de compenser les pertes, le gouvernement soviétique promulgua un décret le 18 août 1944 afin de recruter des volontaires kolkhoziens. Le texte prévoyait l'envoi de 51 000 personnes. Les maisons des Tatars, laissées à l'abandon furent réquisitionnées pour loger les colons russes. Dans un rapport de 1948, le responsable de l'Obkom de Crimée expliqua pourquoi des centaines de familles fraîchement arrivées étaient reparties hors de Crimée à cause de la corruption ambiante. Les responsables administratifs, au lieu de combattre les actions parasites, renforçaient ce climat par leurs propres pratiques frauduleuses. Les chefs de kolkhoze s'approprièrent le matériel agricole des paysans tatars au lieu de le redistribuer, suscitant les inimitiés. Les fonctionnaires en bas de

⁹² FISHER Alan, *op. cit.*, p.166

⁹³ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 273

l'échelle hiérarchique recherchaient toute occasion pour assoir leur peu d'autorité sur les colons russes. A travers le prisme actuel, la colonisation de la Crimée peut être considérée comme un échec en demi-teinte. Si dans les 1950 la Crimée n'avait pas retrouvé sa capacité agricole d'avant la guerre faute de moyens humains, elle était en tout cas devenue une terre russe, symboliquement.⁹⁴

A la suite de cela, le Comité Central ordonna une réécriture complète de l'histoire des Tatars pour délégitimer leur présence dans la péninsule. Le but était double, il s'agissait à la fois d'expliquer – et de légitimer – la décision officielle de déracinement et d'empêcher toute revendication ultérieure en faveur d'un droit au retour. Les bases de la rhétorique anti-tatare en Crimée en furent posées par l'historien soviétique P. N. Nadinski. L'idée principale fut de transmuter la Crimée en une terre historiquement russe. Les premiers habitants de la péninsule étaient les Scythes de la Tauride. « *Ils n'étaient pas seulement les prédécesseurs historiques des Slaves orientaux en Crimée mais un de leurs ancêtres* ». ⁹⁵ Dès lors, il devenait aisé d'établir la légitimité première du peuple russe sur la péninsule et pointer les autres populations arrivées successivement comme des envahisseurs. Les Tatars pas plus que les Grecs ou les Arméniens n'étaient en possession d'un droit de préemption sur la Crimée. Cette ligne traduisait l'idéologie en place depuis les années trente pour établir une histoire étatique russocentrée.⁹⁶ La même politique de réécriture historiographique toucha les territoires de Kirghizie, d'Azerbaïdjan, du Turkménistan et d'Ouzbékistan. Ce que le régime souhaitait effacer concernait les mouvements de rébellion contre l'autorité centrale du pouvoir russe. Il était vital d'effacer de leur mémoire le souvenir d'une indépendance qui fut un jour soumise au joug russe et que ces peuples, spoliés d'autonomie nationale, ne manqueraient pas de revendiquer.

Confrontée au déracinement, supprimée physiquement et symboliquement dans sa terre d'origine, l'identité tatare a été contrainte à l'adaptation pour ne pas être dissoute au sein des communautés nationales dans lesquelles ils fut implantés. Parmi les éléments moteurs qui soutinrent sa vivacité se trouvaient les réseaux d'entraides entre les déportés. Devant l'inefficacité des autorités locales à pallier le dénuement dans lequel ils vécurent les premiers temps, les Tatars développèrent des réseaux de solidarité. La diaspora structura et coordonna

⁹⁴ DUFAUD Gregory, op. cit., p. 280

⁹⁵ DUFAUD Gregory, op. cit., p. 274

⁹⁶ *Idem*

les efforts par des collectes d'argent en vue d'un mariage, de soins médicaux, pour l'achat de matériels, etc., par la mobilisation du groupe pour défendre leurs intérêts communs ou les conditions de travail des ouvriers. La présence en Ouzbékistan d'Allemands de la Volga, de Coréens, de Polonais et d'Ukrainiens, eux aussi déportés, suscita entre les communautés un sentiment de « *tragédie nationale commune* ». ⁹⁷ Chacun essaya d'apporter de l'aide à hauteur de ses moyens et même les Ouzbeks réagirent avec solidarité devant les conditions de vie des exilés et ce malgré la propagande anti-tatare qui régnait dans tout le pays.

Au départ, les familles tatares étaient dispersées sur l'ensemble du territoire. La plupart des hommes, soldats dans l'Armée Rouge, n'arrivèrent en Ouzbékistan qu'à la fin de la guerre. Ils ne retrouvèrent les leurs que difficilement. Toutefois, les autorités locales acceptèrent les regroupements, souvent imposés par le fait accompli. Durant les premiers mois, la désorganisation des camps permit à des familles criméo-tatares de s'échapper pour rejoindre les leurs. Les autorités commencèrent par refuser ces mouvements intérieurs puis finirent par établir des recensements afin de faciliter les rassemblements. Des villages entiers furent ainsi réunis en Ouzbékistan. Ces foyers de peuplement tatars offraient la chance de transmettre à la fois une identité biologique par des mariages intra-communautaires et une identité culturelle par l'entretien de la mémoire vive et des traditions tatares. Le noyau familial devint l'unité principale des relations sociales des individus et empêcha la russification des enfants. Le 19 juin 1944, Beria proposa que l'éducation des colons des peuplements spéciaux, les *specposelency*, se fasse en russe. Dans un premier temps cela permettrait de scolariser tous les enfants malgré l'impossibilité pour les autorités locales de proposer une éducation en langue tatare. Ensuite cela favoriserait leur intégration au sein de l'entité nationale soviétique et d'effacer progressivement leurs racines tatares. Comme partout ailleurs, l'école était et demeure le meilleur vecteur dans la construction d'une identité collective.

La communauté tatare a développé un réseau de sociabilité et des formes de résistances à la domination culturelle soviétique qui lui a permis de conserver vivace son identité. Les Tatars ont appris à leurs enfants l'histoire de leurs origines et créé chez eux le désir de partir pour la Crimée. Ce qui explique pourquoi la politisation du mouvement en faveur de la réhabilitation des Tatars a été si forte et pourquoi en 1990 l'ensemble de la communauté a

⁹⁷ DUFAUD Gregory, op. cit., p. 267

repris le chemin du voyage. La préservation de l'identité criméo-tatare a été un réflexe d'auto-défense et d'adaptation dans un contexte nationale hostile à leur arrivée. En effet, malgré des formes de solidarités avec certains de leurs voisins ouzbeks, les Tatars souffraient d'une stigmatisation continue, à la fois comme traîtres et comme mauvais travailleurs. Dans les usines et les kolkhozes, les contremaîtres leur reprochaient d'être « *fainéants* », de « *refuser systématiquement de travailler* », etc.⁹⁸ Ces clichés étaient véhiculés sur les Tatars en partie à cause de « *leur réputation d'élite intellectuelle du monde turco-tatar* ». ⁹⁹ Les Tatars ont toujours su démontrer leur application et leur sérieux au travail. Progressivement, ces préjugés à leur encontre ont basculé vers des remarques positives et facilité leur intégration avec les années.

2.2.2. L'après-déportation : réhabilitation et suspension de peine

La mort de Staline en mars 1953 provoque de grands bouleversements en Union Soviétique. Cet événement amorce le début d'un relâchement dans le système répressif du régime. Les dirigeants du Parti décidèrent de réformer les camps de déportations et les peuplements spéciaux dont les crises économique et disciplinaire perturbaient le fonctionnement depuis la fin des années 1940. Les conditions de détention furent assouplies et une grande partie des prisonniers obtinrent leur libération à partir de 1953. Les premiers retours de camps de travail eurent lieu mais la situation ne fut pas identique pour les colonies spéciales. Malgré la fin de l'assignation à résidence et la libération de certains peuples déportés, les colonies ne furent pas pour autant démantelées. Les cadres du Politburo craignaient qu'un afflux de population vers leurs terres d'origines ne déstabilisa les pays de départ et d'arrivée. Dans le premier cas, le départ des peuples déportés engendrerait un vide de main d'œuvre dans l'économie qu'il serait difficile à combler. Dans le second cas, l'arrivée massive de population soulèverait des problèmes de logement, d'emploi, de ravitaillement. De surcroît les économies nationales de ces territoires étaient fragiles. La situation ne diffère pas réellement aujourd'hui au XXIe siècle. Les mouvements migratoires représentaient alors entre

⁹⁸ DUFAUD Gregory, op. cit., p. 271

⁹⁹ OHAYON Isabelle, « L'Asie centrale soviétique dans la Seconde Guerre mondiale : un réceptacle des populations punies et déportées », in CAUSARANO P., e.a. (dir.), *Le XXe siècle des guerres*, Paris : Editions de l'Atelier, 2004, p. 176

1953 et 1955 davantage une source de menaces pour la cohésion interne de l'Union qu'un progrès pour les peuples.¹⁰⁰ En novembre 1955, l'assignation à résidence fut suspendue pour les Grecs et les Allemands de la Volga, signifiant là leur libération des colonies spéciales. Les Grecs de Crimée entreprirent de retourner dans leur terre natale. A l'opposé, les Criméo-tatars ne se virent exemptés d'aucune mesure. L'annonce de la libération des Grecs occasionna néanmoins un grand espoir parmi leur communauté d'être les suivants sur la liste des réhabilitations.

La réponse vint en février 1956, lorsque Nikita Khrouchtchev, devenu Premier Secrétaire du Parti à la suite de Staline, exposa un rapport secret sur les crimes de Staline depuis 1928. Ce rapport fut porté à la connaissance du XXe Congrès du PCUS. Khrouchtchev reconnut devant les officiels de l'Etat soviétique que les principes des nationalités tels que défendus par Lénine avaient été transgressés par des déportations-sanctions de certains peuples et la non-reconnaissance de leurs droits souverains sur leur terre. Accusés d'espionnage, de sabotage et de terrorisme contre les forces de l'Armée Rouge durant la Seconde Guerre mondiale, les Karatchaïs, les Tchétchènes, les Ingouches, les Balkars et les Kalmouks avaient été assujettis à l'exil dans les terres d'Asie centrale, devenues pour l'occasion une sorte de « *réceptacle des populations punies et déportées* », selon le titre d'un article d'Isabelle Ohayon.¹⁰¹ Les preuves de leur trahison avaient servis de justification à leur déplacement pour des raisons de géostratégie mais également de construction nationale identitaire.

Si Khrouchtchev accepta de reconnaître que les accusations portées à leur encontre étaient infondées, il ne reconnut pas ouvertement toutes les vraies motivations du Politburo dirigé par Staline. Cette reconnaissance laissait de côté les Allemands de la Volga, les Meskhètes et les Tatars de Crimée. L'oubli ne dura pas longtemps. Quelques mois plus tard, Khrouchtchev supprima la surveillance administrative des colons spéciaux dont le statut était parallèlement aboli. Les déplacés n'étaient plus astreint à un pointage hebdomadaire ou mensuel – selon les lieux de résidence – à la kommandantur locale du NKVD. Les décisions furent notifiées tout au long du printemps : le 17 mars pour les Kalmouks, le 27 mars pour les Bulgares, les Grecs et les Arméniens, le 28 avril pour les Tatars de Crimée, les Kurdes, les

¹⁰⁰ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 288

¹⁰¹ OHAYON Isabelle, « L'Asie centrale soviétique dans la Seconde Guerre mondiale : un réceptacle des populations punies et déportées », in CAUSARANO P., e.a. (dir.), *Le XXe siècle des guerres*, Paris : Editions de l'Atelier, 2004, p. 171-178

Kemchiles, les Balkars, les Turcs soviétiques, puis enfin le 16 juillet pour les Tchétchènes, les Ingouches et les Karatchaïs.¹⁰² Ces suppressions de contrôle sur leur quotidien ne signifiaient pas pour autant que leur droit de libre circulation était rétabli. Bien au contraire, le retour dans leur terre d'origine n'était pas envisageable ni même une quelconque réparation du préjudice subi ni même une restitution des biens spoliés. La seule compensation que ce nouveau statut leur procurait était un passeport du pays dans lequel ils étaient domiciliés. S'ils refusaient de s'astreindre à cette mesure, l'obtention d'un titre d'identité administrative ne leur serait pas délivrée. Un certain nombre de Tatars ne signèrent pas mais aucune conséquence directe sur leur vie ne se fit pourtant ressentir.

Déjà au début des années 1950, avant la mort de Staline, les Tatars et d'autres nationalités déportées avaient tenté de prendre le chemin du retour. Leurs espoirs avaient tourné court face à l'implantation d'un système de passeports sur les habitants de Crimée entre 1946 et 1948. Le but des autorités était de contrôler les mouvements de population à l'intérieure de la péninsule et prévenir tout retour d'éléments indésirables. C'est la même logique qui présida à la politique de « passeportisation » en URSS. Suite à la Grande Famine (1930-1933) et aux violences provoquées par la collectivisation des terres, les paysans ont fui vers les villes. Ces déplacements de population suscitaient le chaos et une hausse de la criminalité. Les villes devenaient engorgées et ne pouvaient gérer l'afflux massif de nouveaux habitants. En décembre 1932, les premiers passeports furent introduits pour les citoyens urbains. Tout individu démuné d'un titre officiel d'identité était arrêté et transféré devant un tribunal. Grâce aux passeports, les autorités avaient un moyen efficace d'immédiatement identifier les « éléments socialement nuisibles ». En Crimée, les passeports furent appliqués indifféremment entre les villes et les campagnes mais l'important était de distinguer les Russes des Tatars, des Grecs, des Bulgares et des Arméniens afin de couper court à toute velléité de retour. Ce sont environ 633 personnes qui furent arrêtés par les autorités de Crimée. 35 furent déférées devant un tribunal et les 598 restantes furent raccompagnées manu militari en Ouzbékistan.¹⁰³ Son succès ne fut pas complet car 1000 Tatars, Grecs, Bulgares et Arméniens furent libérés et 581 purent revenir s'installer en Crimée. Le contrôle policier fut paradoxalement renforcé pour rattraper les évadés tatars de prison et les individus libérés qui tenteraient de se réinstaller dans la péninsule. Un ukase du 26 novembre 1948 encouragea la

¹⁰² DUFAUD Gregory, op. cit., p. 289-290

¹⁰³ DUFAUD Gregory, « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956) un ethnocide ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2007/4 n°96, p. 159

recherche de ce type de personnes, assimilées à des éléments perturbateurs de la cohésion nationale. A Simféropol et à Sébastopol, des déportés réussirent à reprendre possession de leur logement en expulsant les familles installées dedans depuis peu. Ces épisodes survinrent grâce aux décisions de tribunaux locaux, ce que le Commissariat des Peuples à l'Intérieur refusa, d'où l'ukase de 1946. Les seuls Tatars autorisés à rester dans la péninsule étaient au nombre de 46 et la majorité était composée de femmes mariées à des Russes ou à des Ukrainiens.¹⁰⁴ Bien qu'une partie d'entre elles aient subi la perte de leurs époux pendant la guerre et, *de facto*, tout lien avec la Crimée aux yeux des autorités soviétiques, elles furent toutefois laissées libres de demeurer dans leur domicile.

Ces femmes représentaient en 1954 les seules traces de la présence humaine des Tatars dans la péninsule criméenne quand Khrouchtchev prit la décision de léguer la Crimée à l'Ukraine. Le 19 février 1954, le Présidium du Soviet Suprême retirait officiellement la Crimée de son territoire pour en faire cadeau à l'Ukraine, République socialiste soviétique. Ce geste fut probablement une récompense pour l'Ukraine en vertu des 300 ans d'union avec Moscou.¹⁰⁵ La communauté internationale eut peu de réaction devant cet événement. C'est principalement aujourd'hui que les conséquences de cette décision se ressentent. Les années 1990 ont été marquées par de violents affrontements politiques entre le gouvernement ukrainien, la Russie et les représentants de la Crimée. Ces derniers ont lutté pour obtenir un statut d'indépendance dont la reconnaissance eut lieu en décembre 1998 avec la promulgation de la Constitution de la République autonome de Crimée.¹⁰⁶

2.2.3. Politisation du mouvement pour le droit au retour

Après la reconnaissance par Khrouchtchev en 1956 que certains peuples aient eu à subir les persécutions de l'Etat stalinien, des réformes furent initiées pour favoriser l'enracinement des peuples déportés dans leurs nouvelles régions. En octobre 1956, le projet évolua en faveur d'autonomies nationales. Cependant les Tatars furent exclus de ces faveurs pour trois

¹⁰⁴ *Idem*

¹⁰⁵ FISHER Alan, *op. cit.*, p. 173

¹⁰⁶ ARMANDON Emmanuelle, *La Crimée entre Russie et Ukraine : un conflit qui n'a pas eu lieu*, Bruxelles : Bruylant, DL 2012, 379 p.

raisons.¹⁰⁷ La première touchait au caractère multinational de la République autonome de Crimée. Il ne s'agissait nullement d'un « Etat tatar ». Ensuite, la population de Crimée a retrouvé son niveau démographique d'avant guerre grâce à la colonisation slave. Tout apport humain supplémentaire déstabiliserait l'équilibre de la péninsule. Enfin, le troisième et dernier argument s'attaque à détruire les fondements ethniques des Tatars en leur retirant toute distinction avec les Tatars du Khanat de Kazan devenu Tatarstan. Il n'y a qu'une nationalité tatare et elle est localisée sur les bords de la Volga. Les Tatars demeuraient stigmatisés par le régime soviétique comme des citoyens de second rang et entretenaient ardemment le désir de rentrer en Crimée. Afin de stopper les hémorragies de populations et d'apaiser les mécontentements, les autorités délivrèrent des droits culturels importants notamment à travers l'ordonnance du 5 septembre 1956. Le texte ouvrit la voie à l'existence d'une section tatare au sein de l'Union des Ecrivains d'Ouzbékistan et « *un ensemble musical et dramatique tatar sous la tutelle de la société philharmonique.* »¹⁰⁸ La radio passait des chansons en tatar toutes les semaines et un bihebdomadaire fut imprimé à 10 000 tirages, appelé *Lenin Bayragi (La Bannière de Lénine)*.

Ces mesures n'apportaient pourtant aucune satisfaction aux Tatars qui décidèrent de porter leurs revendications directement au présidium du Comité Central le 7 septembre 1956. Les initiateurs de cette lettre ouverte adjointe d'une pétition étaient d'anciens leaders politiques de la RSSA, anciens résistants de surcroît pour certains : Refat Moustafaev, Chamil Aliadinov, Moustafa Selimov, Amet-Ouspi Pamerdji et Izmaïl Khaïroullaev.¹⁰⁹ Cette démarche engagea le combat des Tatars pour le droit au retour. C'était un réveil du nationalisme tatar dont l'action faisait écho au passé réformateur et nationaliste du XIXe et début XXe siècle. Jusqu'alors, les demandes des Tatars n'avaient jamais été entendues mais enfin les autorités soviétiques acceptent de les prendre en considération comme délégués de leur peuple. Cette pétition établit la reconnaissance des leaders tatars en tant que représentants officiels de leur cause et la reconnaissance, implicite, de la part des autorités d'une « question tatare ». Deux rencontres furent fixées le 17 décembre 1956 et le 5 janvier 1957 avec les membres du Parti ouzbèk. Les Tatars ne réclamaient ni plus ni moins que le droit de rentrer chez eux, le rétablissement de la RSSA de Crimée, dont le décret de création avait été signé par Lénine lui-même, la restitution des biens spoliés ou du moins une indemnisation pour le

¹⁰⁷ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 299

¹⁰⁸ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 294

¹⁰⁹ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 302-303

traumatisme subi. Ces négociations n'aboutirent à rien et les instances ouzbèk réclamèrent que Moscou reçoive les leaders tatars. Ceci survint en mars et septembre 1957. Malgré le légalisme adopté par les Tatars pour faire entendre leurs exigences, les membres du Politburo refusèrent de les écouter. Devant ce refus, la ferveur tatare fut accrue. En août et juin 1957, 17 déclarations collectives furent adressées au Parti.¹¹⁰ Parallèlement, les Ingouches, les Balkars, les Kalmouks, les Tchétchènes, les Karatchaïs avaient obtenu le droit de retourner dans leurs terres ancestrales. Le mouvement pétitionnaire tatar fut de nouveau entendu et reçu le 19 mai 1958 par le Vice-Président du Conseil des Ministres de l'URSS, Anastas Mikoïan. L'homme était aussi un membre du Présidium du Comité central, en charge de la question des victimes du stalinisme. Cette entrevue suscita un espoir démesuré parmi les Tatars qui commençaient déjà à préparer leurs affaires, sentant l'heure du départ approcher. Ils furent rapidement déçus par un officiel ouzbèk. « *Cet épisode illustre l'ampleur du malentendu entre les délégués tatars, espérant arracher le droit au retour, et les dirigeants de l'Union, qui n'entendaient pas revenir sur leur décision.* »¹¹¹

Pendant que des membres de l'élite tatare s'efforçaient d'obtenir l'attention des autorités soviétiques, la population se mobilisait à sa façon au sein de réseaux clandestins ou en se lançant dans l'aventure du retour. Certains Tatars parvinrent à s'établir dans le sud de l'Ukraine, les autres furent renvoyés en Asie Centrale manu militari. En novembre 1956, une organisation clandestine de la jeunesse se structura autour d'un noyau de jeunes ouvriers du textile à Tachkent, encouragée dans son effervescence par les révoltes polonaise et hongroise de la même année. Les meneurs se nommaient Cherif Baktychaev, Chevket Kadyrov, Seït-Amet Mouratov, Zakir Moustafaev, Roustem Nagaev et Aïdyn Chem'i-zade.¹¹² Cette forme de mobilisation prit progressivement le relai des canaux institutionnels et officiels dont l'échec était criant comme le rappelle Grégory Dufaud. C'est alors que débuta une campagne de purges des partis nationalistes et des mouvements clandestins à l'intérieur des pays satellites de l'URSS. Deux hommes de premier plan du nationalisme tatar furent arrêtés et envoyés en camp de travail, Ender Seferov et Chevket Abdourakhmanov, après un procès médiatisé. Le mouvement pour le retour prit un nouveau tournant avec l'apparition en 1962 de l'Union de la jeunesse criméo-tatare, dirigée alors par Marat Omerov, chef d'atelier dans une usine. C'est avec cette association que Mustafa Djemilev s'est lancé en politique avant de

¹¹⁰ *Idem*

¹¹¹ DUFFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 304-305

¹¹² DUFFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 305

devenir le premier leader tatar pour la cause de son peuple. Il s'engagea dans l'Union à la suite d'un exposé sur l'histoire des Tatars qu'il fit devant une petite assemblée. Le succès et l'attention reçus le convainquirent de l'importance de l'engagement politique. Il avait alors 29 ans et était ouvrier.¹¹³ L'arrivée de Léonid Brejnev comme Premier Secrétaire du Parti en 1964 marqua le début d'un nouveau climat plus propice aux négociations. En août 1964, les Allemands de la Volga furent réhabilités, eux-aussi avaient été exclus du discours de Khrouchtchev en 1956. Pour les Tatars c'était un signal suffisant pour relancer l'agitation. Des nouveaux groupes d'initiatives furent constitués pour mobiliser les Tatars sur l'ensemble du pays et adressèrent des pétitions collectives aux autorités de Moscou et de Tachkent. Le 28 mars 1966, le secrétaire du Présidium du Comité Central, Mikhaïl Gueorgadze reçut neuf délégués tatars auxquels il expliqua l'imminence de la résolution du problème tatar. Il leur assura qu'il s'agissait là d'une priorité du Comité central que ce dernier traiterait sous peu. Ce fut surtout une manœuvre pour « endormir » pendant quelques temps les revendications des Tatars. Personne au sein de la hiérarchie soviétique n'était prêt à accorder aux Tatars ce qu'ils réclamaient avec virulence à cause des raisons évoquées précédemment et de l'importance de la Crimée dans la géopolitique soviétique. La péninsule n'était pas surnommée inutilement « *la Perle de la Couronne du Tsar* ». En septembre 1967, un ukase tomba qui établissait que les accusations portées sur les Tatars étaient annulées d'autant que les nouvelles générations étaient dorénavant intégrées à leur société d'accueil. Malgré cette déclaration officielle, les lignes demeurèrent fixes de la part des membres du gouvernement. Les années 1970 ouvrirent la voie à la radicalisation de la contestation. Les meneurs furent poursuivis et condamnés. Mustafa Djemilev fut jugé à plusieurs reprises : 1974, 1976, 1979, 1984 et 1986.¹¹⁴

En juillet 1987, le président du Présidium du Soviet Suprême, Andreï Gromyko, ordonna la mise sur pied d'une commission et qui fut placée sous sa propre tutelle. Les membres de cette commission n'étaient en aucune façon composés de représentants tatars. Ses rapports ne proposèrent aucune évolution de la situation. Ce n'est qu'avec la création, le 12 juillet 1988, d'une nouvelle commission, sous la direction de Guennadi Ianaev, secrétaire général du Conseil central des syndicats, que le retour fut enfin envisagé comme une solution au problème des Tatars. Le 29 janvier 1990, une nouvelle commission vit le jour pour solutionner les problèmes techniques du retour. Même si le fond de l'affaire n'avait pas encore reçu de décision définitive, les autorités soviétiques avaient choisi de suspendre les

¹¹³ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 308

¹¹⁴ DUFAUD Gregory, *op. cit.*, p. 330

procédures d'expulsion des Tatars lorsque ceux-ci revenaient dans la péninsule. De ce fait, 100 000 Tatars prirent le chemin du retour à l'été 1990. En 1991, ce fut approximativement le même nombre qui reprit la route du voyage vers la Crimée.

3. La réintégration des Tatars en Crimée : enjeux mémoriels et politiques

La question de la déportation des Tatars et de leur retour d'exil permet d'aborder le sujet de la transmission d'une mémoire et d'une identité collective dans une situation d'éloignement avec la terre d'origine. La mémoire de cet événement traumatique a nourri l'élaboration d'une conscience collective au sein de la communauté tatar et entretenu le désir de retour. C'est ce qu'on appelle un *traumatisme choisi* comme déjà mentionné dans la partie précédente. De fait, le destin des Tatars et leur mémoire d'un passé douloureux permet de tracer des parallèles avec les Palestiniens, les Hutus et les Tutsis, les Grecs de Turquie et les Grecs Chypriotes, les Réfugiés éthiopiens.¹¹⁵

Cette mémoire traumatique a influencé le développement d'un mouvement de reconnaissance collective à double entrée : reconnaissance du statut de victime du stalinisme et reconnaissance d'un droit au retour en Crimée. Or une fois cette autorisation obtenue, la réimplantation dans un pays quitté 45 ans plus tôt ne se fait pas en douceur. La question du logement et de l'intégration au système politique a été un des premiers problèmes auxquels s'est ajouté l'hostilité des Russes de Crimée qui percevaient comme une agression à leur encontre le retour d'une communauté qui se revendiquait comme peuple originaire de la péninsule.

Afin de mieux saisir les enjeux du retour, ils seront illustrés par les entretiens réalisés avec des Tatars entre le 15 juin et le 15 juillet 2013. Au total, j'ai pu interviewer huit Tatars, hommes et femmes confondus, de toutes générations, entre la Crimée et le Kazakhstan, qui fut également un lieu d'exil de la communauté.

Ce qui soulève les questions suivantes : quelles sont les caractéristiques communes aux histoires personnelles des Tatars qui permettent de tracer une histoire collective ? Quelles sont les difficultés principales rencontrées au retour des Tatars en Crimée ? Comment s'est structuré le mouvement collectif tatar ? Que peut-on dire de la commémoration actuelle du traumatisme tatar ?

¹¹⁵ UEHLING Greta, *op. cit.*, p. 5

3.1. Le retour en Crimée

Lorsque la décision est prise de ne plus expulser les Tatars qui reviendraient en Crimée, ces derniers n'attendent plus pour quitter l'Ouzbékistan ou les autres pays d'Asie centrale où ils vivaient. Ils vendent leurs maisons, leurs biens et leurs terres et partent pour un pays que seuls les anciens connaissent. L'arrivée n'a ressemblé en rien à un retour en « terre promise ». Au contraire, les désenchantements ont été légions et les difficultés se sont dressées devant l'installation des familles tatares. Les autorités ukrainiennes et criméennes n'ont pas facilité au niveau politique l'insertion, ou la réinsertion, des Tatars. Les deux problèmes les plus criants que les Tatars ont dû endurer est celui de l'accès au logement et du racisme russe à leur encontre. Les terres anciennement occupées par les communautés tatares ne sont plus aujourd'hui disponibles et l'attribution de logements est sous la responsabilité du gouvernement de Simféropol, qui bloque les dossiers des Tatars. A côté de cela, la propagande dirigée contre le peuple tatar depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a alimenté le racisme des Russes installés dans la péninsule.

Dès lors comment s'est déroulé le retour depuis le pays d'expatriation ? Quelles ont été les conditions de vie des familles tatares et quelles difficultés ce retour a-t-il soulevé ? Que peut-on remarquer au sujet des évolutions actuelles ? Que nous révèlent les entretiens avec des Tatars sur leur vie en Crimée depuis leur retour ? Quelles dynamiques en cours peut-on observer ?

3.1.1. Monographies

Durant un mois, du 15 juin au 15 juillet 2013, je me suis rendue en Crimée afin de réaliser ces entretiens avec des Tatars. Etablissant mon « camp de base » à Simféropol, la capitale de la Crimée, j'ai voyagé dans plusieurs autres cités dont Bahçesaray, la ville emblématique de l'Etat tatar avant le XIXe siècle. Aujourd'hui encore, c'est dans cette ville et sa périphérie que les Tatars se sont principalement réimplantés. La proportion de Russes y est faible. A la suite de cela, j'ai complété mon voyage par une dizaine de jours à Almaty, au Kazakhstan. Cette destination a été choisie en priorité par les contacts déjà établis plutôt que par sa place dans l'histoire de la déportation des Tatars. Les peuples envoyés dans les colonies

spéciales du Kazakhstan furent avant tout des Tchétchènes, des Ingouches et des Coréens. Quelques Tatars s'y sont installés mais de leur propre volonté, et non sur ordre des autorités soviétiques. J'ai pu rencontrer deux jeunes femmes dont les parents avaient subi la déportation et s'étaient installés au Kazakhstan, à Almaty. A chaque fois, ces personnes sont arrivées après 1944 en raison de leur parcours personnel.

J'ai réalisé huit entretiens directs avec des Tatars dont Olga, une vieille dame d'origine grecque de Crimée. J'ai également rencontré des jeunes Tatars à Bahçesaray mais n'ayant alors pas de traducteur je n'ai pas pu mener de vrais entretiens. J'ai uniquement pu récolter des informations sur leurs histoires personnelles. A chacune de mes rencontres, j'ai usé de la méthode de questionnement semi-directif. Le panel d'interviewés est composé de six femmes, dont les âges s'échelonnent de 23 ans à 70 ans. Sur les deux hommes rencontrés, un est né en 1930 et l'autre dans les années 1950. Les différentes situations vécues par les interrogés permettent de saisir globalement l'histoire de la déportation qui se découpe en trois temps forts : le 18 mai 1944, la vie en Ouzbékistan, reconstruire une communauté nationale tatare en Crimée. Chacun apporte un éclairage sur un événement en particulier ou sur une situation partagée par l'ensemble de la communauté.

La première femme rencontrée se prénomme Aliye.¹¹⁶ Aujourd'hui âgée d'une quarantaine d'années, elle est née en Ouzbékistan et y a passé toute sa vie jusqu'en 1990. L'entretien a débuté avec le récit de la vie de son grand père. Cet homme, tatar, était soldat de l'Armée Rouge. Blessé en 1944, il fut amputé de la jambe et renvoyé chez lui, en Crimée. Contrairement aux affirmations de la propagande soviétique, tous les Tatars n'ont pas déserté et collaboré avec les forces allemandes. Beaucoup sont restés fidèles à l'URSS et ont donné leur vie pour la défendre. Cependant, suite à l'ordre de déportation du peuple tatar, cet homme n'a pas retrouvé les siens. Pendant deux ans, il les a inlassablement cherchés en Ouzbékistan. Il s'est installé à Tachkent et a travaillé en tant qu'ouvrier dans une usine avant de retrouver sa famille installée dans un petit village. Elle n'a pas su me préciser le lieu exact. En 1990, sa famille vend ses biens et part pour la Crimée. Comme la plupart des Tatars, ils s'installent à Bahçesaray. Aliye était professeur de musique en Ouzbékistan. Une fois installée en Crimée, les autorités lui refusent un poste dans un établissement scolaire. Comme pour d'autres, l'intégration a été compliquée par la mauvaise volonté des pouvoirs civils. Cette femme a pu

¹¹⁶ Tous les prénoms des personnes interrogées ont été modifiés.

enfin exercer son métier quelques années après son retour grâce à l'absence un jour d'un enseignant de sa fille. Aliye s'était alors proposée pour le remplacer. Elle a ainsi directement prouvé ses qualités en tant que professeure et la direction de l'école a décidé de la garder en poste. Cette femme fut une des premières personnes que j'interrogeais. Elle m'a alors confirmé que le sujet de la déportation était ouvert. Les Tatars veulent relayer leur cause afin d'obtenir la satisfaction de leurs exigences. La médiatisation de leur combat est leur meilleure arme de pression sur le gouvernement de Simféropol.

Olga est la deuxième femme que j'ai pu rencontrer. Elle née en 1945 dans une famille de Grecs de Crimée. Son histoire est représentative de cette vaste politique de nettoyage ethnique subie par la Crimée pour la transformer en une terre slave. Au même titre que les Tatars, les Grecs, les Bulgares et les Arméniens ont été déportés vers l'Asie centrale. La proches d'Olga ont été arrêtés après les Tatars, le 20 mai 1944, et déportés vers la ville de Krasnoïarsk, localisée dans le Caucase. Sa naissance a eu lieu dans un endroit particulier et révèle la brutalité de la politique des nationalités de l'URSS. Une fois déplacés dans le Caucase, ses parents ont immédiatement voulu retourner en Crimée. Le NKVD n'a pas tardé à les arrêter. Une fois rapatriés sur leur lieu d'exil, ils ont été enfermés en prison. La mère de Olga était alors enceinte et a accouché dans les premiers mois de 1945. Ils avaient déjà un fils, né à Simféropol. Olga se souvient des récits de sa mère sur les conditions du départ. Comme pour tous les déportés pendant cette période, le voyage s'est effectué dans des wagons de marchandises. Les gens étaient entassés les uns sur les autres sans air pour respirer ni nourriture. Les maladies se propageaient à cause du manque d'hygiène et les décès se multipliaient. En déportation, le père d'Olga était pompier pour la ville de Krasnoïarsk. Sa mère exerça différents métiers qui allaient de la construction de route à la coupe du bois en passant par le travail en usine. En 1956, lorsque Khrouchtchev réhabilita les premiers peuples victimes des crimes de Staline, la famille d'Olga fut autorisée à rentrer en Crimée. Toutefois, son père n'obtint pas de changement de passeport immédiatement. Pendant 5 ans, il fut contraint de pointer tous les trois mois au poste de police (militsia) de Krasnoïarsk. Ce qui confirme le fait que les colonies de peuplement étaient des systèmes para-concentrationnaires dans lesquels la surveillance s'exerçait à travers un système de pointage hebdomadaire à la kommandantur la plus proche du NKVD. Le père d'Olga n'a pu s'établir définitivement en Crimée qu'avec la modification de son passeport de citoyen soviétique. Sur chaque passeport était précisé le lieu de résidence, obligeant les individus à y demeurer. Cette organisation prolongeait les politiques antérieures de passeportisation dont les buts étaient de contrôler et

de réprimer les populations de l'URSS. En Crimée, une fois autorisé à rentrer, le père d'Olga travailla dans un cirque à l'entretien des éléphants. A l'époque, il n'y avait aucune interdiction publique pour construire un logement ni de difficultés avec les Russes de Crimée. Les familles déportées pouvaient s'installer sur la terre qu'elles choisissaient. La famille d'Olga commença par être hébergée chez des amis puis ils construisirent leur propre maison à Simféropol. Par la suite, Olga a suivi des études pour devenir enseignante de gymnastique. Sa première affectation a été située dans une ville du nord de l'Ukraine, près de la frontière polonaise. Au bout quelques années, elle a fini par revenir en Crimée où elle s'est mariée.

A la suite de cela, j'ai rencontré Ali, hôtelier près de Bahçesaray – environ une cinquantaine de kilomètres, dans le village de Mnogoritchié. Sa famille est historiquement issue de cette région, au cœur de l'ancien Khanat tatar. A l'époque, l'endroit était couvert d'arbres fruitiers, principalement de noix, mais la déportation des Tatars a mis fin à la dynamique de ce territoire. Ali est né en 1958 à Samarkand, en Ouzbékistan. Il décida de revenir en Crimée en 1975, clandestinement puisqu'à cette époque les Tatars étaient arrêtés par la police et ramenés sous la contrainte en Ouzbékistan. Dans sa jeunesse, il a commencé par servir dans l'Armée Rouge et a été envoyé sur le front d'Afghanistan. Puis il a quitté l'uniforme de soldat pour prendre celui d'ouvrier. A ce titre, il reçut plusieurs médailles en tant que meilleur ouvrier. Dans le quartier des antiquaires de Kiev, en Ukraine, il est possible de trouver ces décorations attribués aux ouvriers pour distinguer leur ardeur travail et encourager les camarades à suivre leur exemple. Dans la suite de sa carrière, Ali s'est engagé en politique. Il a été élu député de Bahçesaray à la Chambre régionale d'Ukraine, qui est une instance nationale où siègent les régions. Il n'a pas été élu au Medjlis. Cet organe, dédié spécifiquement à la communauté Tatare, est élu par les *kurultay*, ces conseils tatars représentant les clans.

Tamilâ est une jeune femme de 23 ans, née en 1990 dans la ville de Soudak, sur la côte sud de la Crimée. Cette ville balnéaire est à quelques kilomètres de Yalta, dans les terres historiques des Tatars. Elle appartient à la jeune génération de Tatars nés après le retour d'exil, c'est-à-dire en Crimée. Ses grands parents ont été déportés en Ouzbékistan et ses parents sont nés là-bas. Géographiquement, sa famille paternelle est originaire de Gourzouf. Issue d'une famille d'intellectuelle, ses grands-pères étaient des professeurs de medersas. Sa mère travaille dans un laboratoire d'analyses médicales et donnent en parallèle des cours de turc. Quant à son père, diplômé d'économie, il a commencé par travailler dans une compagnie

pétrolière avant de devenir journaliste et écrivain, spécialisé dans l'histoire du peuple tatar. Tamilâ a grandi à Yalta puis est partie pour l'université de Simféropol étudier les langues (anglais et allemand). Notre entretien a principalement porté non pas sur la mémoire du traumatisme mais sur sa transmission auprès des jeunes générations nées en Crimée ainsi que sur la culture tatar et la vie au sein de cette communauté. Tamilâ en arrivant à Simféropol n'a pas été autorisée à vivre seule sa vie d'étudiante. Elle habite chez sa grand-mère avec son frère et son oncle. La communauté tatar de Crimée est profondément marquée par la culture méditerranéenne et patriarcale qui s'est imposée sur toutes les rives de la Méditerranée et bien au-delà à l'intérieur des terres. Les filles font l'objet d'une étroite surveillance de la part des hommes et surtout de leurs frères. Si Tamilâ a le droit d'étudier à l'université, de travailler, de sortir, elle doit impérativement être rentrée chez elle pour 22h le soir. Elle me confie qu'elle est fiancée avec un Egyptien. L'accord de sa famille a été donné avec réticence. Le fait qu'il soit musulman a joué en sa faveur bien évidemment. Le mariage est une étape fondamentale dans la vie des jeunes tatars. Pendant des siècles, les familles vérifiaient que le drap de la nuit de noce était tâché du sang de la jeune mariée vierge. Rares sont les familles qui aujourd'hui maintiennent la tradition.

Mohamed est le seul Tatar que j'ai pu rencontrer qui avait vécu le jour du 18 mai 1944. Il se souvient de cette date comme de la plus sombre de sa vie. Si sa mémoire vive a parfois été défaillante quant aux événements récents, il se souvient avec une grande précision de l'épreuve de la déportation. Arrêté avec sa famille, ils sont acheminés vers l'Ouzbékistan. Son récit insiste sur l'horreur de ces moments : la faim, la mort, les humiliations, la peur provoquée devant l'inconnu. Son retour en 1990 a été semé d'embûches. Installé dans une ferme collective avec les siens, il finit par obtenir l'autorisation du chef du kolkhoze pour construire une maison sur le terrain de la ferme. Il réside aujourd'hui dans la banlieue de Simféropol, au cœur d'un petit hameau tatar.

A Bahçesaray, j'ai rencontré Sibia. Cette femme est née en 1954 à Angrien, dans l'Oblast de Tachkent, en Ouzbékistan. Son père était un Tatar, né en 1925 à Aliouchta, dans la vallée de Demerdje (près de Yalta). A l'âge de 16 ans, son père a été intégré dans la Troud Armia de l'Armée Rouge et travaillait à des travaux de déforestation et de construction. C'est là qu'il a rencontré la mère de Sibia, une Allemande de la Volga, également engagée dans la Troud Armia. En 1944, sa mère vivait en Crimée avec ses filles et ses fils. Sibia n'était pas encore née. Le 18 mai 1944, toute la famille fut déportée en Ouzbékistan, à Tachkent. Le père

de Sibia les a rejoints en 1953, après avoir quitté l'Armée Rouge. La jeune fille a suivi des études pour devenir infirmière puis épousa un Tatar, ouvrier dans une usine de résine. Leur vie en Ouzbékistan était prospère. Ils possédaient une maison et chacun un emploi. Lorsqu'ils décidèrent de revenir en 1990 en Crimée, ils s'implantèrent à Bahçesaray. Comme pour beaucoup, ils ont dû vendre leur maison et leurs biens pour financer leur réinstallation en Crimée. Cependant, la fortune leur a souri car à leur arrivée, l'Etat ukrainien accepta de leur délivrer une terre où construire une maison. Malheureusement, son époux mourut quelques années après leur arrivée. Ensemble ils eurent trois enfants – nés en Ouzbékistan. Leurs petits-enfants sont, eux, nés en Crimée. Notre entretien s'est orienté à la suite sur les pratiques mémorielles. Sibia insista sur le souvenir de la déportation dont elle cherche transmettre l'importance à ses enfants. Tous les ans, elle se rend avec ses enfants place Lénine, à Simféropol, pour commémorer le 18 Mai 1944. Elle ne suit pas cependant l'ascension du Mont Chatir Dag¹¹⁷.

En dehors de Crimée, j'ai recueilli l'histoire de Zamira Murtazayeva, une jeune femme kazakhe dont le père était tatar. Elle a gardé peu de liens avec son identité tatare. Sa famille est avant tout kazakhe mais elle se souvient cependant des voyages que faisait sa famille pour se rendre en Crimée tous les étés. Son père est né en Ouzbékistan puis est parti étudier à Moscou avant de s'installer à Almaty où il avait été engagé dans une compagnie en tant qu'ingénieur. La mémoire de la déportation est rarement évoquée chez elle.

C'est à Paris que j'ai réalisé mon dernier entretien avec Martha. Cette jeune femme est née à la fin des années 1970, dans la ville d'Almaty au Kazakhstan. Elle n'a très peu connu son père, mort quand elle était âgée de six ans. Malgré la présence d'un grand frère, sa mère l'a élevée seule. Ce frère est de 15 ans son aîné. L'histoire personnelle de Martha a été violemment marquée par la déportation des Tatars. Elle a vécu l'évènement par la procuration de sa mère. Cette femme était âgée de six ans en 1944. Les membres de sa famille directe sont morts pendant les deux premières années. Son père était marin dans la Flotte de Mer Noire à Sébastopol. Il mourut pendant le conflit. A l'arrivée en Ouzbékistan, la mère de Martha perdit sa grand-mère. L'infirmière a été soupçonnée de l'avoir empoisonnée. Martha me précise que c'était une suspicion générale à l'encontre des Ouzbeks de vouloir tuer les Tatars. Son petit frère décéda de maladie, provoquant chez sa mère une profonde dépression. Elle essaya de se

¹¹⁷ Chaque année, les Tatars se rendent en procession au sommet de Chatir Dag, un des plus hauts sommets de Crimée, pour commémorer le souvenir du 18 mai 1944

tuer sous les roues d'un train mais fut emporté finalement par ses blessures. La mère de Martha se retrouva brutalement orpheline. Recueillie par un oncle, elle partit le rejoindre à Almaty, en Ouzbékistan. C'est là que Martha a vu le jour. Elle me décrit la relation avec sa mère comme fusionnelle. Cette dernière a inscrit le traumatisme de la déportation dans la conscience de sa fille. En effet, par deux fois, Martha s'est trompé de pronom personnel, disant « je » au lieu de « elle ». Quand elle m'explique la mort de son oncle, elle commence par déclarer « mon petit frère ». Martha et sa mère sont parties pour Moscou en 1990 afin de permettre à Martha de suivre ses études secondaires en Russie. La rudesse de la vie dans le nord et l'hostilité des Russes les contraignirent à quitter le pays pour la Crimée en 1995. Le retour étant devenu possible, la mère de Martha ne recula pas. Mère et fille virent s'installer à Simféropol. En 2000, Martha pris un billet pour Paris où elle recommença des études. A Moscou, la jeune femme avait étudié la littérature française. En France, elle entreprit un master à Sciences Po Paris, sur l'Asie et les mondes russes. Elle rédigea dans ce cadre trois mémoires sur le sujet des Tatars. A chaque fois, l'exercice fut cathartique. Elle s'engagea à la suite de cela en thèse mais fut contrainte de l'abandonner. Elle m'explique sa décision par l'absence de recul critique qu'elle prenait sur son sujet. Elle *était* son sujet. Ce qui est contraire à toute démarche scientifique et surtout la minait. Au lieu de trouver une solution pour soigner sa mémoire traumatique, le travail de recherche auprès des Tatars la plongeait chaque fois davantage dans le désespoir. Martha représente un cas typique de transmission d'une mémoire traumatique aux générations nées après l'évènement et des difficultés qui peuvent survenir. Son frère n'a au contraire aucune relation douloureuse avec le passé des Tatars. Sa mère n'a pas investi en lui des images et des souvenirs enfouis de la mémoire tatare.

3.1.2. Problèmes politiques : représentation politique et racisme anti-tatar

La mémoire de la déportation entretenue par les Tatars s'intègre au processus de reconstruction identitaire de l'ethnie en tant que telle après son déracinement brutal et soudain de Crimée en 1944. Cette démarche a été dirigée depuis les années 1950¹¹⁸ par un groupe – en

¹¹⁸ C'est en 1956 que Nikita Khrouchtchev accorde les premières réhabilitations aux peuples déportés. Cependant, les Tatars n'obtiennent pas le droit de rentrer chez eux. C'est le renouveau du nationalisme tatar.

constant renouvellement – d’intellectuels tatars qui s’attachent à défendre les intérêts de leur communauté. Si une partie de ces intellectuels a choisi de rester en exil, au sein de la diaspora, une autre partie a, au contraire, suivi le chemin du retour. Ce qui produit un décalage entre les priorités de ces deux groupes. Les demandes se focalisent sur des centres d’intérêts divergents. Pour les Tatars de retour dans la péninsule, comme le précise Cezar Aurel Banu,¹¹⁹ les enjeux sont l’accès à un logement et à un emploi ainsi que l’hostilité des Russes de Crimée à leur rencontre. Ce sont avant tout des préoccupations d’ordre socio-économique quand les membres de la diaspora soutiennent des actions de reconnaissance d’ordre moral, symbolique et politique. Néanmoins ces deux facettes sont constitutives d’une même démarche de reconstruction identitaire propre à l’ethnie tatar de Crimée.

L’élaboration progressive d’une demande de retour des Tatars vers la Crimée a rompu la tendance dominante de départ vers l’exil. Pour la première fois, les Tatars s’organisaient politiquement pour exiger leur réimplantation dans leurs terres d’origines. Depuis la conquête de la péninsule par la Russie en 1783, les départs se réalisaient en sens inverse. Les Tatars *partaient* en exil. La Crimée n’était plus construite comme une « patrie ». Selon l’analyse historique que l’on sélectionne, ces départs sont présentés comme des exils contraints, une première forme de déportation que les Tatars auraient eu à subir de la part des Russes. Pour des historiens russes, ces départs se justifiaient par l’Islam. Les Tatars quittaient la Crimée, devenue une terre orthodoxe, pour la Turquie, le Dar-al Islam.¹²⁰ Dans la conscience collective tatar, ces départs du XIXe siècle sont regroupés dans ce qu’ils nomment le *Ilk Sürgün*, le « premier exil » en langue tatar. Néanmoins, à cette époque, les Tatars ne voyaient pas comme un impératif le fait d’habiter dans la péninsule. Le retour n’était pas une exigence patriotique formulée par le groupe. Ce n’est qu’après 1944 que la reconstruction d’une identité tatar s’est articulée autour de cette dualité patrie/présence physique, signifiant par-là que « les Tatars vivent en Crimée », un peu comme une réponse à Staline « La Crimée sans les Tatars ! ».¹²¹ Pour les premiers exilés, la réimplantation n’était pas forcément vécue comme un impératif, d’autant que les conditions de vie matérielles étaient supérieures hors de la péninsule. Partir signifiait tout perdre. Bien qu’en 1990 les Tatars fussent menacés de la même chute sociale en quittant le Caucase et l’Asie centrale, ils n’ont pas hésité à vendre

¹¹⁹ BANU Cezar Aurel, « Passé traumatique, mémoire, histoire confisquée et identité volée : la déportation des Tatars de Crimée par Staline en mai 1944 (le « Surgün »), *Conserveries mémorielles*, mis en ligne le 01 octobre 2006, <http://cm.revues.org/288> (consulté le 03/09/2013)

¹²⁰ UEHLING Greta, *op. cit.*, p. 201

¹²¹ BANU Cezar Aurel, *art. cit.*, § 29

leurs biens. Sibia était infirmière en Ouzbékistan et son mari ouvrier spécialisé. Ils étaient financièrement à l'aise. Ils possédaient une grande maison et une voiture qu'elle a pu montrer sur des photographies datées de 1989-1990, juste avant leur départ. Afin de financer leur voyage et leur réinstallation, ils ont vendu ce qu'ils possédaient.

Lorsque les premiers Tatars sont arrivés dans la péninsule, ils étaient près de 120 000 en 1990 et 5 000 en 1995.¹²² Rien n'avait été organisé pour les accueillir. L'accès à un logement a été leur première priorité. Cependant, toute la partie sud de la Crimée leur a été interdite. Cette région possède le climat le plus agréable de la péninsule grâce à la chaîne de montagnes qui l'entoure et favorise les précipitations. Les Russes se sont majoritairement implantés là-bas, transformant la côte sud en un lieu de villégiature privilégiée en Crimée. Or c'est également le territoire historique des Tatars. Cette interdiction a été levée avant les années 2000. Toutefois la population tatare se retrouve aujourd'hui dispersée principalement entre Simféropol, Bahçesaray et la partie est de la péninsule. Le gouvernement ukrainien a accepté de délivrer des logements publics. Toutefois, très peu de familles tatars se sont vues attribuer un logement ou une terre et chaque fois ce fut le résultat d'un long bras de fer avec les représentants de l'administration. Sibia habite aujourd'hui une petite maison dans Bahçesaray, près de la gare où furent regroupées en 1944 les familles déportées. Son logement a été attribué par le gouvernement automatiquement à leur arrivée mais rares sont les récits recueillis qui témoignent de cette chance. Mohamed a extorqué littéralement son lopin de terre au chef du kolkhoze dans lequel il travaillait. Un soir, il a attendu le retour du contremaître en voiture pour lui tendre une sorte d'embuscade. Il provoqua un accident et simula une blessure. Mohamed menaçait alors l'homme de le dénoncer aux autorités s'il ne lui accordait pas le droit de construire son propre logement. Cette résolution extrême témoigne des difficultés à s'implanter en Crimée et à recommencer une vie « normale ». Martha et sa mère à leur arrivée de Russie trouvèrent en premier un logement à Simféropol, un appartement qu'elles louaient. Aujourd'hui, en 2013, la mère de Martha a réussi à obtenir un logement social à Sébastopol. Ce qui est très rare car cette ville est historiquement russe et peu de Tatars ont souhaité s'y installer. Martha m'a expliqué que ce logement a été le fruit d'une longue attente et d'une rude bataille avec les autorités. La corruption en Ukraine a ralenti les procédures d'attribution de permis de résidence et de logement. L'intégration des Tatars est soutenue en priorité par les organisations internationales comme l'ONU,

¹²² BANU Cezar Aurel, *art. cit.*, § 58

l'UNESCO, l'Union Européenne et des pays dont la Turquie se démarque comme étant la « patrie spirituelle » qui financent des « programmes de reconstruction des infrastructures économiques, politiques, éducationnelles et culturelles ». ¹²³ Lors de mon passage en Crimée, certains de mes interlocuteurs ont évoqué l'existence à Simféropol d'une bibliothèque entièrement dédiée à l'histoire et à la culture des Tatars. Le journaliste Alexandre Billette dont plusieurs reportages sur les Tatars ont été publiés ¹²⁴ m'a orienté vers les écoles en tatar dont la majorité se trouve à Simféropol et à Bahçesaray. L'Ukraine est un Etat unitaire qui cherche à intégrer les Tatars en son sein sans renier leur particularisme culturel et ethnique. Ce qui explique la force de l'identité tatar. Il s'agit ici d'une question récurrente que j'ai posé à chacun de mes interrogés : à quel groupe national vous sentez vous appartenir ? Ukrainien, Ouzbek, Tatar, Russe ? Tous les Tatars m'ont répondu qu'ils s'identifiaient naturellement comme tatar. Certains se sentent liés à l'Ouzbékistan pour y avoir vécu pendant la majorité de leur vie. Ils ont construit là-bas des réseaux sociabilités, ils y ont travaillé et construit un foyer. Malgré l'amitié et l'affection qu'ils ressentent pour les Ouzbeks, ils ne les assimilent pas comme leurs compatriotes.

Les Tatars constituent, *de facto*, une entité nationale dans une autre entité nationale, celle des Russes de Crimée. Ces Russes criméens sont de surcroît en opposition vis-à-vis de l'Etat ukrainien qui leur a concédé une autonomie politique territorialisée sur la péninsule en décembre 1998. Le racisme anti-tatar est latent encore aujourd'hui. Mes interlocuteurs ont tous au moins une anecdote à rappeler au cours de laquelle ils ont été confrontés à l'hostilité des Russes. Ne lisant pas le russe, je n'ai pas accès aux faits quotidiens publiés dans la presse. Martha m'a raconté qu'il y a environ trois ans, la secrétaire du Medjlis a été agressée après avoir répondu au téléphone en langue tatar alors qu'elle voyageait dans une marchoutka. ¹²⁵ Des Russes se sont levés et l'ont violemment jetée à l'extérieur du bus. Les agressions sont récurrentes depuis les années 1990. Le racisme anti-tatar provient en premier des anciens russes membres de l'administration du PCUS et des vétérans de la Seconde Guerre mondiale. Ces hommes occupent aujourd'hui les maisons et les exploitations agricoles des Tatars déportés en 1944. Ils se sont emparés de leurs biens et le retour des anciens propriétaires menace la tranquillité de leur conscience. Le pire aurait été la restitution des biens spoliés. Si les Russes craignaient qu'une telle décision se produise, il est juste de remarquer que le

¹²³ *Idem*

¹²⁴ Articles publiés sur RFI : <http://www.rfi.fr/> (consultés en mars 2013)

¹²⁵ Les marchoutkas sont les bus privés qui assurent un service de transport en commun en Crimée.

nationalisme tatar en faveur du retour et de la reconnaissance de la déportation n'est pas marqué par la colère et la vengeance.¹²⁶ Cependant, l'Etat ukrainien n'a jamais ouvert de chapitre de négociation sur la réparation du préjudice subi.

Selon les Tatars interviewés, les tensions entre les deux communautés sont l'œuvre première des politiques et non des sentiments personnels des citoyens. Le racisme a été élaboré et est toujours alimenté par les représentants de l'autorité et les partis politiques. Les gens ordinaires fonctionnent en paix. Les relations entre voisins sont cordiales et bienveillantes. S'il y a des difficultés, elles ne trouvent pas leur source dans des tensions identitaires mais dans des problèmes d'ordre matériel et économique. Selon Sibia, les bagarres des années 1990 avaient lieu entre des jeunes endoctrinés par les partis nationalistes (tatars et russes). Ils se battaient, selon elle, avant tout parce que la jeunesse aime se battre que par haine ethnique.

Pourtant, les Tatars avaient des raisons de se battre contre les Russes. La lenteur administrative a contraint les arrivants à s'installer là où ils le pouvaient. Les pourtours des villes ont vu apparaître des squats illégaux, construits de morceaux de bois et de tôles. Les abords des villes comme Simféropol ont conservé les stigmates du passé. J'ai pu traverser ces bidonvilles lors de mon séjour en Crimée.¹²⁷ Le gouvernement ukrainien a tenté de déloger ces squats illégaux. Afin de protéger leur campement, des jeunes hommes tatars ont menacé de s'immoler devant les forces de l'ordre si leurs maisons étaient détruites.¹²⁸ Pour Greta Uehling cet acte a été une stratégie pragmatique pour défendre leur retour plutôt qu'un acte de contestation politique face aux autorités. On dénombre aujourd'hui 290 squats illégaux en Crimée.¹²⁹

¹²⁶ BANU Cezar Aurel, *art. cit.*, §55

¹²⁷ Voir les photos en annexe

¹²⁸ UEHLING Greta, *op. cit.*, p.199

¹²⁹ UEHLING Greta, *op. cit.*, p.212

3.2. La mémoire du traumatisme

La perte de leur territoire a suscité une restructuration de la communauté tatar autour d'une nouvelle identité. La politisation de la demande de retour en Crimée et de la commémoration de la déportation ont fait prendre conscience aux Tatars de leur destin traumatique commun. Engagés dans un mouvement collectif de reconnaissance, ils ont structuré leur identité autour de ce combat. Une fois revenus en Crimée, les Tatars n'ont pas cessé leur engagement en faveur de la reconnaissance de leur passé.

Dès lors, quels furent les ressorts de la mobilisation des Tatars pour leur cause ? Dans quelle mesure la mémoire de la déportation est-elle toujours entretenue aujourd'hui ?

3.2.2. L'engagement pour la cause des Tatars : analyse d'un mouvement de reconnaissance collective

Les Tatars de Crimée, suite aux réhabilitations nationales concrétisées sous Khrouchtchev dont ils furent exclus, décidèrent de se lancer dans une lutte politique contre le gouvernement soviétique pour obtenir au nom de leur communauté le droit de retourner dans leurs terres criméennes d'origine. Aurélie Campana, politologue spécialisée sur les conflits et le terrorisme, a analysé dans un article de 2008 dans quelle mesure le mouvement tatar est distinctif d'autres mouvements collectifs et sur quels discours et stratégies d'action celui-ci s'est formé.¹³⁰ Une approche en termes d'action collective du mouvement tatar pour la réhabilitation procure une meilleure compréhension de la communauté et des dynamiques internes qui la traversent.

En 1956, les Tatars retrouvent leurs droits individuels avec la levée du régime de colons spéciaux. Ils demeurent cependant partiellement disculpés puisque leur présence en Crimée continue à être interdite. Cette décision est perçue comme une injustice par la communauté et provoque un sursaut parmi les anciens de l'intelligentsia tatar. Ces hommes prennent

¹³⁰ CAMPANA Aurélie, « La mobilisation des Tatars de Crimée pour leur réhabilitation : entre légalisme et rhétorique victimaire », *Raisons politiques*, 2008/2 n° 30, p. 89-105. DOI : 10.3917/rai.030.0089

conscience que seul un engagement collectif dans le champ de la politique leur accordera la satisfaction de leurs requêtes. Ce sursaut nationaliste est survenu chez des hommes qui avaient été membres du Parti pendant les années 1920 et 1930 et/ou qui avaient combattu durant la Seconde Guerre mondiale en tant que résistants contre les Soviétiques. L'engagement dans un collectif (indéterminé) est un répertoire qu'ils maîtrisent déjà. Une des premières observations d'Aurélie Campana sur le mouvement tatar s'applique à sa forme. Ce mouvement a réussi à rassembler et à pérenniser son engagement dans le temps et à regrouper une communauté séparée par de multiples frontières et « *relativement intégrée dans les sociétés d'accueil des Républiques d'Asie centrale* ». ¹³¹ Aujourd'hui encore en 2013, la vitalité de la cause tatar est frappante car elle persiste à mobiliser les jeunes générations nées après 1990. La stratégie choisie par les Tatars a été, et est toujours, d'exploiter le traumatisme de la déportation comme une souffrance commune et un moteur de légitimité de l'action collective. Aurélie Campana souligne que ce mouvement se divise selon trois modalités. ¹³² Après les années 1960, les Tatars ont décidé d'employer le terme de génocide pour qualifier la déportation du 18 mai 1944. Ils ont ensuite, deuxième modalité, utilisé les chiffres pour parler de façon scientifique de ce génocide et le prouver. Enfin, la notion de génocide a été complétée par une réécriture historique, concurrentielle de la version soviétique, où la volonté génocidaire des politiques russes puis soviétiques depuis 1783 a été exacerbée. Le nationalisme tatar a, dès le départ, emprunté la voie de l'extériorisation de la douleur. La déportation a été offerte à la libre parole. C'est en effet ce que m'ont confirmé mes interlocuteurs à chaque rencontre. Il n'y a pas de tabou sur l'épisode de mai 1944 et ses conséquences. Or cela diverge des autres mémoires nationales post-traumatiques. La propagande soviétique a contraint les populations au silence sur ces événements et empêché toute résurgence officielle de la mémoire. Le noyau familial est, en conséquence, devenu le premier lieu de transmission du passé. Les jeunes générations ont approprié les souvenirs de leurs aînés. Certains ont fait leur la douleur du passé. Les propos de Greta Uehling concernant le sentiment d'appropriation du traumatisme des parents par les enfants se vérifient dans le cas de Martha ¹³³. Elle a intériorisé la déportation de sa mère comme un événement de son propre passé, en amplifiant le souvenir par ses propres émotions. Pendant l'entretien, elle a utilisé la première personne du singulier pour me décrire le sort de son oncle, décédé en 1946. Elle s'est mise à la place de sa mère et a prononcé « mon frère ». Elle s'est tout de suite

¹³¹ CAMPANA Aurélie, art. cit., p. 90

¹³² *Idem*, p. 91

¹³³ UEHLING Greta Lynn, *Beyond Memory: The Crimean Tatar's Deportation and Return (Anthropology, History and Critical Imagination)*, New York : Palgrave MacMillan, 2004, p. 116

reprise, consciente de l'intériorisation du passé dont elle était victime. Les récits individuels viennent nourrir l'histoire collective des Tatars. Chacun, par ses souffrances physiques et mentales, peut s'ériger en porte-parole de la communauté. Son vécu personnel fortifie l'histoire du groupe et prend la valeur de symbole. Le façonnement de cette histoire collective et de ces récits individuels affermit la dénonciation de « génocide » commis à l'encontre des Tatars par les Russes depuis 1783. Tous ensemble, ils prouvent que l'intention génocidaire était présente. L'ensemble des actes commis contre un seul trahissait la volonté d'anéantir le groupe entier : l'éradication de toute présence tatare dans la géographie de la péninsule après leur départ, l'entassement des hommes et des femmes dans les wagons, les morts laissés sur les bords de route sans sépulture, etc.

Les premières initiatives politiques lancées afin d'interpeller les dirigeants de l'Union Soviétique eurent lieu dès 1956, sous l'impulsion de nationalistes tatars, membres de l'intelligentsia et anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale. Ils choisirent d'envoyer leurs réclamations sous forme de pétition, canal d'action collective très utilisé pendant cette période en URSS. Leurs exigences étaient de deux ordres : la reconnaissance de la déportation comme une injustice et la réhabilitation de leur groupe, ouvrant sur le droit au retour. Les délégués tatars insistèrent également sur les traits distinctifs de leur communauté avec celle des Tatars de la Volga, deux groupes ethniques différents. Obtenant une fin de non-recevoir à leur démarche, ces leaders tatars furent rapidement détrônés par une nouvelle génération.

Ils essayèrent de former en 1962 une Union de la Jeunesse tatare qui échoua à cause de la répression et de la censure qui s'abattit à cette époque sur tous les mouvements nationalistes internes aux républiques socialistes soviétiques. Toutefois, cette première tentative ouvrit la voie à la structuration du mouvement tatar autour de nouvelles recrues parmi la jeunesse. L'arrivée de Léonid Brejnev en 1964 au poste de Secrétaire Général du Parti initia un climat de relative détente et la réouverture des négociations. Les années 1970 entraînèrent un changement dans l'origine socioprofessionnelle des militants : après les ouvriers, les ingénieurs et les intellectuels devinrent majoritaires. Cette modification s'expliqua par l'évolution de l'engagement en lui-même. Le combat pour la cause des Tatars se complexifia, les militants modernisèrent leurs canaux d'actions. Désormais les communautés tatares dispersées éliraient des représentants grâce à des fonds récoltés parmi la population elle-même. Ces représentants étaient par la suite envoyés à Moscou pour porter la

voix des leurs. Ce qui nécessitait du temps et beaucoup d'argent. « *Ils établissent un lobby permanent auprès des différentes instances soviétiques* ». ¹³⁴ Selon les archives soviétiques, entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1970, les autorités soviétiques ont reçu environ quatre millions de lettres individuelles et collectives de la part des Tatars. Face à la surdité des dirigeants, malgré des réunions dont les conclusions sont toujours les mêmes – à savoir la reconnaissance des Tatars en tant qu'individus mais non en tant que groupe – le répertoire d'actions des militants tatars évolua progressivement vers la contestation. Tout en conservant un aspect légaliste à leur mouvement, ils organisèrent des manifestations dont le poids variait en fonction des périodes. Les plus importantes eurent lieu entre 1967 et 1968, après les épisodes révolutionnaires et sanglants de Pologne et Tchécoslovaquie, et après 1988 où des milliers de personnes venaient. Ces rassemblements n'étaient pas organisés un jour au hasard mais bien à des dates symboliques : le 18 mai pour la déportation et le 21 avril pour la naissance de Lénine. L'homme d'Octobre Rouge est un symbole multiple pour les Tatars. ¹³⁵ Parmi les dernières actions du répertoire des militants tatars se trouvaient les retours en Crimée. Malgré l'interdiction formelle et les expulsions en conséquence, les Tatars encourageaient les départs qu'ils présentaient comme spontanés. Ils exerçaient ainsi une pression constante sur les autorités de Crimée et de Moscou qui ne pouvaient fermer les yeux sur la question. Les Tatars ont toujours présenté leur mouvement comme étant non-violent, sans confrontation brutale avec les autorités, et dans les limites de la légalité. Ils utilisaient ouvertement les articles de la Constitution d'URSS pour défendre leurs positions. Par exemple, l'article 5 du texte accordait aux citoyens la liberté d'expression et de rassemblement. Quand bien même ce droit n'a jamais été respecté. Ils jouaient sur le flou du décret du 5 septembre 1967 pour se réclamer comme citoyens soviétiques à part entière et, *de facto*, bénéficier du statut de victimes du stalinisme.

Les années 1960 ont été marquées par un glissement sémantique : le concept de « génocide » a été introduit et, de la revendication, les Tatars passèrent à la dénonciation. ¹³⁶ C'est avant tout à Mustafa Djemilev, leader politique tatar, que l'on doit l'introduction du concept de « génocide » pour décrire la déportation de 1944. Son engagement au sein du

¹³⁴ CAMPANA Aurélie, *art. cit.*, p. 95

¹³⁵ Il y a trois raisons qui font de Lénine un homme important pour les Tatars. En 1921, la République socialiste soviétique autonome de Crimée (RSSA) est proclamée sur décret de Lénine. Les Tatars réaffirment ainsi leur allégeance à Lénine et aux principes de la Révolution de 1917 qui, dans le contexte de l'époque, ont été mis à l'écart par les nouveaux maîtres de l'URSS. La référence de Lénine permet de légitimer l'existence des Tatars en tant que nation politique antérieure et évite toute confrontation directe avec les autorités nouvelles.

¹³⁶ CAMPANA Aurélie, *art. cit.*, p. 98-99

mouvement tatar s'est déroulé à la suite de ses recherches sur l'histoire des Tatars dont il a, par la suite, contribué à réécrire une version officielle concurrente de celle de l'URSS. Dans l'optique de légaliser et de légitimer leur mouvement, les Tatars ont eu recours aux conventions et aux traités internationaux. Piotr Grigorenko¹³⁷ est un des premiers à s'être servi de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 et de Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide pour dénoncer la politique à l'encontre des Tatars comme une politique génocidaire. Afin de détailler leur argumentaire, le mouvement national tatar de Crimée a mené une enquête en 1966 afin d'évaluer les morts durant les 18 premiers mois d'exil. Selon leur recensement, 46,2% de la population tatare serait morte en déportation.¹³⁸ La difficulté réside dans la fiabilité de ces données. Les méthodes d'investigation n'ont pas été explicitement présentées. De surcroît, la partialité règne davantage parmi des militants qui ont un objectif en tête que parmi des historiens neutres – en reconnaissant malgré tout une subjectivité de jugement à certaines occasions. Certains auteurs récents ont avancé le nombre de 30% de la population comme victimes de la déportation.¹³⁹ Le démographe russe Dalhat Ediev s'est quant à lui servi des archives du NKVD pour affirmer que 44,7% de la population tatare a disparu entre 1944 et 1952. Son enquête nous confronte à de sérieux doutes sur son authenticité. Les documents du NKVD, et de toute autre administration soviétique, sont réputés pour leurs défaillances flagrantes quant à l'enregistrement impartial de données.¹⁴⁰ Pour les militants tatars, l'emploi de chiffres permet d'établir une « vérité scientifique du génocide » et ouvrir sur une reconnaissance officielle des événements subis par les Tatars. Cette reconnaissance est une attente vis-à-vis des autorités soviétiques mais également vis-à-vis des instances internationales. Même si les membres du mouvement comme Mustafa Djemilev sont conscients qu'aucun jugement international ne sera jamais prononcé sur la déportation et l'exil, l'utilisation du terme « génocide » offre une visibilité dans l'espace public et sert à réécrire les relations russo-tatares et l'idéologie du mouvement. Ce dernier étant autocentré sur la dénonciation et le souvenir d'un événement génocidaire. Concernant la réécriture historique, l'utilisation du terme « génocide » est partie prenante d'une stratégie visant à réaffirmer le caractère ancestral de la présence tatare en Crimée. Suite à la déportation de 1944, les historiens russes avaient défendu une nouvelle thèse selon laquelle l'arrivée des Tatars en Crimée était postérieure à celle des peuples slaves,

¹³⁷ Piotr Grigorenko (1907-1987) était général dans l'Armée Rouge avant de devenir dissident politique en Union Soviétique. Il fut un fervent partisan de la cause tatare.

¹³⁸ Voir en annexe 6 les statistiques sur les décès des Tatars lors de leur première année de déportation

¹³⁹ SHEEHY Anne, NAHYLO Bogdan, « Crimean Tatars, Volga Germans and Meskhetians. Soviet treatment of some national minorities », *Minority Rights Group, Report n°6*, Londres : 1980

¹⁴⁰ CAMPANA Aurélie, *art. cit.*, p. 101

donc russes, légitimant ainsi l'action des pouvoirs soviétiques à procéder à l'expulsion des Tatars vers l'Asie centrale. Les militants du mouvement tatar expliquent que le « génocide » n'a pas débuté en 1944 mais en 1783 avec la politique de conquête de Catherine II. Staline a uniquement poursuivi une politique déjà engagée depuis plus d'un siècle. La structuration d'un discours de mobilisation collective autour du « génocide » des Tatars offre également l'opportunité de contester l'image négative véhiculée à leur encontre dans les terres d'exil. Présentés comme des traîtres et des collaborateurs pendant la Seconde Guerre mondiale, la déportation transforme les Tatars en victime et établit leur droit à une réhabilitation à l'instar des autres peuples déportés.

3.2.3. La mémoire des Tatars au XXI^{ème} siècle

La question de la mémoire est un élément central dans l'identification des Tatars à leur communauté. Les souvenirs douloureux ont été perpétués, transmis et transformés aux nouvelles générations tatares. Dans les sociétés aux mémoires traumatiques, le passé est soit oublié, soit conservé. Dans la seconde situation, il devient un « traumatisme choisi ».¹⁴¹ Les Tatars ont décidé de constituer la déportation comme un élément d'identification collective. Il existe deux façons pour les survivants d'un traumatisme de dépasser leur expérience : par le silence ou la parole. Comme l'écrit Greta Uehling, il y a « *ceux qui ne peuvent pas parler* » et « *ceux qui ne peuvent pas s'arrêter de parler* ». Les Tatars appartiennent à la seconde catégorie. Après 1944, la parole est devenue un acte cathartique pour expier le traumatisme de la déportation. Au sein de la communauté tatare, le départ a été érigé en souvenir collectif, le signe d'une appartenance à un destin commun. L'acte de commémoration par la parole a également influencé l'autre caractéristique des Tatars, à savoir leur activisme pour leur droit au retour. La parole libérée sur la mémoire les a conduits dans une nouvelle voie de politisation de leur cause au rebours de leur discours du XVIII^e et XIX^e siècle. A cette période, les Tatars de Crimée étaient sous la domination directe de la Russie, ils partaient en exil mais ne revenaient pas. Leurs conditions de vie, tant matérielles qu'au niveau des droits politiques, les encourageaient à rester hors de la péninsule. L'expulsion de l'entière communauté tatare créa le choc en 1944 et réveilla les sentiments nationalistes. Comme

¹⁴¹ UEHLING Greta, *op. cit.*, p. 5

évoqué dans la sous-partie précédente, le mouvement tatar s'est politisé autour de la notion de « droit au retour ». Être tatar signifie vivre en Crimée.

Avec la transmission de la mémoire, les parents et les grands-parents ont également insufflé auprès de leurs enfants le rêve de revenir en Crimée. Si obtenir auprès de Moscou l'autorisation de quitter l'Asie centrale était une étape primordiale, l'existence d'un sentiment d'appartenance avec la terre d'origine parmi les générations nées en exil était l'autre condition *sine qua none*. Les parents et les grands-parents qui ont vécu la journée du 18 mai 1944 ont transmis son souvenir à leurs descendants et ont forgé en eux un sentiment d'identité avec la Crimée. Un sentiment reposant sur la perte comme le note Brian Williams.¹⁴² Selon sa thèse, la diaspora des Tatars a développé un vocabulaire lié à la nature et aux paysages de la péninsule pour susciter un sentiment d'appartenance avec une terre jamais visitée. C'est la perte de ce « paradis perdu » qui a fondé le mythe du retour chez les Tatars.

*« Ce n'est qu'en saisissant la vraie nature des paysages de Crimée et le style de vie des Tatars criméens dans la péninsule que l'on peut comprendre le processus par lequel la mémoire de ce foyer natal modèle l'identité de ce peuple dans la cadre de la diaspora. C'est cette mémoire commune de la Crimée qui fait voir les autres [les Russes de Crimée] comme des intrus »*¹⁴³

Chaque personne interviewée a reçu en héritage la mémoire de la déportation de sa famille. Chacun d'eux connaît par cœur l'histoire de leurs grands-parents et/ou de leurs parents, enfants ou adultes ce fameux jour. Mohamed, qui lui était directement présent au moment du drame, a veillé à ce que ses descendants soient conscients de leur passé familial. Sibia est accompagnée chaque année par ses enfants et petits-enfants lors de la manifestation du 18 mai. A cette date, l'ensemble des Tatars de Crimée se retrouvent Place Lénine, à Simféropol, pour commémorer la déportation. Parallèlement, une procession se rend en haut du Mont Chatir Dag et plante à son sommet le drapeau des Tatars.¹⁴⁴

Ces célébrations officielles et partagées par tous révèlent le caractère public de la mémoire tatar. Il ne s'agit nullement d'une mémoire destinée à l'espace privé. Au lieu d'être

¹⁴² WILLIAMS Brian G., *op. cit.*, p. 4

¹⁴³ WILLIAMS Brian G., *op. cit.*, p.87

¹⁴⁴ Voir photo du drapeau en annexe 5

souterrain, le sentiment d'attache à la communauté tatare est publiquement exposé et politiquement orienté. Greta Uehling souligne le caractère travaillé de cette mémoire. L'identité tatare est inculquée à travers une mobilisation collective du groupe. Avant 1990 cette mobilisation passait par l'engagement politique en faveur du droit au retour. Depuis 1990, il s'agit de commémorer les souffrances vécus qui ont formaté l'identité tatare. Les plus jeunes de mes interlocuteurs, Tamilâ et Martha, avaient en commun un sentiment de responsabilité vis-à-vis de la mémoire de leur peuple. Elles participent activement à son édification car il leur est impossible de s'en détacher. Les récits familiaux se sont gravés dans leur mémoire vive. Dans le cas de Martha, les récits de sa mère lui ont fait intérioriser l'horreur et la violence des événements au point de la bouleverser au plus profond de son être. Elle est psychologiquement marquée par la déportation des Tatars. Tamilâ a, au contraire, bénéficié d'un plus grand recul dessus. Ses parents n'étant pas nés en 1944, ils lui ont épargnée un récit direct sur l'exode du 18 mai. Ils ont ainsi, involontairement, amorti la violence de la mémoire transmise à leur fille.

Il y a de nombreuses informations que mes interlocuteurs n'ont pas pu me fournir notamment sur les moments où les histoires du passé étaient ressuscitées. Grâce à ses propres enquêtes de terrain, Greta Uehling a pu déterminer que les moments privilégiés pour évoquer en famille la déportation et l'exil étaient lors des repas et juste avant l'heure du coucher.¹⁴⁵ Chaque plat typique de Crimée rappelle la vie là-bas. Les variétés de légumes et de fruits que l'on trouve en Asie centrale et dans le Caucase sont le point de départ pour aborder les spécialités cuisinées dans la péninsule. Les plats évoquent pour les parents nés en exil ce qu'ils y mangeaient. Comme écrit au paragraphe précédent, les enfants ont apprivoisé, parfois trop, les histoires de leurs parents et G. Uehling confirme que ses propres interlocuteurs connaissent ces épisodes sur « le bout de leurs doigts ».¹⁴⁶

Cependant, les souvenirs ne sont délivrés qu'à partir d'un certain âge. Les parents préfèrent attendre que leurs enfants soient devenus des adolescents, c'est-à-dire des sujets conscients et capables de comprendre l'histoire de la déportation des Tatars, pour leur en parler. Le plus souvent la parole se libère lorsque l'enfant pose des questions après avoir entendu des informations sur le sujet au sein d'autres cercles de sociabilité, comme à l'école ou chez leurs amis. Greta Uehling cite l'exemple d'une femme née en Ouzbékistan, à

¹⁴⁵ UEHLING Greta, *op. cit.*, p. 114

¹⁴⁶ *Idem*

Yangiyul, qui n'a appris l'histoire des Tatars qu'à l'âge de 13-14 ans. Elle ignorait tout avant de la déportation et de l'exil vécu par sa communauté.¹⁴⁷

Si la plupart des Tatars ont fait le choix de raconter leurs souvenirs au sein du cercle nucléaire familial, d'autres, au contraire, ont eu des réticences à délivrer leur histoire, en partie à cause de l'atmosphère propre au régime soviétique. La peur distillée partout et jusque dans les familles a contraint au silence sur des sujets considérés comme tabous. Si, aujourd'hui, on questionne des parents tatars sur leur attitude vis-à-vis de la déportation, tous affirment avoir pris le temps de l'expliquer à leurs enfants. Au contraire, les enfants, une fois l'âge adulte atteint, se souviennent que certaines conversations d'adultes étaient censurées. Un d'entre eux raconte que sa mère veillait à les enfermer, lui et ses frères et sœurs, dans leurs chambre à chaque fois que des invités tatars venaient à la maison. C'est la politique de la *glasnost*, initiée par Mikhaïl Gorbatchev en 1985, qui encouragea la libération de la parole.

Dans la sphère publique, nous avons évoqué les manifestations, les pétitions portées devant le pouvoir central à Moscou, les commémorations officielles, etc. Depuis les années 1990, le cinéma s'est emparé de cette mémoire pour la codifier dans des films. Si d'un côté, cette méthode permet la médiatisation à grande échelle de la situation des Tatars, elle a aussi comme impact négatif de « fixer » des versions de l'histoire de Tatars. Les films sur la déportation et/ou l'exil sont toujours controversés au sein de la communauté tatare mais également à l'étranger comme en Russie. Toutefois, mes interlocuteurs m'ont tous cité le dernier film d'Akhtem Seitablayev sorti le 18 mai 2013 dans les salles de Crimée. Son titre est simple : *Haytarma*, qui signifie le retour en langue tatare. Selon eux, malgré des désaccords concernant le scénario, cette production reste fidèle à la mémoire de la déportation. Le réalisateur retrace le parcours de la communauté tatare depuis le matin du 18 mai jusqu'à son arrivée en Asie Centrale et dans le Caucase. Le cinéma permet de juxtaposer des images directement sur des souvenirs. La diffusion à grande échelle fixe dans les mémoires de chacun une certaine version des événements. La plupart des personnes interrogées pendant mon sujet en Crimée ont naturellement abordé le sujet de ce film mais également des autres initiatives dans ce domaine. A Bahçesaray, on m'a proposée de rencontrer des vieilles dames âgées de plus de 70 ans qui avaient vécu la déportation. Elles avaient été récemment interviewées pour un documentaire chargé de conserver la mémoire vive des témoins directs du 18 mai 1944.

¹⁴⁷ UEHLING Greta, *op. cit.*, p. 115

Aujourd'hui les Tatars s'investissent pour enregistrer la parole des anciens, ceux qui ont connu la Crimée avant et après l'exil du XXe siècle.

Conclusion

Le peuple tatar installé en Crimée a été victime au cours de son histoire récente de la conflictualité permanente du lieu. Stratégiquement positionnée dans le carrefour que représente la Mer Noire entre le monde méditerranéen et l'Asie centrale, la péninsule de Crimée fut l'objet des convoitises russes dès ses débuts impérialistes. En conséquence de quoi les Tatars perdirent toute souveraineté politique sur leur territoire au moment où la Russie eu les moyens militaires de satisfaire ses ambitions, c'est-à-dire à la fin du XVIIIe siècle.

Les Tatars sont devenus progressivement un peuple de l'exil. Leur sort a basculé brutalement lorsque l'URSS s'est sentie directement menacée par leur présence en Crimée. Leur collaboration avec les forces allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale fut l'élément déclencheur de la vaste opération de nettoyage ethnique menée à l'été 1944 en Crimée. Pour l'URSS, l'exil des Tatars lui permettait d'éloigner les traîtres et les saboteurs puis de s'installer définitivement dans la péninsule comme maître des lieux. Les Tatars ont été physiquement écartés de leur terre mais aussi symboliquement et géographiquement par la destruction d'une partie de leurs bâtiments et la modification des noms des lieux. Après 1944, la Crimée a été l'objet d'une politique de soviétisation dont les traces demeurent visibles à l'heure actuelle. L'élément russophone domine la composition des habitants de la péninsule et la Russie a maintenu, avec le temps, ses garnisons militaires à Sébastopol. Il s'agit là du premier port russe pour sa Flotte de Mer Noire.

Pendant les années au pouvoir de Staline, le Kremlin a coordonné une série d'opérations dites « nationales » dont le but était de vider des territoires frontaliers, et sous domination de l'URSS, de ses habitants originels. Le but était d'empêcher toute dissidence interne et actes de trahison. Leur appartenance à des groupes ethniques non slaves pouvait favoriser chez eux des ressentiments qu'ils utiliseraient pour déstabiliser le pays du socialisme et réveiller les affres de la guerre civile. C'est le fameux mythe de la « Cinquième Colonne », cet ennemi de l'intérieur qui attend pour l'occasion pour agir. Staline a ainsi autorisé le déplacement d'une dizaine de peuples sur deux périodes, principalement situées entre 1937-1941 et 1943-1945. Au XXI siècle, les conséquences sont toujours visibles. Durant mon séjour au Kazakhstan, j'ai rencontré un jeune homme d'origine coréenne. Sa famille avait été déportée

en 1937 lors de la déportation des Coréens installés sur le territoire soviétique près de la frontière chinoise.¹⁴⁸

Les arrivées des peuples déplacés ont provoqué des tensions au sein des communautés d'accueil. Leur intégration a suscité de la malveillance voire des violences à leur rencontre. Lorsque les Tatars sont arrivés en Ouzbékistan, une campagne de dénigrement avait été orchestrée pour les présenter comme des traîtres et des éléments dangereux. Martha, la jeune femme tatare interviewée qui aujourd'hui réside en France, sait que sa grand-mère a très probablement été assassinée par son infirmière ouzbek qui lui a prodigué des soins volontairement néfastes. L'arrivée de communautés étrangères a été un facteur de déstabilisation pour ces régions d'Asie centrale et du Caucase mais leur départ quelques décennies après le fut également. La chute de l'URSS en 1990 a ouvert les frontières et permit les retours. Les peuples qui ont été séparés de leurs régions natales revendiquent la reconnaissance de leur traumatisme et la restitution de leur territoire national. L'Asie centrale et le Caucase sont une zone de conflictualité latente dont l'URSS, et aujourd'hui la Russie, est responsable. Ses politiques de nettoyage ethnique et ses intérêts géostratégiques l'ont conduit à bouleverser les équilibres régionaux. Depuis 1990, la Russie continue à intervenir dans ses territoires au nom de ses intérêts énergétiques. Elle est intervenue directement dans différents conflits comme en Tchétchénie dans les années 1990 ou en Géorgie en 2008. Implicitement, elle maintient son influence sur les gouvernements en place et se positionne en arbitre des différentes factions politiques, apportant son soutien à ceux qui lui seront le plus fidèles.

Pour les Tatars, leur retour aux étés 1990 et 1991 est de deux dimensions. Pour eux, l'enjeu a été de se réinstaller dans une terre que leurs parents, voire leurs grands-parents avaient quittés de force en 1944. Ensuite, leur retour suppose également une intégration de leur groupe au sein d'une communauté nationale déjà constituée. Les difficultés à cette réinstallation et à cette intégration proviennent principalement de l'hostilité et du racisme des Russes de Crimée à leur égard. Ce ressentiment s'exprime à tous les niveaux de la société criméenne, de la rue aux bureaux administratifs. Les bagarres violentes ont cessé en partie mais pas les heurts quotidiens. L'enjeu prioritaire aujourd'hui est de calmer les tensions entre les deux communautés. C'est aux autorités de Crimée d'initier des politiques publiques

¹⁴⁸ Environ plus de 170 000 Coréens ont été déplacés de leur lieu d'habitation en Sibirie extrême orientale vers le Kazakhstan et l'Ouzbékistan à l'automne 1937 par mesures de sécurité vis-à-vis du Japon qui entretenait des relations conflictuelles avec l'URSS. Craignant une trahison de la part de ces coréens, Moscou a jugé préférable de les déplacer. MARIE Jean-Jacques, *op. cit.*, p. 25-28

d'intégration sociale et économique des Tatars, favorisant le vivre ensemble et le sentiment de citoyenneté.

Les manquements à leur intégration font craindre chez de nombreux Tatars une menace pour la pérennité de leur identité. Ils craignent de voir s'éteindre la mémoire de la déportation par les attaques répétées des Russes de Crimée. Ceci justifie à leurs yeux de tatars la médiatisation de leur cause pour obtenir la reconnaissance du préjudice subi par les autorités nationales de Crimée et internationales. Une partie de mes interlocuteurs étaient préoccupés par le devenir des Tatars au sein de la République de Crimée. L'exil vécu après 1944 a été l'occasion d'une redéfinition identitaire tatare sur une rhétorique nationale. La mobilisation de leur groupe au sein d'un mouvement collectif a structuré leur identité. Les Tatars se sont reconnus dans un destin commun dont l'objet était d'obtenir le droit au retour et la reconnaissance de leur déportation comme acte de génocide. De peuple exilé, les Tatars sont devenus un peuple-nation dont l'identité repose sur un territoire spécifique – la Crimée – une langue, une culture, une religion – l'Islam – et une histoire traumatique partagée. Bien que sans Etat, le sens de la nation tatare repose sur la conception émise par J. Fichte en 1808 d'un peuple partageant des caractéristiques communes transmises par le sang.¹⁴⁹ La déportation a été l'élément clé de la transformation du nationalisme tatar, passant du panislamisme des premiers intellectuels au sentiment d'appartenance à une nation.

Les Tatars demeurent un peuple en « transition nationale ». Retournés dans leur terre d'origine, ils ne représentent qu'un tiers de la population de Crimée et sont conscients de ne plus jamais pouvoir reformer l'Etat qui était le leur il y a plus de deux siècles.

¹⁴⁹ FICHTE Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*, Paris : Imprimerie Nationale éd., 1992 396 p

Bibliographie

Ouvrages académiques

Histoire générale

BOGDAN Henry, *Histoire des peuples de l'ex-URSS : du IXe siècle à nos jours*, Paris : Perrin, 1993, 442 p.

KOZOVOÏ Andreï, *Russie : dictionnaire d'histoire et de civilisation*, Paris : Ellipses, 2012, 415 p.

MANTRAN Robert, *Histoire de l'Empire Ottoman*, Paris : Fayard, cop. 1989 (86-Ligugé : Impr. Aubin), 810 p.

RIASANOVSKY Nicholas Valentine, *Histoire de la Russie : des origines à 1984*, Paris : R. Laffont, DL, 1987, 843 p.

Histoire de l'Union Soviétique

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *La Destalinisation commence : 1956*, Bruxelles : Complexes, 1984, 209 p.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline : 1917-1953*, Paris : Presses Universitaires de France, impr. 2013, cop. 1995, 127 p.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev : 1953-1991*, Paris : Presses Universitaires de France, impr. 2013, cop. 1995, 127 p.

Histoire de la Crimée et des Tatars de Crimée

DUFAUD Grégory, *Les Tatars de Crimée et la politique soviétique des nationalités*, Paris : Non Lieu, DL, 2011, 439 p.

FISHER Alan Wishburn, *The Crimean Tatars*, Stanford, California : Hoover Institution Press, 1978, 264 p.

FISHER Alan Wishburn, *Between Russians, Ottomans and Turks: Crimea and Crimean Tatars*, Istanbul: Isis Press, 1998, 200 p.

HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris : Albin Michel, 1997, 295 p.

UEHLING Greta Lynn, *Beyond Memory: The Crimean Tatar's Deportation and Return (Anthropology, History and Critical Imagination)*, New York : Palgrave MacMillan, 2004, 294 p.

WILLIAMS Brian Glyn, *The Crimean Tatars: The Diaspora Experience and the Forging of a Nation*, Leiden; Boston; Köln: Brill 2001, 488p

Nationalisme et identité nationale

BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris : Fayard, 1986, 305 p.

BRANDENBERGER David, *National Bolchevism, Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Cambridge (Mass) : Harvard University Press, 2002

RENAN Ernest, *Qu'est-ce qu'une Nation ? : et autres écrits politiques*, Paris : Imprimerie Nationale éd., 1995, 260 p.

FICHTE Johann Gottlieb, *Discours à la nation allemande*, Paris : Imprimerie Nationale éd., 1992 396 p.

La répression en Union Soviétique

CONQUEST Robert, *La Grande Terreur : les purges staliniennes des années 30. La collectivisation des terres en URSS*, Paris : Robert Laffont, 2011, 1045 p.

NAIMARK Norman M., *Les génocides de Staline*, Paris : L'Arche, 2012, 131 p.

YAKOVLEV Alexander, *Le Cimetière des Innocents : victimes et bourreaux en Russie soviétique, 1917-1989*, Paris : Ed. Calmann-Lévy, 2007, 283 p.

Les déportations de peuple en URSS

CAMPANA Aurélie, DUFFAUD Gregory, TOURNON Sophie, *Les déportations en héritage : les peuples réprimés du Caucase et de Crimée, hier et aujourd'hui*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, 247 p.

CONQUEST Robert, *The Nation Killers: the Soviet deportation of nationalities*, London: Mcmillan, 1970, 222 p.

MARIE Jean-Jacques, *Les peuples déportés d'Union soviétique*, Bruxelles : Ed. Complexe, 1995, 201 p.

FIGES Orlando, *Les chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris : Denoël DL, 2009, 792 p.

APPLEBAUM Anne, *Goulag : une histoire*, Paris : B. Grasset, 2005, 716 p.

Relations politiques Ukraine-Russie

ARMANDON Emmanuelle, *La Crimée entre Russie et Ukraine : un conflit qui n'a pas eu lieu*, Bruxelles : Bruylant, DL 2012, 379 p.

Articles scientifiques

BANU Cezar Aurel, « Passé traumatique, mémoire, histoire confisquée et identité volée : la déportation des Tatars de Crimée par Staline en mai 1944 (le « Surgûn ») », *Conserveries*

mémorielles, mis en ligne le 01 octobre 2006, <http://cm.revues.org/288> (consulté le 03/09/2013)

CAMPANA Aurélie, « La mobilisation des Tatars de Crimée pour leur réhabilitation : entre légalisme et rhétorique victimaire », *Raisons politiques*, 2008/2 n° 30, p. 89-105. DOI : 10.3917/rai.030.0089

DUFAUD Gregory, « Le pouvoir soviétique et l'indigénisation de la République de Crimée, ou comment soumettre le nationalisme tatar criméen (1880-1922) », *Hypothèses*, 2005/1, p. 147-158

DUFAUD Gregory, « La déportation des Tatars de Crimée et leur vie en exil (1944-1956) un ethnocide ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 2007/4 n°96, p. 151-162, DOI 10.3917/ving.096.0151.

MARTIN Terry, « The Origins of Soviet Ethnic Cleansing », *The Journal of Modern History*, Vol. 70, n°4, Décembre 1998, p. 813-861
<http://www.upf.edu/materials/fhuma/genocidis/docs/martin.pdf> (consulté le 29/07/2013)

OHAYON Isabelle, « L'Asie centrale soviétique dans la Seconde Guerre mondiale : un réceptacle des populations punies et déportées », in CAUSARANO P., e.a. (dir.), *Le XXe siècle des guerres*, Paris : Editions de l'Atelier, 2004, p. 171-178
http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/75/99/46/PDF/La_dA_portation_des_peuples_vers_l_Asie_centrale_Ohayon_2004.pdf (consulté le 20/08/2013)

SHEEHY Anne, NAHYLO Bogdan, « Crimean Tatars, Volga Germans and Meskhetians. Soviet treatment of some national minorities », *Minority Rights Group, Report n°6*, Londres : 1980

WERTH Nicolas, « Les Déportations de "populations suspectes" dans les espaces russes et soviétiques (1914-fin des années 1940) : violences de guerre, ingénierie sociale, excision ethno-historique », *La Terreur et le Désarroi. Staline et son système*, Paris : Perrin, 2007, p. 222-264

Thèses

ELIE Marc, *Les anciens détenus du Goulag : libération, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Mars 2007, thèse pour le doctorat en histoire, directeur Yves Cohen
<http://www.upf.edu/materials/fhuma/genocidis/docs/martin.pdf> (consulté le 29/07/2013)

Articles de presse

Relations Ukraine-Russie

AVRIL Pierre, « La Flotte russe reste à Sébastopol pour trente ans », *Le Figaro*, 21/04/2010, <http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/21/01003-20100421ARTFIG00458-la-flotte-russe-reste-a-sebastopol-pour-trente-ans-.php> (consulté le 08/09/2013)

Euronews, « Parade navale à Sébastopol pour fêter le jour de la marine russe », 25/07/2010, <http://fr.euronews.com/2010/07/25/parade-navale-a-sebastopol-pour-feter-le-jour-de-la-marine-russe/> (consulté le 08/09/2013)

Sur le retour des Tatars

BILLETTE Alexandre, « Difficile retour des Tatars en Crimée », *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/12/BILLETTE/14273>

BILLETTE Alexandre, « Invasion, déportation, normalisation ... », *Le Monde Diplomatique*, Décembre 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/12/BILLETTE/14274>

Jean-Arnaud DERENS, « Les Tatars de Crimée de retour sur leur terre », *RFI*, 21 Juin 2010 <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20100621-tatars-crimée-retour-leur-terre> (consulté le 06/08/2013)

Netographie

Encyclopédie Larousse, Article sur « Mir Sayid Sultan Galiev »

http://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Sultan_Galiev/145496 (consulté le 16/07/2013)

Table des matières

Introduction	6
1. Les Tatars : entre Orient et Monde russe, XIIIe – XXe siècles.....	11
1.1. Les débuts de l’Etat tatar en Crimée.....	12
1.1.1. La naissance du Khanat tatar, XIVe – XVe siècles.....	12
1.1.2. Les liens de vassalité avec l’Empire Ottoman	15
1.1.3. Organisation politique du Khanat de Crimée.....	19
1.1.4. L’annexion russe de 1783	21
1.2. Politique d’intégration russe et éveil nationaliste au XIXe siècle	26
1.2.1. Politique d’assimilation russe	26
1.2.2. Mouvements réformateurs et éveil nationaliste chez les Tatars de Crimée.....	30
1.2.3. Vers un engagement révolutionnaire, 1900 - 1918	35
1.2.4. Politique de soviétisation, 1921 - 1944	38
2. La déportation des Tatars de Crimée le 18 mai 1944.....	44
2.1. Les Tatars : des victimes du système soviétique	45
2.1.1. La Seconde Guerre mondiale en Crimée, 1941 - 1944	45
2.1.2. La politique concentrationnaire soviétique	50
2.1.3. La vie en exil, 1944 - 1990.....	54
2.2. 1956 : la politisation du mouvement pour le retour.....	58
2.2.1. Construire une identité en exil	58
2.2.2. L’après-déportation : réhabilitation et suspension de peine.....	62
2.2.3. Politisation du mouvement pour le droit au retour.....	65
3. La réintégration des Tatars en Crimée : enjeux mémoriels et politiques	70
3.1. Le retour en Crimée	71

3.1.1. Monographies.....	71
3.1.2. Problèmes politiques : représentation politique et racisme anti-tatar	77
3.2. La mémoire du traumatisme	82
3.2.2. L'engagement pour la cause des Tatars : analyse d'un mouvement de reconnaissance collective	82
3.2.3. La mémoire des Tatars au XXI ^{ème} siècle.....	87
Conclusion.....	92
Annexes.....	95
Bibliographie.....	102
Table des matières.....	108